



**FISAC**  
**Rapport d'activité**  
**1992-2011**

LA MINISTRE

Nos Réf. : ACT/2012/46211/C

Paris, le - 9 OCT. 2012

Madame, Monsieur,

Dès ma prise de fonction, j'ai constaté que la soutenabilité financière du FISAC n'était pas assurée. En effet, le précédent gouvernement a élargi les conditions d'intervention du FISAC, ce qui a créé une forte augmentation des demandes, tout en réduisant drastiquement les crédits alloués, ce qui explique les grandes disparités entre les sommes disponibles et les financements demandés.

Cette situation a conduit mon prédécesseur à redéfinir, dans l'urgence et unilatéralement, le cadre d'intervention du FISAC, et a provoqué de nombreux dysfonctionnements dans la procédure d'attribution des subventions.

Du fait de cette situation regrettable, je me dois aujourd'hui de mener une évaluation complète du FISAC et de mettre en place une allocation plus équitable et mieux ciblée des crédits, tout en respectant nos engagements en matière de redressement des finances publiques.

Je mesure parfaitement le poids de cette situation et les conséquences pour chacun des territoires, des acteurs locaux qui attendent, depuis parfois deux ans, une décision positive. En toute transparence, je souhaite préciser que nous n'avons pas les fonds pour satisfaire chacune des demandes présentées. Les crédits qui nous ont été laissés ne sont pas suffisants pour répondre positivement à chaque demande techniquement éligible. Je le regrette profondément mais je me dois de mettre fin à la gestion inconséquente qui a prévalu jusqu'à maintenant. Je me suis engagée à répondre personnellement à tous ceux qui m'ont écrit à ce sujet, le silence ne pouvant continuer à s'ajouter à l'insuffisance des moyens.

Il est nécessaire que ces financements soient préservés car je mesure pleinement leur importance pour le dynamisme économique de nos territoires. Je m'y emploie et compte sur la mobilisation de tous les acteurs pour clore le plus efficacement et dignement possible cette page du FISAC et ouvrir la prochaine, plus respectueuse des citoyens, des acteurs économiques et de leurs élus.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.



Sylvia PINEL

## Sommaire

Pages

|   |    |
|---|----|
| Eléments de synthèse  | 3  |
| Présentation des différentes aides du Fisac   | 9  |
| - Opérations rurales individuelles  | 10 |
| - Opérations d'aménagement dans les communes rurales  | 11 |
| - Opérations collectives de modernisation en milieu rural                                   | 12 |
| - Opérations urbaines   | 13 |
| - Opérations urbaines dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines | 14 |
| Présentation des moyens mis en œuvre par le Fisac   | 15 |
| Eléments complémentaires d'information sur les opérations nationales et territoriales       | 23 |
| Part des cofinanceurs (opérations territoriales)  | 24 |
| Part des cofinanceurs par type d'opérations territoriales                                   | 25 |
| L'évaluation des aides accordées par le Fisac   | 28 |
| Actions de développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat               | 30 |
| EPARECA   | 31 |
| Méthodologie  | 33 |

## RAPPORT D'ACTIVITE DU FISAC

*Période 1992 – 2011*

### 1. ELEMENTS DE SYNTHESE

➤ Créé par la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) avait pour vocation de répondre aux menaces pesant sur l'existence des services artisanaux et commerciaux de proximité dans des zones rurales ou urbaines fragilisées par les évolutions économiques et sociales.

La fragilité de l'existence des services commerciaux et artisanaux de proximité est liée notamment, selon les zones concernées, à la désertification de certains espaces ruraux, au développement de la grande distribution, en particulier à la périphérie des villes, à l'insécurité qui peut prévaloir dans les zones urbaines sensibles.

L'action du FISAC s'est traduite par le versement de subventions aux collectivités locales et aux entreprises (le plus souvent en milieu rural, seulement en faveur d'entreprises économiquement viables et à condition de ne pas induire de distorsion de concurrence). Le FISAC a en outre financé des actions de fonctionnement (animation commerciale, communication, recrutement d'animateurs de centre-ville) ou d'investissement (halles et marchés, équipements professionnels, stationnement...).

**Jusqu'en 2002, ce dispositif était fondé sur la solidarité financière entre les petites entreprises commerciales et artisanales et la grande distribution** (surfaces de vente supérieures à 400 m<sup>2</sup>), au moyen d'un prélèvement sur cette dernière, la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), qui contribuait au maintien de l'existence des premières, grâce à un transfert des ressources dégagées au bénéfice de projets portés, généralement, par les collectivités locales.

➤ **Depuis la loi de finances pour 2003**, le produit de cette taxe est affecté au budget général de l'Etat et **des dotations relatives au FISAC sont désormais déléguées à l'ORGANIC** (devenu RSI depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006) **à partir du budget de l'Etat.**

Dénommé depuis 2003 Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce, le FISAC a vu en 2008 ses conditions d'intervention modifiées par les textes suivants :

- l'article L.750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi n°2008 - 776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- le décret n° 2008 - 1470 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- le décret n° 2008 - 1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750 1-1 du code de commerce ;
- l'arrêté du 30 décembre 2008 modifié pris pour l'application du décret susvisé du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- la circulaire du 22 juin 2009.

L'article 100 de loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 donne une base législative au FISAC et confirme ainsi l'importance de ce fonds pour la création, le maintien et la modernisation du commerce, de l'artisanat et des services de proximité.

Pour accompagner la mise en œuvre de la réforme de l'urbanisme commercial, le Gouvernement a souhaité, en effet, renforcer l'action du FISAC en orientant de manière prioritaire ses interventions en milieu rural, dans les zones de montagne, dans les halles et marchés ainsi que dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En outre, la possibilité de mobiliser le FISAC dans le cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial est explicitement mentionnée conformément aux recommandations que la Cour des comptes avait formulées en 2005 dans son rapport sur ce Fonds.

L'article 100 maintient la gestion comptable déléguée à la Caisse nationale du Régime social des indépendants (RSI), qui a été instaurée par la loi susvisée du 31 décembre 1989 et qui assure la souplesse de gestion du FISAC (coûts de gestion modérés et délais de paiement pouvant, en cas d'urgence, être limités à quelques jours, possibilité de gérer des opérations à caractère pluriannuel).

Le dispositif rénové du FISAC est plus particulièrement ciblé, d'une part, sur les territoires mentionnés ci-dessus, et, d'autre part, sur les aides aux entreprises dont les montants sont majorés.

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008, ont été préparés un décret en conseil d'Etat, un décret simple, un arrêté et une circulaire d'application.

Le décret en Conseil d'Etat porte application partielle de l'article L. 750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008.

Il précise les conditions dans lesquelles le FISAC peut prendre en charge les dépenses afférentes aux intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition, en application de l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme, de fonds artisanaux, de fonds de commerce, de baux commerciaux ou de terrains destinés à l'aménagement commercial qui ont fait l'objet de l'exercice d'un droit de préemption.

Ces dépenses peuvent être financées au taux maximum de 50 %.

Lorsque le droit de préemption est exercé dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines, le taux de financement est porté à 80 %.

Les autres modalités d'intervention du FISAC sont fixées par un décret simple et son arrêté d'application. Les nouvelles dispositions que comportent ces textes sont notamment les suivantes :

Les commerçants non sédentaires deviennent éligibles aux aides du FISAC ;

- Le plafond de chiffre d'affaires annuel hors taxes des entreprises éligibles à ce fonds est porté à 1 million d'euros (800 000 euros précédemment) ;
- Le champ des opérations individuelles en zone rurale est élargi, le seuil de population des communes éligibles à ce type d'intervention étant porté à de 2000 à 3 000 habitants ;
- Le taux maximum de financement est porté à 30 % dans le cadre des opérations collectives en ce qui concerne les opérations d'investissement ;
- Les aides directes aux entreprises sont majorées au moyen d'un relèvement, d'une part, de leurs dépenses d'investissement subventionnables qui passent à 50 000 euros à 75 000 euros hors taxes et, d'autre part, du taux maximum de financement qui est porté à 30 % ou à 40 % selon les aménagements projetés ;
- Le délai de carence entre deux opérations ayant le même objet est ramené de cinq à deux ans pour les maîtres d'ouvrage publics et pour les entreprises. Dans le premier cas, ce délai peut être réduit ou supprimé dans le cas où des aides autres que celles du FISAC, apportées au maître d'ouvrage pour la même opération, pourraient être perdues en cas d'interruption de l'opération. Dans le second cas, cette disposition n'est pas opposable en cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial.

Les textes réglementaires qui sont parus au Journal officiel du 31 décembre 2008 sont complétés par l'arrêté du 15 mai 2009, qui met en place un dispositif harmonisé d'aides directes aux entreprises applicable aussi bien dans les opérations urbaines que dans les opérations collectives de modernisation en milieu rural, et par la circulaire d'application du 22 juin 2009 qui finalise la réforme du FISAC.

L'élargissement et l'assouplissement des possibilités d'aides effectués par la LME ont suscité une progression rapide et forte du nombre de dossiers pouvant répondre aux conditions posées par la nouvelle réglementation.

Dans le même temps, les crédits affectés au FISAC ont diminué ce qui a conduit à différer des décisions ministérielles d'attribution d'un nombre croissant de dossiers déposés.

Le cadre d'intervention du FISAC a donc dû être redéfini dans un sens plus restrictif, la priorité étant désormais donnée aux actions innovantes et non répétitives, qui ont l'impact le plus tangible sur les activités commerciales, artisanales et de services et qui reposent sur un réel partenariat et sur des financements équilibrés des différents co-financeurs.

**La circulaire du 10 avril 2012** rappelle que les taux de financement mentionnés dans les textes réglementaires (soit 50 % pour les dépenses de fonctionnement et 30 % pour les dépenses d'investissement) sont des taux maxima qui ne peuvent donner lieu à une application systématique mais doivent être modulés notamment en fonction de l'incidence des différentes actions envisagées sur le tissu commercial, artisanal et de services et des contributions des différents co-financeurs. Elle précise qu'une participation du FISAC aux aménagements urbains ne peut être envisagée que pour les communes de moins de 3000 habitants lorsqu'ils sont directement liés à l'activité commerciale. En outre, la circulaire identifie deux domaines prioritaires : le soutien aux commerçants non sédentaires et la création de sites Internet par les entreprises.

Enfin, **l'arrêté du 27 avril 2012** abaisse à 5 000 € hors taxes le seuil minimal de dépenses subventionnables pour les opérations portées par les entreprises non sédentaires.

## **LE FISAC dans les DOM**

La circulaire du 29 janvier 2010, signée par le secrétaire d'Etat chargé du commerce et de l'artisanat et par la ministre chargée de l'outre-mer, avait mis en place une procédure administrative déconcentrée applicable au FISAC dans les départements d'outre-mer. Elle fixait les modalités d'attribution, de versement et de vérification du bon usage des aides accordées au titre de ce Fonds, les procédures étant désormais déconcentrées à l'échelon de chaque département d'outre-mer. La circulaire du 14 septembre 2011 a abrogé celle du 29 janvier 2010 et a instauré pour ces départements des procédures identiques à celles mises en place par la circulaire du 30 décembre 2010 relative à la procédure administrative applicable au FISAC dans les régions métropolitaines et en Corse (cf ci après).

Par ailleurs, un décret et un arrêté datés du 26 avril 2010 ont assoupli les conditions d'intervention du FISAC dans les départements concernés.

Le décret dispose que pour le financement des aides individuelles aux entreprises dans le cadre des opérations collectives (opérations urbaines et opérations collectives de modernisation en milieu rural), les fonds structurels européens peuvent se substituer au financement des collectivités territoriales qui, dans le droit commun, doivent financer ce dispositif à parité avec l'Etat. Cette modification ne remet pas en cause la règle de la parité.

En ce qui concerne l'arrêté, il dispose que dans les départements d'outre-mer, les hameaux et les bourgs ruraux qui sont rattachés administrativement à une commune dont la population est supérieure à 3 000 habitants peuvent également faire l'objet d'une opération individuelle si la population de ces hameaux ou bourgs n'excède pas le seuil de 3 000 habitants.

La circulaire d'application du 28 juillet 2010 a finalisé cette réforme.



## **Déconcentration au niveau régional de l'instruction locale et de la gestion administrative des dossiers FISAC**

Le Comité de Modernisation des Politiques publiques a décidé en 2008 de confier l'instruction locale des dossiers FISAC au niveau régional.

Les compétences locales définies dans la circulaire du 22 juin 2009 relative au FISAC ont été exercées conjointement par les préfets de département et par les Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) jusqu'au 31 décembre 2010.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'instruction locale des demandes d'aides et la gestion administrative des dossiers sont réalisées au niveau régional par les seules DIRECCTE. La nouvelle procédure administrative pour l'instruction de ces demandes ainsi que les règles de gestion administrative et financière des opérations déjà subventionnées sont fixées par la circulaire du 30 décembre 2010.

Cette réforme était motivée par la nécessité de réduire les délais d'instruction au plan local. La réduction de ces délais demeure, en effet, une préoccupation constante des Pouvoirs publics. Il convient de rappeler à cet égard que le passage obligatoire des dossiers devant une commission nationale a été supprimé en 2003. Dans le même esprit, la mise en place d'un dispositif simplifié d'examen des dossiers d'opérations rurales individuelles avec l'instauration d'un cadre-type pour les rapports d'instruction locale sur ces opérations a contribué significativement à réduire les délais d'instruction de ces dossiers. Compte tenu de son succès, un dispositif de même nature a été mis en place pour les opérations collectives (opérations d'aménagement dans les communes rurales, opérations collectives de modernisation en milieu rural, opérations urbaines).

Enfin, des indicateurs ont été mis en place à la fin de l'année 2006 pour mesurer les délais moyens d'instruction des dossiers FISAC par les services centraux. Ce délai était de 55 jours en 2007. Il est tombé à 52 jours en 2008 avant de remonter à 54 jours en 2009, à 90 en 2010 et à 202 jours en 2011, cette dégradation étant due à l'augmentation significative des dossiers reçus et à l'insuffisance des crédits qui allongent le délai de décision et de notification aux bénéficiaires.

Un indicateur visant à mesurer les délais moyens d'instruction au niveau local a également été mis en place dans les DIRECCTE lorsque le transfert de compétence précité a été effectif. Les objectifs de délais assignés aux DIRECCTE sont les suivants : 60 jours puis 45 jours à partir du 4<sup>ème</sup> trimestre 2011 pour les opérations collectives, 30 jours puis 21 jours pour les opérations individuelles. L'installation, fin novembre 2011, d'une nouvelle application informatique permettant d'automatiser les procédures les plus courantes doit contribuer à l'atteinte de ces objectifs.

**PRESENTATION  
DES DIFFERENTES  
AIDES DU FISAC**

## OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES

| ANCIEN DISPOSITIF   | NOUVEAU DISPOSITIF   |
|---|--|
| <b>Communes de moins de 2 000 habitants</b>   | <b>Communes de moins de 3 000 habitants</b>  |
| <b>Maîtrise d'ouvrage privée</b>  | <b>Maîtrise d'ouvrage privée</b>   |
| <p><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 50 000 €)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)</li> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité</li> <li>◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 20 % pour les investissements matériels</li> <li>◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> </ul>   | <p><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 75 000 €)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)</li> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité</li> <li>◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ <b>30 %</b> pour les investissements matériels</li> <li>◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> </ul>   |
| <b>Maîtrise d'ouvrage publique</b>  | <b>Maîtrise d'ouvrage publique</b>   |
| <p><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)</li> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité</li> <li>◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 30 % pour les investissements matériels</li> <li>◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation <b>et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</b></li> </ul> | <p><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)</li> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité</li> <li>◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) si location pendant 10 ans</li> <li>◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 30 % pour les investissements matériels*</li> <li>◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation <b>et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite*</b></li> </ul> |
| <b>CONDITIONS COMMUNES</b>  | <b>CONDITIONS COMMUNES</b>   |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 €</li> <li>◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 €</li> <li>◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre 2 opérations ayant le même objet</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <u>1 M€</u></li> <li>◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 €</li> <li>◆ Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre 2 opérations ayant le même objet</li> </ul>  |

\* Le montant de l'aide ne peut excéder 30 % ou 40 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %.

# OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES

| <b>ANCIEN DISPOSITIF</b>  | <b>NOUVEAU DISPOSITIF</b>  |
|---|--|
| <b>Communes de moins de 2 000 habitants</b>   | <b>Communes de moins de 3 000 habitants</b>  |
| <p><b>Maîtrise d'ouvrage publique</b></p> <p><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMUM</b></p> <p>◆ 20 % jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</p> <p><b>CONDITIONS</b></p> <p>Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet</p> | <p><b>Maîtrise d'ouvrage publique</b></p> <p><b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Etude ;</li> <li>◆ Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce</li> <li>◆ Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics.</li> </ul> <p><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ <u>50 %</u> en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>◆ <u>30 %</u> en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <p>Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet</p> |

# OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL

## (Pays, groupements de communes rurales, bassins d'emploi ruraux)

| ANCIEN DISPOSITIF   | NOUVEAU DISPOSITIF   |
|---|--|
| <p style="text-align: center;"><b>AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES</b></p> <p><b>DEPENSES ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ <b>FONCTIONNEMENT</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Etudes</li> <li>◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)</li> <li>◆ Opérations collectives de communication et de promotion</li> <li>◆ Opérations collectives d'animation</li> </ul> </li> <li>◦ <b>INVESTISSEMENT</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ <b>Signalétique</b></li> <li>◆ <b>Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux</b></li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)</li> </ul> </li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>◆ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€</li> </ul> <p>* Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet</p> | <p style="text-align: center;"><b>AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES</b></p> <p><b>DEPENSES ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ <b>FONCTIONNEMENT</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Etudes</li> <li>◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)</li> <li>◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation</li> <li>◆ <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce</u></li> <li>◆ <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics</u></li> </ul> </li> <li>◦ <b>INVESTISSEMENT</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ <b>Signalétique</b></li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité</li> </ul> </li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>◆ <u>30 %</u> en investissement*</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€</li> </ul> <p>* Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet</p> |
| <p style="text-align: center;"><b>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Rénovation de vitrines</li> <li>◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</li> <li>◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> </ul> <p>* Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité</p> <p><b>TAUX MAXIMUM</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 20 %</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC</li> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 €</li> </ul> <p>* L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise</p>   | <p style="text-align: center;"><b>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Rénovation de vitrines</li> <li>◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</li> <li>◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> </ul> <p>* Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité</p> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ <u>30 %</u> pour les investissements matériels*</li> <li>◆ <u>40 %</u> pour la sécurisation et pour les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite*</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC</li> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <u>1 M€</u></li> <li>◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonné à <u>75 000 €</u> et l'aide du FISAC ne peut excéder <u>30 000 € par entreprise</u></li> </ul>  |

\* Le montant de l'aide ne peut excéder 30 % ou 40 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €.

# OPERATIONS URBAINES

| ANCIEN DISPOSITIF   | NOUVEAU DISPOSITIF  |
|---|---|
| <b>Aides aux collectivités publiques : communes de + de 2 000 habitants</b><br><b>DEPENSES ELIGIBLES</b><br><b>FONCTIONNEMENT</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Etudes</li> <li>◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)</li> <li>◆ Opérations collectives de communication et de promotion</li> <li>◆ Opérations collectives d'animation</li> </ul> <b>INVESTISSEMENT</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)</li> </ul> <b>TAUX MAXIMA</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>◆ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> </ul> <b>CONDITIONS</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€</li> <li>◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet</li> </ul> | <b>Aides aux collectivités publiques : communes de + de 3 000 habitants</b><br><b>DEPENSES ELIGIBLES</b><br><b>FONCTIONNEMENT</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Etudes</li> <li>◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)</li> <li>◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation</li> <li>◆ <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce</u></li> <li>◆ <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics</u></li> </ul> <b>INVESTISSEMENT</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité</li> </ul> <b>TAUX MAXIMA</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>◆ <u>30 % en investissement*</u></li> </ul> <b>CONDITIONS</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€</li> <li>◆ Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet</li> </ul> |
| <b>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</b><br><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Rénovation de vitrines</li> <li>◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</li> <li>◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> </ul> <b>TAUX MAXIMUM</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 20 %</li> </ul> <b>CONDITIONS</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC</li> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 €</li> <li>◆ L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise</li> </ul>   | <b>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</b><br><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Rénovation de vitrines</li> <li>◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</li> <li>◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> <li>◆ <u>Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité</u></li> </ul> <b>TAUX MAXIMA</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 30 % pour les investissements matériels</li> <li>◆ 40 % pour la sécurisation et les aménagements pour les handicapées*</li> </ul> <b>CONDITIONS</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC</li> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <u>1 M€</u></li> <li>◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonnée à <u>75 000 €</u> et l'aide du FISAC ne peut excéder <u>30 000 €</u> par entreprise</li> </ul>  |

\* Le montant de l'aide ne peut excéder 30 % ou 40 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €

# OPERATIONS URBAINES DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES ET DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES

| ANCIEN DISPOSITIF   | NOUVEAU DISPOSITIF   |
|---|--|
| <b>Aides aux collectivités publiques : communes de + de 2 000 habitants</b>   | <b>Aides aux collectivités publiques : communes de + de 3 000 habitants</b>  |
| <b>DEPENSES ELIGIBLES</b>   | <b>DEPENSES ELIGIBLES</b>  |
| <p><b>FONCTIONNEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Etudes</li> <li>◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)</li> <li>◆ Opérations collectives de communication et de promotion</li> <li>◆ Opérations collectives d'animation</li> </ul> <p><b>INVESTISSEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>◆ 40 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€</li> <li>◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet</li> </ul> | <p><b>FONCTIONNEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Etudes</li> <li>◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)</li> <li>◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation</li> <li>◆ <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce</u></li> <li>◆ <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics</u></li> </ul> <p><b>INVESTISSEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>◆ 40 % en investissement (aides directes comprises) jusqu'au plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€</li> <li>◆ Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet</li> </ul> |
| <b>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</b>   | <b>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</b>  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Rénovation de vitrines</li> <li>◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</li> <li>◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMUM</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 40 %</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 €</li> <li>◆ L'aide du FISAC est plafonnée à 20 000 € par entreprise</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Rénovation de vitrines</li> <li>◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</li> <li>◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMUM</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 40 %</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <u>1 M€</u></li> <li>◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonnée à <u>75 000 €</u> et l'aide du FISAC ne peut excéder <u>30 000 €</u> par entreprise</li> </ul>  |

**PRESENTATION  
DES MOYENS  
MIS EN ŒUVRE PAR LE FISAC**



## **I – COMPARAISONS 2011 – 2010.**

La dotation FISAC a été fixée initialement en loi de finances pour 2011 à 64 millions d'euros en autorisations d'engagement et à 64 millions d'euros en crédits de paiement.

Après régulation budgétaire, redéploiements internes et abondement, les disponibilités pour 2011 ont représenté une somme de 66,6 M€ (contre 65,5 M€ en 2010). Les dotations 2010 et 2011 ont été complétées par les réimputations sur le compte FISAC des crédits non utilisés par les bénéficiaires des subventions de ce fonds (19,7 M€ en 2010 et 21,4 M€ en 2011).

### ***I-1 – Les opérations territoriales (opérations urbaines, opérations rurales).***

L'évolution des différentes catégories d'opérations territoriales en 2011 par rapport à 2010 se caractérise par une augmentation du nombre global de dossiers territoriaux reçus. Pour tenir compte de cette augmentation, les crédits alloués pour le financement des opérations territoriales ont, malgré les contraintes budgétaires, enregistré une hausse significative (57,1 millions d'euros au lieu de 51,3 millions d'euros en 2010, soit une augmentation de 11,3 %) et le nombre d'opérations financées est passé de 713 en 2010 à 1011 en 2011, soit une progression de 41,8 %.

Alors que l'année 2005 avait été marquée par l'apurement du stock considérable de dossiers enregistrés au cours de l'année 2004, les années 2006, 2007 et 2008 peuvent être regardées comme des années où les délais d'instruction de dossiers ont retrouvé un rythme normal. Les années 2009-2011 marquent une dégradation, due à l'augmentation des dossiers reçus (1 570 en 2011, 1 366 en 2010, 1 018 en 2009, 783 en 2008) et aux contraintes budgétaires. Au 31 décembre 2011, le nombre de dossiers en cours d'instruction s'élevait à 1 098 (716 en 2010, 229 en 2009, 94 en 2008).

Le délai moyen d'instruction par l'administration centrale, délai entre la date de réception du dossier et la date de proposition d'octroi de subvention à la signature du Ministre, est de 202 jours en 2011 (90 jours en 2010).

Cette instruction, grâce à la vigilance apportée à la définition des assiettes subventionnables et au choix des taux de subvention qui tiennent compte des effets prévisibles des opérations aidées, conduit à une réduction des aides allouées représentant 31 % du montant des demandes formulées.

Les crédits consacrés aux opérations urbaines enregistrent une hausse significative en 2011 après la baisse constatée en 2010 qui faisait suite à une hausse en 2009 et à trois années de baisses consécutives en 2008, 2007 et 2006. Ils s'élèvent à 24,71 millions d'euros (dont 0,18 million d'euros pour l'aide aux quartiers en difficulté) pour 171 décisions contre 19,59 millions d'euros et 136 décisions en 2010, soit une augmentation de 26,1 % en montant et de 25,7 % en unités.

Les montants dévolus aux opérations rurales font également apparaître une hausse substantielle puisqu'ils atteignent 31,75 millions d'euros contre 26,9 millions d'euros en 2010. Le nombre des décisions est également en hausse, s'élevant à 840 contre 577 en 2010, soit une progression de 45,6 % en unités.

Tant pour les opérations urbaines que pour les opérations rurales, l'insuffisance des crédits budgétaires en 2010 a conduit à reporter sur 2011 le financement de nombreuses opérations dont l'instruction avait été effectuée au cours du dernier trimestre 2010. Ce même phénomène s'est amplifié en 2011 conduisant à reporter en 2012 le financement d'un nombre encore plus important d'opérations instruites en 2011.

En ce qui concerne les opérations rurales individuelles, le montant moyen des aides directes aux entreprises s'établit à 12 106 € en 2011 contre 12 640 € en 2010, soit une diminution de 0,4 %.

Enfin, le nombre des études préalables aux opérations collectives atteint 70 et les subventions attribuées représentent une somme de 0,67 million d'euros. 93 études avaient été financées en 2010, leur coût s'élevant à 0,97 million d'euros.

### ***I-2 – Les opérations nationales.***

Au titre des dispositifs spécifiques, les crédits du FISAC ont permis également de financer en 2011 :

- les actions de développement économique réalisées avec les chambres de métiers et de l'artisanat. Une enveloppe de crédits de 13,5 M€ a été réservée à cet effet en 2011 (15 M€ en 2010) ;
- un abondement, à hauteur de 8 M€, des fonds propres de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) (10,5 M€ en 2010) ;
- les Pôles d'innovation de l'artisanat à hauteur de 1,6 M€ .

### *I-3 – Par collectivité territoriale.*

#### ❖ Les régions :

↗ les plus fortes consommatrices :

C'est la région Rhône-Alpes qui arrive en tête au titre des bénéficiaires (9,09 M€) suivie par les régions Aquitaine (4,81 M€) et Ile de France (4,57 M€).

Si l'on prend en compte le montant par habitant, les trois régions en tête en 2011 sont le Poitou-Charentes, le Limousin et la Haute-Normandie. En 2010, le classement était le suivant : le Limousin, l'Aquitaine et le Centre.

↘ les plus faibles consommatrices :

Ce sont les régions (hors DOM et Corse) Midi-Pyrénées, Picardie, Lorraine, Auvergne et Bourgogne qui font le moins appel au FISAC. Les régions Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne figuraient à ce classement en 2010.

La même constatation peut être faite pour les régions d'outre-mer qui sollicitent peu le FISAC.

En montant par habitant, le classement fait apparaître les régions Midi-Pyrénées, Ile de France et Lorraine. En 2010, les régions concernées étaient les régions Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pays de la Loire.

#### ❖ Les départements :

↗ Les plus forts consommateurs :

Les cinq départements en tête sont : le Rhône, les Pyrénées Atlantiques, la Vendée, les Yvelines et l'Eure. Aucun de ces départements ne figurait dans le classement 2010. En montant par habitant, ce sont les départements de la Haute-Saône, du Lot et Garonne, de la Lozère, de la Haute-Loire et de la Vienne qui arrivent en tête.

↘ les plus faibles consommateurs :

Les départements les moins aidés sont le Tarn, le Gers, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Marne, les Hautes Alpes, les Ardennes et la Haute-Garonne. En 2010, les départements concernés étaient Paris, le Territoire de Belfort, le Vaucluse, la Lozère, la Mayenne, la Haute-Loire et l'Oise.

\* \*  
\*

Ces observations ne doivent pas être considérées comme un palmarès, car des facteurs multiples peuvent se combiner pour expliquer ces situations (délai de mise au point des projets, concentration sur certains types d'opérations, dispersion géographique, situation économique locale). On peut d'ailleurs noter, d'une part, que ces constats ne se retrouvent pas d'une année sur l'autre et, d'autre part, que la taille des départements ou des régions ne constitue pas un élément toujours décisif dans l'explication du niveau d'appel aux crédits du FISAC.

## II – BILAN GLOBAL SUR LA PERIODE 1992-2011.

Sur la période 1992-2011, le montant des aides allouées s'élève à 1 257,86 M€ pour 15 180 décisions attributives de subventions. La part relative aux dépenses d'investissement (661,28 M€) dépasse substantiellement celle afférente aux dépenses de fonctionnement (596,58 M€).

### *II-1 – Opérations conduites en milieu rural (communes de moins de 2 000 habitants jusqu'en 2009, communes de moins de 3 000 habitants depuis cette date).*

En milieu rural, le FISAC peut intervenir, soit dans le cadre d'opérations individuelles (avec une commune ou un particulier), soit dans le cadre d'opérations d'aménagement et d'opérations collectives de modernisation (avec une communauté de communes, par exemple).

De façon générale, l'impact du FISAC en milieu rural paraît très positif dès lors qu'il contribue au maintien d'activités de première nécessité au bénéfice des habitants des zones de revitalisation.

Des aides directes, dont le montant est plafonné à 30 000 € (20 000 € dans l'ancien dispositif), peuvent être attribuées à des entrepreneurs individuels pour la modernisation de leur outil de travail, sous réserve que l'opération ne crée ni de distorsion de concurrence ni un enrichissement sans cause.

Globalement, 62,9% des décisions prises durant cette période concernent le monde rural (soit 9 552 opérations). Par ailleurs, ces subventions en zone rurale représentent 28,2% du total des aides attribuées depuis 1992, soit 354,9 M€

La répartition annuelle des subventions s'établit comme suit :

(en M€)

| 1992 | 93  | 94  | 95  | 96   | 97  | 98   | 99 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|------|-----|-----|-----|------|-----|------|----|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 0,73 | 6,9 | 9,5 | 7,8 | 10,3 | 9,3 | 10,5 | 11 | 14,3 | 9,3  | 10   | 19,3 | 29,9 | 28,2 | 23,7 | 24,2 | 25,9 | 32,2 | 26,9 | 31,7 |

En moyenne, sur les cinq dernières années, le montant moyen de l'aide directe aux entreprises s'élève à 9 746 €

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :  
(en M€)

| CATEGORIES D'OPERATIONS                 | 2006    | 2007    | 2008    | 2009    | 2010    | 2011   |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|--------|
| Opérations rurales individuelles        | 31 658  | 59 774  | 34 283  | 34 475  | 58 229  | 50724  |
| Opérations collectives de modernisation | 147 875 | 142 651 | 142 810 | 172 222 | 165 026 | 136015 |

Rapportées à une population de 19,8 millions d'habitants vivant en 2011 dans les communes de moins de 3 000 habitants, les aides du FISAC en milieu rural représentent approximativement 17,92 €/habitant pour la période 1992-2011 et 1,60 €/habitant en 2011.

### *II-2 - Opérations conduites en milieu urbain.*

L'objectif général de ces opérations est d'apporter une aide au montage de projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires, ces projets intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transports, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville...). Les fonds européens sont également sollicités dans ce cadre. Depuis 1992, ces opérations représentent près de 28,3 % des décisions prises durant cette période (soit 4 295 opérations) et 37,7 % du montant total des subventions avec 474,05 M€.

Ces subventions se répartissent comme suit :  
(en M€)

| 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 5,1  | 8,5  | 8,9  | 9,4  | 23,2 | 19,3 | 29,5 | 29,3 | 37,9 | 24,3 | 27,1 | 26,2 | 31,2 | 38,6 | 33   | 30,1 | 20,5 | 24,5 | 19,6 | 24,7 |

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

| CATEGORIE D'OPERATION | 2007      | 2008      | 2009      | 2010      | 2011      |
|-----------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Opérations urbaines   | 146 339 € | 140 555 € | 173 334 € | 144 067 € | 144 479 € |

**Opérations urbaines FISAC 1992/2011 par taille de ville :**

| Nombre d'habitants | Montant de subvention (en €) | %          | Population concernée | Montant moyen par habitant (en €) |
|--------------------|------------------------------|------------|----------------------|-----------------------------------|
| 3 000 à 5 000 (1)  | 67 677 188,00                | 14,31      | 5 386 802            | 12,6                              |
| 5 000 à 15 000     | 127 209 979,00               | 26,90      | 11 375 800           | 11,2                              |
| 15 000 à 30 000    | 97 037 791,00                | 20,52      | 7 641 861            | 12,7                              |
| Plus de 30 000     | 181 005 997,00               | 38,27      | 20 140 877           | 9,0                               |
| <b>Total</b>       | <b>472 930 955</b>           | <b>100</b> | <b>44 545 340</b>    | <b>10,6</b>                       |

(1) De 1992 à 2008, le montant de subvention concerne les communes urbaines de 2 000 à 5 000 habitants. A compter de 2009, date à laquelle les opérations urbaines s'appliquent aux communes de plus de 3 000 habitants, ce montant concerne donc les communes urbaines de 3 000 à 5 000 habitants.

Ce sont les communes de plus de 30 000 habitants qui ont bénéficié, en priorité, de ce dispositif (38,27 % du montant des subventions). Cela étant, l'effort du FISAC porte également sur les communes moyennes (communes de 5 000 à 30 000 habitants), dont les projets demeurent cohérents au regard des capacités financières d'intervention de ce fonds. On note à cet égard que les montants moyens par habitant concernant les villes de 3 000 à 5 000 habitants, celles de 5 000 à 15 000 habitants et celles de 15 000 à 30 000 habitants sont assez proches. Ils sont supérieurs au montant moyen par habitant se rapportant aux communes de plus de 30 000 habitants.

L'impact du FISAC, de fait, est lié étroitement à l'échelle financière de l'opération et son « cœur de cible » en milieu urbain demeure les villes moyennes, même si certaines opérations conduites dans des villes de plus de 50 000 habitants peuvent s'avérer opportunes, comme par exemple celles ayant pour objet d'agir sur un quartier particulier, voire une artère, ou encore celles ayant pour objet de restructurer une halle.

### **II – 3 - Opérations nationales.**

Outre les actions de soutien au développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat, le FISAC contribue, notamment, à financer des opérations visant à venir en aide aux commerçants et aux artisans victimes de catastrophes naturelles, sanitaires ou accidentelles (remplacement de l'outil de production, pertes d'exploitation). Il participe également au financement d'études de faisabilité et d'études préalables à des opérations collectives. Enfin, les pôles d'innovation de l'artisanat et l'EPARECA reçoivent une aide de l'Etat.

Les subventions accordées dans le cadre d'opérations exceptionnelles s'établissent comme suit :  
(en M€)

| 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000      | 2001 | 2002 | 2003       | 2004 | 2005 | 2006        | 2007     | 2008 | 2009        | 2010        | 2011 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|-----------|------|------|------------|------|------|-------------|----------|------|-------------|-------------|------|
| 4,4  | 3,8  | 3,8  | 5,8  | 10,2 | 6    | 12,1 | 6,05 | 32<br>(1) | 5    | 13,7 | 1,7<br>(2) | 14,3 | 8,9  | 9,55<br>(3) | 5<br>(4) | 0    | 6,38<br>(5) | 10,5<br>(6) | 0    |

(1) Année exceptionnelle : tempêtes et inondations.

(2) Les provisions constituées pour indemniser les entreprises fruitières et légumières victimes du gel d'avril 2003, les entreprises victimes de la tornade du 15 juillet 2003 dans les Landes, ainsi que les entreprises sinistrées lors des inondations de décembre 2003 dans le sud de la France sont comptabilisées au titre de l'année 2004, les estimations correspondantes n'ayant pas été établies avant le 31 décembre 2003. Les provisions ont fait l'objet de décisions ministérielles à hauteur de 9,4 M€ en 2004.

(3) et (4) En 2006, 9,55 M€ ont été consacrés à la mise en place d'un dispositif d'aides aux entreprises ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie provoquée par le chikungunya à La Réunion. La provision ainsi constituée devait permettre de prendre en charge les éventuelles conséquences d'une recrudescence de l'épidémie en 2007 et lors des années suivantes. L'épidémie ayant été jugulée, la provision a été ramenée à 4,55 M€ et le reliquat de 5 M€ a été réimputé sur le FISAC. Cette réaffectation a permis la constitution d'une nouvelle provision de 5 M€ destinée à indemniser les entreprises sinistrées à la suite du passage du cyclone Dean à la Martinique et à la Guadeloupe.

(5) Mise en place d'une provision de 4,78 M€ pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Klaus et d'une mesure de prêts à taux 0 au profit des entreprises expéditrices et exportatrices de fruits fragilisés suite au gel survenu en 2008 (1,6 M€).

(6) Mise en place d'une provision de 5,5 millions d'euros pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Xynthia (février-mars 2010) et d'une provision de 5 millions d'euros destinée à indemniser les entreprises sinistrées suite aux intempéries ayant affecté le département du Var en juin 2010.

\*       \*

\*

Au total, sur les cinq dernières années, on peut estimer qu'au sein des opérations rurales et urbaines, une part significative a été consacrée à des actions s'inscrivant dans une politique nationale (halles et marchés, animateurs de centre-ville, commerces multiservices), où l'action volontariste de l'Etat a suscité, renforcé ou infléchi des choix locaux de manière déterminante. Ainsi, la mise aux normes de halles et de marchés, bien qu'obligatoire en vertu de directives communautaires et de réglementations nationales, a été délibérément soutenue. Il en va de même pour l'animation des centres-villes (dont le financement incombe pourtant au premier titre aux commerçants eux-mêmes) ou pour les commerces multiservices (dont l'offre étendue a été soutenue au-delà de la satisfaction spontanée des besoins locaux sur l'une des composantes de l'offre commerciale).

Au titre des opérations nationales, le FISAC assure le financement des actions de développement économique menées par les chambres de métiers et de l'artisanat. 13,5 M€ ont été consacrés à ces actions en 2011.

Le FISAC contribue au financement de l'EPARECA qui intervient au profit des centres commerciaux dégradés installés en ZUS. Au titre de l'année 2011, une dotation de 8 M€ lui a été attribuée. Il a également alloué 1,6 M€ aux pôles d'innovation de l'artisanat.

### **III - LA GESTION DES FONDS PAR LE RSI.**

L'ORGANIC, qui est devenue depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006 le RSI (Régime Social des Indépendants), assure le paiement des aides en conformité avec la réglementation applicable en l'espèce et les instructions données par la DGCIS. Cette gestion est formalisée par une convention dont la dernière en date a été signée par l'Etat et le RSI le 14 février 2012.

### **IV – EVALUATION**

La DGCIS réalise chaque année une enquête visant notamment à mesurer le taux de survie des entreprises aidées par le FISAC dans le cadre des opérations individuelles en milieu rural. A trois ans, le taux de pérennité s'élève en moyenne à 93,33% et à 5 ans à 90,05%.

En 2007, une étude d'évaluation des opérations collectives financées par le FISAC (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation) a été confiée, après appel d'offres à un prestataire extérieur. Le rapport d'évaluation portant sur 15 opérations a été remis à la fin du premier semestre 2008. Les résultats de cette étude mettent en évidence les effets positifs des interventions du FISAC et fournissent des observations utiles pour une optimisation des choix opérationnels des maîtres d'ouvrage. En particulier, ces résultats démontrent notamment que le FISAC impulse une démarche partenariale de projet, qu'il est un outil d'intervention souple s'adaptant à chaque cas particulier, qu'il apporte une aide indispensable au maintien des marchés non sédentaires, que le Fonds impulse des cofinancements importants dans les opérations d'aides directes contribuant à la modernisation des entreprises et que les actions structurantes financées ont un effet durable en matière d'aménagements urbains comme en matière de structuration du contexte relationnel.

**ELEMENTS  
COMPLEMENTAIRES  
D'INFORMATION SUR LES  
OPERATIONS NATIONALES  
ET TERRITORIALES**



**PART DES COFINANCEURS**  
(sur la base des plans de financement présentés à l'appui de la demande)  
Décisions du 01/02/2011 au 10/03/2012

**Coût total prévu pour cette période : 352 178 395**  
**Nombre de décisions : 1 175**

| <b>CO-FINANCEUR</b>                | <b>SUBVENTIONS</b> | <b>POURCENTAGE</b> |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Fisac                              | 80 943 839         | 22,98%             |
| Etat                               | 7 050 758          | 2,00%              |
| Europe                             | 5 171 976          | 1,47%              |
| Entreprises                        | 60 947 572         | 17,31%             |
| Chambres consulaires               | 2 166 405          | 0,62%              |
| Autres                             | 25 646 440         | 7,28%              |
| <b>Collectivités territoriales</b> |                    |                    |
| Commune                            | 115 018 788        | 32,66%             |
| Département                        | 18 957 886         | 5,38%              |
| Région                             | 18 570 788         | 5,27%              |
| EPCI                               | 17 703 943         | 5,03%              |
| <b>Totaux</b>                      | <b>352 178 395</b> | <b>100,00%</b>     |

**PART DES COFINANCEURS PAR TYPE D'OPERATION**  
Année 2011

Coût total prévu pour cette période : 352 178 395

Nombre de décisions : 1 175

|                           |                            |                            |                    |
|---------------------------|----------------------------|----------------------------|--------------------|
| <b>TYPE D'OPERATION :</b> | <b>OPERATIONS URBAINES</b> | <b>Nombre de décisions</b> | <b>174</b>         |
|                           |                            | <b>Coût prévu :</b>        | <b>165 259 854</b> |
| <b>CO-FINANCEUR</b>       | <b>SUBVENTIONS</b>         | <b>POUCENTAGE</b>          |                    |
| Fisac                     | 39 601 990                 | 23,96                      |                    |
| Etat                      | 1 154 174                  | 0,70                       |                    |
| Europe                    | 1 252 638                  | 0,76                       |                    |
| Entreprises               | 15 579 466                 | 9,43                       |                    |
| Chambres consulaires      | 1 377 498                  | 0,83                       |                    |
| Autres                    | 4 514 969                  | 2,72                       |                    |

**Collectivités territoriales**

|               |                    |               |
|---------------|--------------------|---------------|
| Commune       | 77 748 520         | 47,05         |
| Département   | 7 203 174          | 4,36          |
| Région        | 8 126 449          | 4,92          |
| EPCI          | 8 700 976          | 5,27          |
| <b>Totaux</b> | <b>165 259 854</b> | <b>100,00</b> |

|                           |                    |                     |                  |
|---------------------------|--------------------|---------------------|------------------|
| <b>TYPE D'OPERATION :</b> | <b>ETUDES</b>      | <b>Coût prévu :</b> | <b>1 802 912</b> |
| <b>CO-FINANCEUR</b>       | <b>SUBVENTIONS</b> | <b>POUCENTAGE</b>   |                  |
| Fisac                     | 841 898            | 46,70               |                  |
| Entreprises               | 35 878             | 1,99                |                  |
| Chambres consulaires      | 86 902             | 4,82                |                  |
| Autres                    | 44 658             | 2,47                |                  |

**Collectivités territoriales**

|               |                  |               |
|---------------|------------------|---------------|
| Commune       | 429 982          | 23,85         |
| Département   | 32 818           | 1,82          |
| Région        | 103 066          | 5,72          |
| EPCI          | 227 710          | 12,63         |
| <b>Totaux</b> | <b>1 802 912</b> | <b>100,00</b> |

|                                    |   |                            |                   |
|------------------------------------|---|----------------------------|-------------------|
| <b>TYPE D'OPERATION :</b>          | <b>OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES<br/>SEDENTAIRES</b> | <b>Nombre de décisions</b> | <b>762</b>        |
|                                    |   | <b>Coût prévu :</b>        | <b>90 121 404</b> |
| <b>CO-FINANCEUR</b>                | <b>SUBVENTIONS</b>                                      | <b>POUCENTAGE</b>          |                   |
| Fisac                              | 21 009 062  | 23,31                      |                   |
| Etat                               | 2 358 334   | 2,62                       |                   |
| Europe                             | 3 150 478   | 3,50                       |                   |
| Entreprises                        | 14 093 278  | 15,64                      |                   |
| Chambres consulaires               | 16 250  | 0,02                       |                   |
| Autres                             | 17 262 201  | 19,14                      |                   |
| <b>Collectivités territoriales</b> |   |                            |                   |
| Commune                            | 21 036 671  | 23,34                      |                   |
| Département                        | 5 327 239   | 5,91                       |                   |
| Région                             | 4 601 494   | 5,11                       |                   |
| EPCI                               | 1 266 397   | 1,41                       |                   |
| <b>Totaux</b>                      | <b>90 121 404</b>                                       | <b>100,00</b>              |                   |

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES** **Nombre de décisions 23**  
**NON SEDENTAIRES** **Coût prévu : 1 384 021**

| <b>CO-FINANCEUR</b>                | <b>SUBVENTIONS</b> | <b>POUCENTAGE</b> |
|------------------------------------|--------------------|-------------------|
| Fisac                              | 343 295            | 24,81             |
| Entreprises                        | 947 589            | 68,47             |
| Chambres consulaires               | 46 693             | 3,37              |
| <b>Collectivités territoriales</b> |                    |                   |
| Département                        | 10 000             | 0,72              |
| Région                             | 36 444             | 2,63              |
| <b>Totaux</b>                      | <b>1 384 021</b>   | <b>100,00</b>     |

—

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS D'AMENAGEMENT** **Nombre de décisions 78**  
**DANS LES COMMUNES RURALES** **Coût prévu : 28 620 777**

| <b>CO-FINANCEUR</b>                | <b>SUBVENTIONS</b> | <b>POUCENTAGE</b> |
|------------------------------------|--------------------|-------------------|
| Fisac                              | 5 812 966          | 20,31             |
| Etat                               | 3 538 250          | 12,36             |
| Europe                             | 89 431             | 0,31              |
| Entreprises                        | 296 443            | 1,04              |
| Chambres consulaires               | 19 308             | 0,07              |
| Autres                             | 2 408 653          | 8,42              |
| <b>Collectivités territoriales</b> |                    |                   |
| Commune                            | 10 429 824         | 36,44             |
| Département                        | 3 276 711          | 11,45             |
| Région                             | 2 267 982          | 7,92              |
| EPCI                               | 481 209            | 1,68              |
| <b>Totaux</b>                      | <b>28 620 777</b>  | <b>100,00</b>     |

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS COLLECTIVES  
DE MODERNISATION**

**Nombre de décisions 62**  
**Coût prévu : 64 014 427**

| <b>CO-FINANCEUR</b>                | <b>SUBVENTIONS</b> | <b>POUCENTAGE</b> |
|------------------------------------|--------------------|-------------------|
| Fisac                              | 13 012 628         | 20,33             |
| Europe                             | 679 429            | 1,06              |
| Entreprises                        | 29 993 918         | 46,85             |
| Chambres consulaires               | 619 754            | 0,97              |
| Autres                             | 1 415 959          | 2,21              |
| <b>Collectivités territoriales</b> |                    |                   |
| Commune                            | 4 918 791          | 7,68              |
| Département                        | 3 107 944          | 4,86              |
| Région                             | 3 426 353          | 5,35              |
| EPCI                               | 6 839 651          | 10,69             |
| <b>Totaux</b>                      | <b>64 014 427</b>  | <b>100,00</b>     |

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS EN ZONE URBAINE  
SENSIBLE**

**Nombre de décisions 2**  
**Coût prévu : 975 000**

| <b>CO-FINANCEUR</b>                | <b>SUBVENTIONS</b> | <b>POUCENTAGE</b> |
|------------------------------------|--------------------|-------------------|
| Fisac                              | 322 000            | 33,03             |
| Entreprises                        | 1 000              | 0,10              |
| <b>Collectivités territoriales</b> |                    |                   |
| Commune                            | 455 000            | 46,67             |
| Région                             | 9 000              | 0,92              |
| EPCI                               | 188 000            | 19,28             |
| <b>Totaux</b>                      | <b>975 000</b>     | <b>100,00</b>     |

**TOTAL GENERAL 352 178 395,00 100,00**

## L'évaluation des aides accordées par le FISAC

### 1 - Les aides aux entreprises (opérations individuelles)

Pour répondre à la demande du Parlement dans le cadre de la LOLF, la DGCIS réalise chaque année depuis 2005, des enquêtes pour comparer le taux de survie des entreprises aidées, trois ans et cinq ans après l'octroi de l'aide, au taux de survie des entreprises comparables.

Les délégués régionaux au commerce et à l'artisanat puis les DIRECCTE ont été invités à recueillir, auprès d'exploitants aidés des informations portant, notamment, sur le chiffre d'affaires de l'entreprise, sur le nombre d'emplois créés, sur l'utilité de la subvention accordée, sur les effets de la subvention FISAC et sur les éventuelles difficultés financières rencontrées par l'entreprise.

Les enquêtes, qui portent annuellement sur une quinzaine de bénéficiaires (entreprises et collectivités) aidés par région pour chacune des années considérées, font apparaître les résultats globaux suivants :

En moyenne, sur la période 1999-2007 (soit 9 années couvertes) :

- les opérations en faveur des entreprises se répartissent comme suit : création : 34,5% ; reprise : 18,7% ; modernisation : 46,8% ;
- les taux de survie des entreprises aidées par le FISAC atteignent globalement 93,33% à 3 ans et 90,05 % à 5 ans.

Par comparaison, l'enquête que l'INSEE a réalisée sur les entreprises commerciales et artisanales créées ou reprises en 2002 et en 2006 et implantées dans des communes de moins de 2 000 habitants fait apparaître que les entreprises ayant bénéficié d'une aide publique au moment de leur création ont de meilleures chances de survie. Les taux de survie atteignent 78,6% à 3 ans et 65,3% à 5 ans lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide publique alors qu'ils ne dépassent pas 71,8% et 59,5 % dans le cas contraire ;

En complément de ces résultats, l'enquête menée cette année a permis d'intégrer de nouveaux éléments d'analyse portant sur l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises ayant bénéficié d'une aide du FISAC en 2005 et en 2007. Globalement, quel que soit le type d'action entreprise (création, reprise, modernisation), 49,1% des bénéficiaires aidés en 2005 et 56,8% des entreprises aidées en 2007 déclarent une augmentation de leur chiffre d'affaires consécutivement à l'obtention d'une subvention du FISAC, soit en moyenne, sur les deux années, plus d'une entreprise sur deux. Si l'on considère uniquement les entreprises aidées dans le cadre d'une modernisation d'activité (c'est-à-dire en excluant les structures aidées dans le cadre d'une création ou d'une reprise d'activité), on obtient les résultats suivants : 61,9% des entreprises aidées dans ce cadre en 2005 et 65,3% des entreprises aidées en 2007 ont déclaré une augmentation de leur CA..

Par ailleurs, en matière de création d'emplois (hors chef d'entreprise) les déclarations des entreprises recueillies cette année dans le cadre de l'enquête font apparaître les chiffres suivants : les entreprises bénéficiaires du FISAC en 2005 attestent de 204 emplois créés depuis l'obtention de l'aide et celles aidées en 2007 de 241 créations, étant souligné que l'objectif principal des aides du FISAC est la création ou le maintien d'une activité commerciale de proximité et non la création d'emplois.

Enfin, les réponses apportées par bénéficiaires du FISAC ayant répondu à l'enquête ont permis d'apprécier leurs motivations principales lors de la sollicitation du Fonds. Au regard des réponses apportées, on constate que, dans une grande majorité de cas, la réduction du poids financier supporté par les porteurs de projets constitue leur motivation première conduisant à la sollicitation du FISAC (dans plus de 70% des cas). Néanmoins, le FISAC comme élément déclencheur du projet apparaît en deuxième position, faisant ressortir que 14% (en moyenne sur les deux années considérées) des projets n'auraient sans doute pas vu le jour sans l'aide proposée.

## **2 - Les aides accordées dans le cadre d'opérations collectives**

Dans le prolongement de ces enquêtes, un cahier des charges pour une évaluation de toutes les catégories d'opérations territoriales collectives (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation en milieu rural) que finance le FISAC a été rédigé en 2007.

Le rapport d'évaluation devait, d'une part, rechercher si les actions retenues dans les programmes aidés étaient bien définies et correctement dimensionnées par rapport aux objectifs poursuivis, et d'autre part, évaluer l'efficacité des actions engagées et leurs effets sur l'activité commerciale locale (cf principaux résultats page 21).

En outre, le prestataire chargé de cette évaluation devait proposer un projet de grille d'évaluation que les porteurs de projet pourraient à l'avenir renseigner au fur et à mesure de l'évolution de l'opération qu'ils conduisent. La démarche d'évaluation retenue a été construite sur la base de l'analyse de 15 opérations collectives sélectionnées en tenant compte à la fois :

- d'une répartition géographique représentative du territoire national ;
- et d'une ventilation par tranche de population (commune de moins de 10 000 habitants, entre 10 000 et 30 000 habitants et plus de 30 000 habitants) pour les opérations urbaines retenues.

## ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES CHAMBRES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT

L'Etat apporte un cofinancement aux actions de développement économique menées en faveur des entreprises artisanales par le réseau consulaire des métiers (chambres régionales, départementales et locales de métiers et de l'artisanat) ainsi que par l'assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA). Ce dispositif est organisé par la circulaire du 23 décembre 2002 modifiée par la circulaire du 20 avril 2005.

Les actions éligibles sont constituées de prestations collectives ou individuelles fournies aux entreprises artisanales dans six domaines d'action ; elles contribuent à l'essor de l'artisanat, au maintien du tissu économique et des entreprises sur les territoires, au développement durable et local ainsi qu'à la promotion de l'emploi.

**En 2011**, la dotation totale imputée sur les crédits du FISAC et attribuée au réseau consulaire des métiers a été fixée à **11,4 M€**, en diminution par rapport à la dotation de 2010 qui s'élevait à 12,7 M€. Cette réduction a été reportée de manière uniforme sur l'ensemble des chambres régionales.

| En euros                              | 2011                     |
|---------------------------------------|--------------------------|
| CRMA et CMA                           | 11 239 000               |
| APCMA                                 | 161 000                  |
| <b><i>TOTAL réseau consulaire</i></b> | <b><i>11 400 000</i></b> |

**L'année 2011** est la deuxième année de la mise en place de la régionalisation du dispositif sur tout le territoire. Une convention unique de développement économique est conclue entre l'Etat et la chambre régionale des métiers et de l'artisanat, considérée comme maître d'ouvrage..

Cette convention précise les termes d'un contrat d'objectifs régionaux déclinés au niveau de chaque département permettant aux chambres de métiers et de l'artisanat de ces régions d'organiser leurs services de développement économique respectifs de façon concertée et mutualisée. Au delà de l'optimisation des ressources, ce dispositif a également pour objectif de contribuer à la démarche de « bonne gouvernance » et de « transparence » demandée aux réseaux consulaires des métiers et, plus généralement, de susciter **l'émergence d'un véritable esprit de réseau et d'une stratégie au bénéfice des entreprises.**

Les chambres passent progressivement d'une logique de fonctionnement à une **logique de projet et de performance des actions au profit des entreprises artisanales ;**

Suite à la tenue d'un groupe de travail APCMA, CRMA, DGCIS en 2010, il a été procédé en 2011 à une simplification de la gestion du dispositif et à une clarification des indicateurs obligatoires retenus.

D'après les données disponibles pour 2011, l'affectation de **la dotation totale** (11,28 M€ hors APCMA) entre les domaines d'actions continue de **se recentrer vers deux priorités :**

- la **création, transmission et reprise d'entreprises** : 45% de la dotation ;
- la promotion des actions en faveur du **développement durable** : environnement, énergies renouvelables, maîtrise de l'énergie, maîtrise des risques, hygiène, santé... : 27% de la dotation.

Il convient toutefois d'observer que la part de subvention consacrée pour des deux domaines est en diminution par rapport à l'année 2010 (respectivement 47 % et 33 %).

Par ailleurs,

- les domaines de la promotion de l'utilisation des TIC et des interventions des chambres relatives aux démarches Qualité représentent chacun 8% de la dotation en 2011 avec une légère diminution pour la qualité ;

enfin,

- les deux derniers domaines éligibles au dispositif (accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et, innovation et compétitivité) progressent rapidement en nombre de CMA retenant ces domaines (respectivement 38 % et 29%) mais la part de la subvention qui devient plus significative soit respectivement 3 % et 9 % pour des deux derniers domaines.



**L'EPARECA**  
**(ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE**  
**RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX)**

1 - Instrument de la politique de la ville, l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) constitue une forme originale et exceptionnelle d'intervention économique de l'Etat au profit des centres commerciaux dégradés, dans le cadre de la politique nationale de revitalisation des quartiers en difficulté.

L'EPARECA a été créé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du Pacte de relance pour la ville. Parmi ses différentes tutelles, le ministère en charge du commerce et de l'artisanat assure le rôle d'interlocuteur privilégié, d'autant qu'il en assume seul, depuis 2005, le financement par le biais du FISAC.

2 – Contrat d'objectifs et de moyens en 2009-2011

L'EPARECA s'est doté d'un second Contrat d'Objectifs et de Moyens pour la période 2009-2011, signé en décembre 2009 par quatre ministres. Il prévoit la mise en production de 30 opérations, soit 9 en 2009, 10 en 2010 et 11 en 2011. Ce contrat, qui rappelle l'objet, l'intérêt à agir et les critères d'intervention de l'Etablissement, explicite son modèle économique, fixe des objectifs de développement durable ainsi qu'en matière de réduction du délai de réalisation des opérations. Enfin, il fixe divers indicateurs (diversité commerciale, taux de vacance et de rotation, emplois créés et maintenus, délais de réalisation, taux de transformation.....) qui font l'objet d'un suivi.

Les objectifs qualitatifs et de délais des opérations fixés par le COM sont notamment les suivants :

- Un délai moyen de mise en œuvre des opérations de 4,5 ans (de l'instruction de la demande à la mise en exploitation du centre commercial).
- Délai moyen du temps de portage des centres à 3,5 ans (de l'exploitation à la revente).
- La mise en place d'une évaluation des centres réhabilités.
- La poursuite des efforts entrepris pour insérer ses interventions dans le cadre du programme national de rénovation urbaine en complémentarité avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine

Pour cette période, la dotation annuelle fixée à 10,5 M€ (montant alloué en 2009 et 2010) a été

ramenée à 8 M€ en 2011 compte tenu des contraintes budgétaires qui pèsent sur le FISAC.

Entre 2009 et 2011, 27 des 30 opérations prévues au COM ont été mises en production dont 8 en 2011 suite à la diminution de la dotation de l'Etat. Outre ces 27 opérations, sur la même période, 2 investissements envisagés ont été abandonnés à la demande des collectivités locales, 2 centres ont fait l'objet de reconstruction partielle et 2 opérations ont été différées pour des raisons budgétaires.

### 3 - Chiffres clés :

Depuis l'année 1999, date de son fonctionnement effectif, l'EPARECA a été saisi par 243 villes de 346 demandes d'interventions.

Les demandes qui ont fait l'objet de réalisations opérationnelles sont réparties de la manière suivante :

- 13 opérations sont achevées et revendues ;
- 23 centres sont en exploitation ;
- 32 centres sont en phase production ;
- 19 dossiers sont en phase de montage projet ;
- 2 dossiers sont actuellement au point mort ;
- 7 dossiers sont en attente ou en cours de traitement.

250 demandes ne feront pas l'objet d'un investissement pour des raisons diverses : choix d'une autre solution après expertise, sorties privées, demandes abandonnées ou inéligibles.

## METHODOLOGIE

Les données présentées dans ce rapport correspondent à l'état des opérations aidées par le FISAC en 2011. Les données utilisées sont celles disponibles à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Les opérations urbaines et rurales de l'année 2011 sont comptabilisées au titre de cette période dès lorsqu'elles ont été soumises à la signature du ministre.

Les différents types d'opération ont été regroupées pour obtenir une classification simple :

- opérations rurales pour les communes de moins de 3 000 habitants ;
- opérations urbaines au-delà de ce seuil, pour les projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires dans le cadre d'opérations intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transport, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville,...) ;
- actions de développement économique des Chambres de Métiers et de l'Artisanat ;
- « divers » concernant les actions pour lesquelles le FISAC est sollicité pour des opérations sectorielles ou encore pour la réalisation d'études préalables aux opérations urbaines.

Le cumul des opérations depuis l'origine du FISAC présente les opérations pour leur montant définitif (opérations soldées) et pour leur montant engagé (opérations en cours).

Trois présentations par région et par département sont effectuées pour l'année 2011 et pour l'ensemble de la période 1992 – 2011 :

- classement alphabétique ;
  - classement en fonction du montant des subventions accordées ;
- classement en fonction du montant de subvention rapporté à la population de la collectivité.

**FISAC**  
**Année 2011**

**Pour l'année 2011**

|  |    |
|--|----|
| ➤ <b><u>National</u></b>   |    |
| Répartition des subventions par type d'opération.....                    | 2  |
| ➤ <b><u>Région</u></b>   |    |
| Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....      | 6  |
| - classement alphabétique.....   | 7  |
| - classement par montant de subvention.....                              | 8  |
| - classement en fonction du montant de subvention par habitant.....      | 10 |
| ➤ <b><u>Département</u></b>  |    |
| Répartition des subventions par département, tous types d'opération..... | 12 |
| - classement alphabétique.....   | 13 |
| - classement par montant de subvention.....                              | 17 |
| - classement en fonction du montant de subvention par habitant.....      | 23 |

**Pour la période 1992-2011**

|  |    |
|--|----|
| ➤ <b><u>National</u></b>   |    |
| Répartition des subventions par type d'opération.....                    | 30 |
| ➤ <b><u>Région</u></b>   |    |
| Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....      | 34 |
| - classement alphabétique.....   | 35 |
| - classement par montant de subvention.....                              | 36 |
| - classement en fonction du montant de subvention par habitant.....      | 38 |
| ➤ <b><u>Département</u></b>  |    |
| Répartition des subventions par département, tous types d'opération..... | 40 |
| - classement alphabétique.....   | 41 |
| - classement par montant de subvention.....                              | 45 |
| - classement en fonction du montant de subvention par habitant.....      | 51 |

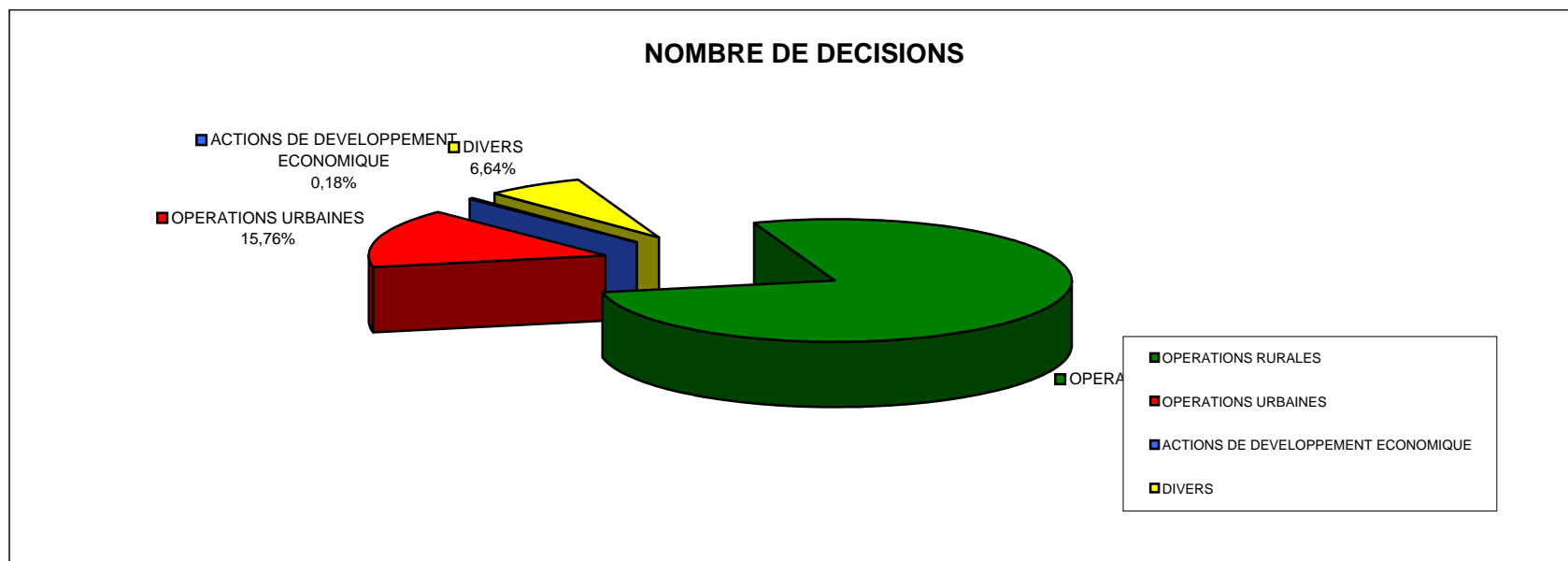
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATIONS  
POUR L'ANNEE 2011  
(en euros)**

| TYPE OPERATION                      | DECISIONS    | FONCT             | INVEST            | TOTAL             |
|-------------------------------------|--------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| OPERATIONS RURALES                  | 840          | 2 961 991         | 28 783 409        | 31 745 400        |
| OPERATIONS URBAINES                 | 171          | 5 622 514         | 19 083 430        | 24 705 944        |
| ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 2            | 13 500 000        | 0                 | 13 500 000        |
| DIVERS *                            | 72           | 10 266 824        | 0                 | 10 266 824        |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>1 085</b> | <b>32 351 329</b> | <b>47 866 839</b> | <b>80 218 168</b> |

(\*) Opérations nationales diverses dont :  
- dotation de l' EPARECA  
- PIA  
- études préalables

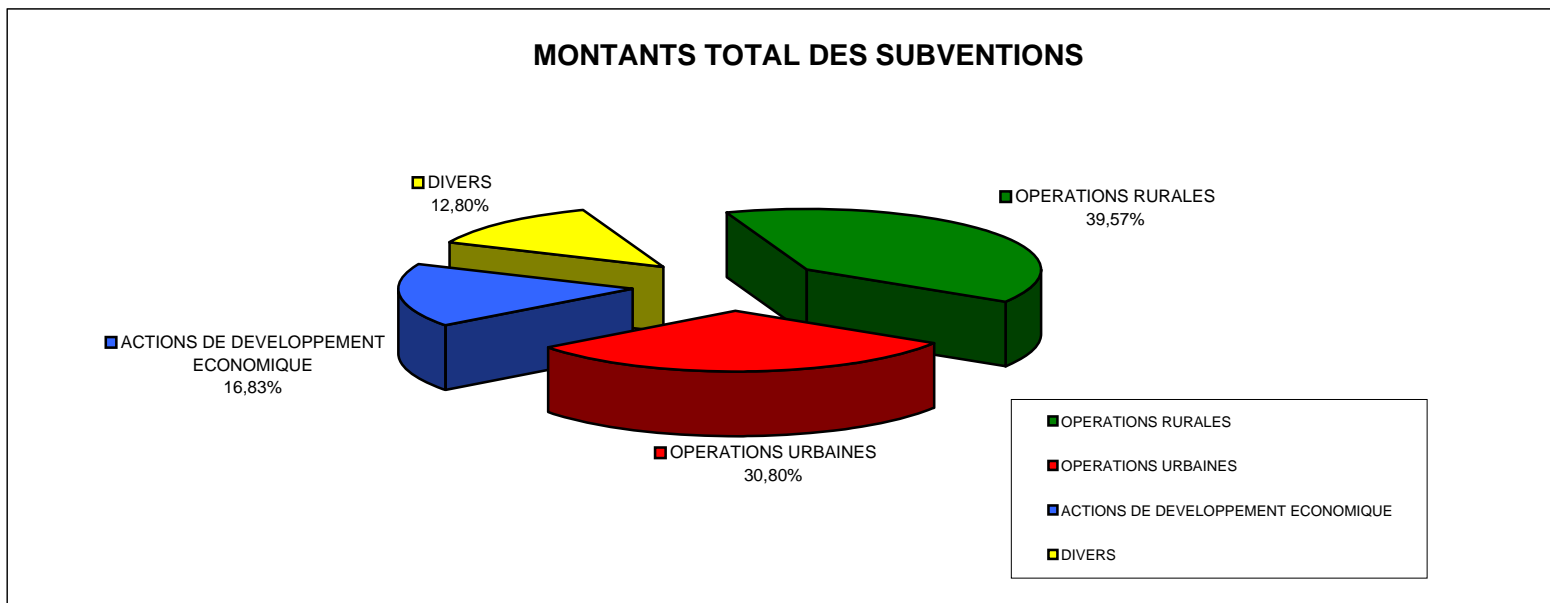
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION  
POUR L'ANNEE 2011  
(nombre de décisions)**

| TYPE OPERATION                      | NOMBRE DE DECISIONS |
|-------------------------------------|---------------------|
| OPERATIONS RURALES                  | 840                 |
| OPERATIONS URBAINES                 | 171                 |
| ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 2                   |
| DIVERS                              | 72                  |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>1 085</b>        |



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION  
POUR L'ANNEE 2011  
(en euros)**

| TYPE OPERATION                      | MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS |
|-------------------------------------|-------------------------------|
| OPERATIONS RURALES                  | 31 745 400                    |
| OPERATIONS URBAINES                 | 24 705 944                    |
| ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 13 500 000                    |
| DIVERS                              | 10 266 824                    |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>80 218 168</b>             |





**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS  
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE  
en 2011**

| TYPE D'OPERATION   | SUBVENTION        | FONCTION.         | INVESTIS.         | NOMBRE       |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| <b>Opérations rurales</b>  |                   |                   |                   |              |
| OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES                                   | 18 087 171        | 0                 | 18 087 171        | 702          |
| OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL            | 10 337 108        | 2 922 294         | 7 414 814         | 62           |
| OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES                 | 3 321 121         | 39 697            | 3 281 414         | 76           |
| <b>Opérations urbaines</b>   |                   |                   |                   |              |
| OPERATIONS URBAINES  | 24 524 367        | 5 582 764         | 18 941 603        | 169          |
| OPERATIONS URBAINES EN ZUS OU ZFU                                  | 181 577           | 39 750            | 141 827           | 2            |
| <b>Actions de développement économique des chambres de métiers</b> |                   |                   |                   |              |
| ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE                                | 13 500 000        | 13 500 000        | 0                 | 2            |
|  | 0                 |                   |                   |              |
| <b>Divers</b>  |                   |                   |                   |              |
|  | 0                 |                   |                   |              |
| ACTIONS COLLECTIVES SPECIFIQUES NATIONALES (EPARECA)               | 8 000 000         | 8 000 000         | 0                 | 1            |
| POLES D'INNOVATION A L'ARTISANAT (PIA)                             | 1 600 000         | 1 600 000         | 0                 | 1            |
| ETUDES   | 666 824           | 666 824           | 0                 | 70           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>80 218 168</b> | <b>32 351 329</b> | <b>47 866 829</b> | <b>1 085</b> |

**Présentation**  
par  
région

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2011**  
**(classement alphabétique)**

| REGION                     | SUBVENTION        | FONCTION.        | INVESTIS.         | NOMBRE       | POPULATION | SUBV/HAB |
|----------------------------|-------------------|------------------|-------------------|--------------|------------|----------|
| ALSACE                     | 1 345 488         | 180 619          | 1 164 869         | 36           | 1 734 145  | 0,78     |
| AQUITAINE                  | 4 806 088         | 925 573          | 3 880 515         | 76           | 2 908 359  | 1,65     |
| AUVERGNE                   | 1 792 741         | 113 983          | 1 678 758         | 38           | 1 308 878  | 1,37     |
| BASSE-NORMANDIE            | 1 426 323         | 104 412          | 1 321 911         | 78           | 1 422 193  | 1,00     |
| BOURGOGNE                  | 1 231 404         | 222 357          | 1 009 047         | 33           | 1 610 067  | 0,76     |
| BRETAGNE                   | 1 693 457         | 166 302          | 1 527 155         | 59           | 2 906 197  | 0,58     |
| CENTRE                     | 2 817 406         | 260 897          | 2 556 509         | 45           | 2 440 329  | 1,15     |
| CHAMPAGNE-ARDENNE          | 1 285 899         | 407 421          | 878 478           | 13           | 1 342 363  | 0,96     |
| FRANCHE-COMTE              | 1 747 670         | 293 288          | 1 454 382         | 31           | 1 117 059  | 1,56     |
| HAUTE-NORMANDIE            | 3 057 075         | 548 529          | 2 508 546         | 50           | 1 780 192  | 1,72     |
| ILE-DE-FRANCE              | 4 571 904         | 752 525          | 3 819 379         | 58           | 10 952 011 | 0,42     |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON       | 2 958 235         | 333 494          | 2 624 741         | 37           | 2 295 648  | 1,29     |
| LIMOUSIN                   | 1 288 291         | 329 197          | 959 094           | 17           | 710 939    | 1,81     |
| LORRAINE                   | 1 177 652         | 256 990          | 920 662           | 18           | 2 310 376  | 0,51     |
| MIDI-PYRENEES              | 967 031           | 71 182           | 895 849           | 32           | 2 551 687  | 0,38     |
| NORD-PAS-DE-CALAIS         | 2 418 105         | 609 243          | 1 808 862         | 76           | 3 996 588  | 0,61     |
| PAYS-DE-LA-LOIRE           | 4 245 178         | 221 763          | 4 023 415         | 72           | 3 222 061  | 1,32     |
| PICARDIE                   | 1 032 229         | 169 518          | 862 711           | 32           | 1 857 481  | 0,56     |
| POITOU-CHARENTES           | 3 886 888         | 251 466          | 3 635 422         | 76           | 1 640 068  | 2,37     |
| PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR | 3 947 190         | 1 020 909        | 2 926 281         | 50           | 4 506 151  | 0,88     |
| REUNION                    | 377 485           | 131 545          | 245 940           | 1            | 705 100    | 0,54     |
| RHONE-ALPES                | 9 093 788         | 1 902 983        | 7 190 805         | 151          | 5 645 407  | 1,61     |
| <b>TOTAL</b>               | <b>57 167 527</b> | <b>9 274 196</b> | <b>47 893 331</b> | <b>1 079</b> |            |          |

*Hors dotations EPARECA, action de développement économique et opérations spécifiques nationales*

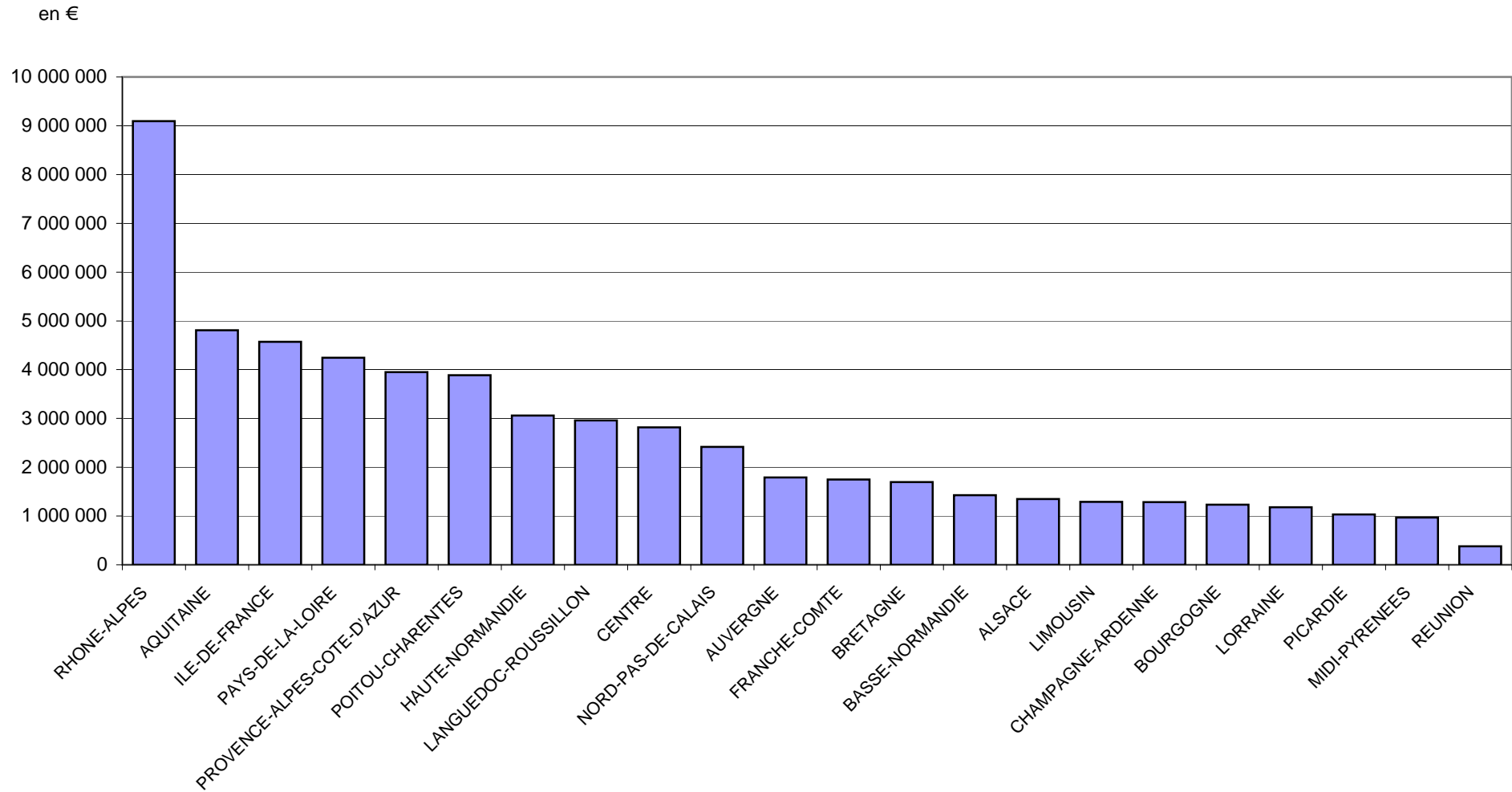
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2011**

(classement par montant de subvention)

| REGION               | SUBVENTION        | FONCTION.        | INVESTIS.         | NOMBRE       | POPULATION | SUBV/HAB |
|----------------------|-------------------|------------------|-------------------|--------------|------------|----------|
| RHONE-ALPES          | 9 093 788         | 1 902 983        | 7 190 805         | 151          | 5 645 407  | 1,61     |
| AQUITAINE            | 4 806 088         | 925 573          | 3 880 515         | 76           | 2 908 359  | 1,65     |
| ILE-DE-FRANCE        | 4 571 904         | 752 525          | 3 819 379         | 58           | 10 952 011 | 0,42     |
| PAYS-DE-LA-LOIRE     | 4 245 178         | 221 763          | 4 023 415         | 72           | 3 222 061  | 1,32     |
| D'AZUR               | 3 947 190         | 1 020 909        | 2 926 281         | 50           | 4 506 151  | 0,88     |
| POITOU-CHARENTES     | 3 886 888         | 251 466          | 3 635 422         | 76           | 1 640 068  | 2,37     |
| HAUTE-NORMANDIE      | 3 057 075         | 548 529          | 2 508 546         | 50           | 1 780 192  | 1,72     |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 2 958 235         | 333 494          | 2 624 741         | 37           | 2 295 648  | 1,29     |
| CENTRE               | 2 817 406         | 260 897          | 2 556 509         | 45           | 2 440 329  | 1,15     |
| NORD-PAS-DE-CALAIS   | 2 418 105         | 609 243          | 1 808 862         | 76           | 3 996 588  | 0,61     |
| AUVERGNE             | 1 792 741         | 113 983          | 1 678 758         | 38           | 1 308 878  | 1,37     |
| FRANCHE-COMTE        | 1 747 670         | 293 288          | 1 454 382         | 31           | 1 117 059  | 1,56     |
| BRETAGNE             | 1 693 457         | 166 302          | 1 527 155         | 59           | 2 906 197  | 0,58     |
| BASSE-NORMANDIE      | 1 426 323         | 104 412          | 1 321 911         | 78           | 1 422 193  | 1,00     |
| ALSACE               | 1 345 488         | 180 619          | 1 164 869         | 36           | 1 734 145  | 0,78     |
| LIMOUSIN             | 1 288 291         | 329 197          | 959 094           | 17           | 710 939    | 1,81     |
| CHAMPAGNE-ARDENNE    | 1 285 899         | 407 421          | 878 478           | 13           | 1 342 363  | 0,96     |
| BOURGOGNE            | 1 231 404         | 222 357          | 1 009 047         | 33           | 1 610 067  | 0,76     |
| LORRAINE             | 1 177 652         | 256 990          | 920 662           | 18           | 2 310 376  | 0,51     |
| PICARDIE             | 1 032 229         | 169 518          | 862 711           | 32           | 1 857 481  | 0,56     |
| MIDI-PYRENEES        | 967 031           | 71 182           | 895 849           | 32           | 2 551 687  | 0,38     |
| REUNION              | 377 485           | 131 545          | 245 940           | 1            | 705 100    | 0,54     |
| <b>TOTAL</b>         | <b>57 167 527</b> | <b>9 274 196</b> | <b>47 893 331</b> | <b>1 079</b> |            |          |

*Hors dotations EPARECA, action de développement économique et opérations spécifiques nationales*

**Montant cumulé des subventions FISAC  
par région en 2011  
(en euros)**



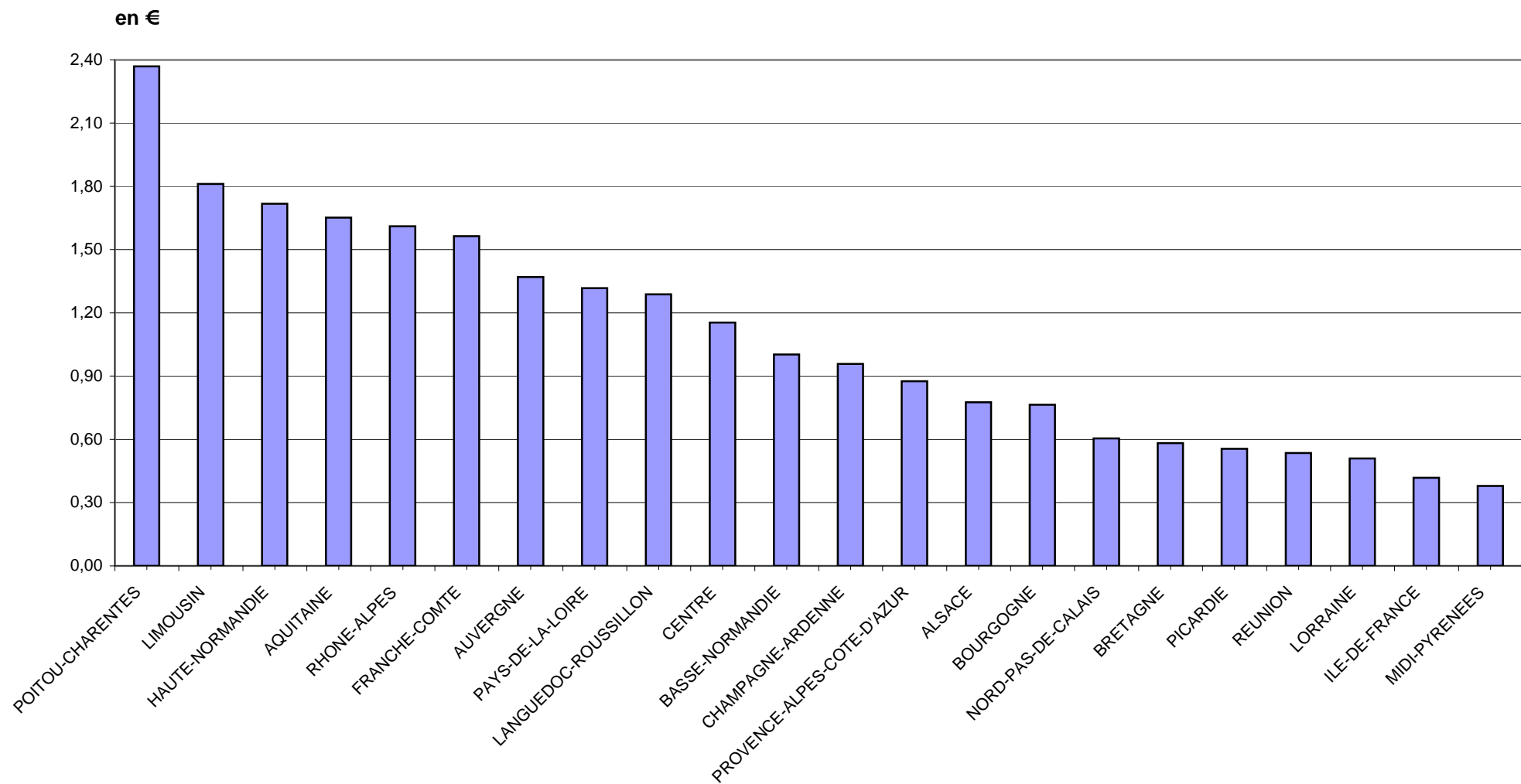
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2011**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant )

| REGION                     | SUBVENTION        | FONCTION.        | INVESTIS.         | NOMBRE       | POPULATION | SUBV/HAB |
|----------------------------|-------------------|------------------|-------------------|--------------|------------|----------|
| POITOU-CHARENTES           | 3 886 888         | 251 466          | 3 635 422         | 76           | 1 640 068  | 2,37     |
| LIMOUSIN                   | 1 288 291         | 329 197          | 959 094           | 17           | 710 939    | 1,81     |
| HAUTE-NORMANDIE            | 3 057 075         | 548 529          | 2 508 546         | 50           | 1 780 192  | 1,72     |
| AQUITAINE                  | 4 806 088         | 925 573          | 3 880 515         | 76           | 2 908 359  | 1,65     |
| RHONE-ALPES                | 9 093 788         | 1 902 983        | 7 190 805 151     |              | 5 645 407  | 1,61     |
| FRANCHE-COMTE              | 1 747 670         | 293 288          | 1 454 382         | 31           | 1 117 059  | 1,56     |
| AUVERGNE                   | 1 792 741         | 113 983          | 1 678 758         | 38           | 1 308 878  | 1,37     |
| PAYS-DE-LA-LOIRE           | 4 245 178         | 221 763          | 4 023 415         | 72           | 3 222 061  | 1,32     |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON       | 2 958 235         | 333 494          | 2 624 741         | 37           | 2 295 648  | 1,29     |
| CENTRE                     | 2 817 406         | 260 897          | 2 556 509         | 45           | 2 440 329  | 1,15     |
| BASSE-NORMANDIE            | 1 426 323         | 104 412          | 1 321 911         | 78           | 1 422 193  | 1,00     |
| CHAMPAGNE-ARDENNE          | 1 285 899         | 407 421          | 878 478           | 13           | 1 342 363  | 0,96     |
| PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR | 3 947 190         | 1 020 909        | 2 926 281         | 50           | 4 506 151  | 0,88     |
| ALSACE                     | 1 345 488         | 180 619          | 1 164 869         | 36           | 1 734 145  | 0,78     |
| BOURGOGNE                  | 1 231 404         | 222 357          | 1 009 047         | 33           | 1 610 067  | 0,76     |
| NORD-PAS-DE-CALAIS         | 2 418 105         | 609 243          | 1 808 862         | 76           | 3 996 588  | 0,61     |
| BRETAGNE                   | 1 693 457         | 166 302          | 1 527 155         | 59           | 2 906 197  | 0,58     |
| PICARDIE                   | 1 032 229         | 169 518          | 862 711           | 32           | 1 857 481  | 0,56     |
| REUNION                    | 377 485           | 131 545          | 245 940           | 1            | 705 100    | 0,54     |
| LORRAINE                   | 1 177 652         | 256 990          | 920 662           | 18           | 2 310 376  | 0,51     |
| ILE-DE-FRANCE              | 4 571 904         | 752 525          | 3 819 379         | 58           | 10 952 011 | 0,42     |
| MIDI-PYRENEES              | 967 031           | 71 182           | 895 849           | 32           | 2 551 687  | 0,38     |
| <b>TOTAL</b>               | <b>57 167 527</b> | <b>9 274 196</b> | <b>47 893 331</b> | <b>1 079</b> |            |          |

*Hors dotations Epareca, actions de développement économiques et opérations spécifiques nationales*

**Subventions FISAC  
par région en 2011  
(montant par habitant)**



**Présentation  
par  
département**



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2011**  
**(classement alphabétique)**

| DEPARTEMENT             | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS. | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|-------------------------|------|------------|-----------|-----------|--------|------------|----------|
| AIN                     | 01   | 735 258    | 76 030    | 659 228   | 26     | 515 270    | 1,43     |
| AISNE                   | 02   | 531 047    | 62 391    | 468 656   | 10     | 535 842    | 0,99     |
| ALLIER                  | 03   | 316 282    | 0         | 316 282   | 2      | 344 721    | 0,92     |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 04   | 350 622    | 46 000    | 304 622   | 15     | 139 561    | 2,51     |
| HAUTES-ALPES            | 05   | 68 188     | 0         | 68 188    | 2      | 121 419    | 0,56     |
| ALPES-MARITIMES         | 06   | 539 184    | 78 991    | 460 193   | 7      | 1 011 326  | 0,53     |
| ARDECHE                 | 07   | 653 977    | 49 921    | 604 056   | 14     | 286 023    | 2,29     |
| ARDENNES                | 08   | 85 606     | 51 503    | 34 103    | 3      | 290 130    | 0,30     |
| ARIEGE                  | 09   | 257 780    | 35 181    | 222 599   | 4      | 137 205    | 1,88     |
| AUBE                    | 10   | 274 387    | 55 566    | 218 821   | 3      | 292 131    | 0,94     |
| AUDE                    | 11   | 124 353    | 7 000     | 117 353   | 6      | 309 770    | 0,40     |
| AVEYRON                 | 12   | 106 662    | 0         | 106 662   | 1      | 263 808    | 0,40     |
| BOUCHES-DU-RHONE        | 13   | 1 047 138  | 380 363   | 666 775   | 8      | 1 835 719  | 0,57     |
| CALVADOS                | 14   | 509 219    | 95 514    | 413 705   | 19     | 648 385    | 0,79     |
| CANTAL                  | 15   | 297 746    | 0         | 297 746   | 11     | 150 778    | 1,97     |
| CHARENTE                | 16   | 677 069    | 28 196    | 648 873   | 18     | 339 628    | 1,99     |
| CHARENTE-MARITIME       | 17   | 1 082 571  | 23 678    | 1 058 893 | 27     | 557 024    | 1,94     |
| CHER                    | 18   | 479 169    | 33 490    | 445 679   | 7      | 314 428    | 1,52     |
| CORREZE                 | 19   | 693 823    | 132 075   | 561 748   | 5      | 232 576    | 2,98     |
| COTE-D'OR               | 21   | 99 078     | 9 000     | 90 078    | 5      | 506 755    | 0,20     |
| COTES-D'ARMOR           | 22   | 701 897    | 43 403    | 658 494   | 16     | 542 373    | 1,29     |
| CREUSE                  | 23   | 189 211    | 40 750    | 148 461   | 4      | 124 470    | 1,52     |
| DORDOGNE                | 24   | 392 926    | 59 212    | 333 714   | 11     | 388 293    | 1,01     |
| DOUBS                   | 25   | 183 743    | 0         | 183 743   | 13     | 499 062    | 0,37     |
| DROME                   | 26   | 1 008 288  | 253 291   | 754 997   | 13     | 437 778    | 2,30     |
| EURE                    | 27   | 1 655 727  | 347 268   | 1 308 459 | 30     | 541 054    | 3,06     |
| EURE-ET-LOIR            | 28   | 320 571    | 79 841    | 240 730   | 4      | 407 665    | 0,79     |
| FINISTERE               | 29   | 455 019    | 65 705    | 389 314   | 14     | 852 418    | 0,53     |
| GARD                    | 30   | 435 706    | 88 737    | 346 969   | 4      | 623 125    | 0,70     |
| HAUTE-GARONNE           | 31   | 88 829     | 12 000    | 76 829    | 5      | 1 046 338  | 0,08     |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2011**  
**(classement alphabétique)**

| DEPARTEMENT        | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS. | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|--------------------|------|------------|-----------|-----------|--------|------------|----------|
| GERS               | 32   | 31 464     | 17 401    | 14 063    | 3      | 172 335    | 0,18     |
| GIRONDE            | 33   | 485 332    | 131 282   | 354 050   | 12     | 1 287 334  | 0,38     |
| HERAULT            | 34   | 1 652 997  | 219 814   | 1 433 183 | 14     | 896 441    | 1,84     |
| ILLE-ET-VILAINE    | 35   | 334 033    | 46 519    | 287 514   | 17     | 867 533    | 0,39     |
| INDRE              | 36   | 339 647    | 8 100     | 331 547   | 6      | 231 139    | 1,47     |
| INDRE-ET-LOIRE     | 37   | 951 174    | 59 340    | 891 834   | 16     | 554 003    | 1,72     |
| ISERE              | 38   | 1 258 012  | 360 661   | 897 351   | 29     | 1 094 006  | 1,15     |
| JURA               | 39   | 109 972    | 0         | 109 972   | 11     | 250 857    | 0,44     |
| LANDES             | 40   | 551 929    | 123 845   | 428 084   | 13     | 327 334    | 1,69     |
| LOIR-ET-CHER       | 41   | 492 806    | 32 401    | 460 405   | 9      | 314 968    | 1,56     |
| LOIRE              | 42   | 1 482 669  | 324 959   | 1 157 710 | 13     | 728 524    | 2,04     |
| HAUTE-LOIRE        | 43   | 952 696    | 113 983   | 838 713   | 16     | 209 113    | 4,56     |
| LOIRE-ATLANTIQUE   | 44   | 649 221    | 41 404    | 607 817   | 8      | 1 134 266  | 0,57     |
| LOIRET             | 45   | 234 039    | 47 725    | 186 314   | 3      | 618 126    | 0,38     |
| LOT                | 46   | 260 504    | 0         | 260 504   | 11     | 160 197    | 1,63     |
| LOT-ET-GARONNE     | 47   | 1 556 641  | 131 479   | 1 425 162 | 23     | 305 380    | 5,10     |
| LOZERE             | 48   | 335 127    | 0         | 335 127   | 5      | 73 509     | 4,56     |
| MAINE-ET-LOIRE     | 49   | 919 457    | 77 549    | 841 908   | 10     | 732 942    | 1,25     |
| MANCHE             | 50   | 400 652    | 8 898     | 391 754   | 21     | 481 471    | 0,83     |
| MARNE              | 51   | 877 049    | 258 995   | 618 054   | 6      | 565 229    | 1,55     |
| HAUTE-MARNE        | 52   | 48 857     | 41 357    | 7 500     | 1      | 194 873    | 0,25     |
| MAYENNE            | 53   | 466 559    | 0         | 466 559   | 15     | 285 338    | 1,64     |
| MEURTHE-ET-MOSELLE | 54   | 381 429    | 27 984    | 353 445   | 10     | 713 779    | 0,53     |
| MEUSE              | 55   | 111 794    | 66 150    | 45 644    | 2      | 192 198    | 0,58     |
| MORBIHAN           | 56   | 202 508    | 10 675    | 191 833   | 12     | 643 873    | 0,31     |
| MOSELLE            | 57   | 374 877    | 122 910   | 251 967   | 4      | 1 023 447  | 0,37     |
| NIEVRE             | 58   | 549 782    | 150 750   | 399 032   | 7      | 225 198    | 2,44     |
| NORD               | 59   | 922 382    | 297 375   | 625 007   | 20     | 1 555 020  | 0,59     |
| OISE               | 60   | 267 622    | 44 973    | 222 649   | 15     | 766 441    | 0,35     |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2011**  
**(classement alphabétique)**

| DEPARTEMENT          | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS. | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|----------------------|------|------------|-----------|-----------|--------|------------|----------|
| ORNE                 | 61   | 516 452    | 0         | 516 452   | 38     | 292 337    | 1,77     |
| PAS-DE-CALAIS        | 62   | 1 495 723  | 311 868   | 1 183 855 | 56     | 1 441 568  | 1,04     |
| PUY-DE-DOME          | 63   | 226 017    | 0         | 226 017   | 9      | 604 266    | 0,37     |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 64   | 1 819 260  | 479 755   | 1 339 505 | 17     | 600 018    | 3,03     |
| HAUTES-PYRENEES      | 65   | 35 516     | 6 600     | 28 916    | 3      | 222 368    | 0,16     |
| PYRENEES-ORIENTALES  | 66   | 410 052    | 17 943    | 392 109   | 8      | 392 803    | 1,04     |
| HAUT-RHIN            | 68   | 733 922    | 97 934    | 635 988   | 13     | 708 025    | 1,04     |
| BAS-RHIN             | 67   | 611 566    | 82 685    | 528 881   | 23     | 1 026 120  | 0,60     |
| RHONE                | 69   | 2 329 783  | 580 381   | 1 749 402 | 33     | 1 578 869  | 1,48     |
| HAUTE-SAONE          | 70   | 1 453 955  | 293 288   | 1 160 667 | 7      | 229 732    | 6,33     |
| SAONE-ET-LOIRE       | 71   | 212 763    | 29 280    | 183 483   | 13     | 544 893    | 0,39     |
| SARTHE               | 72   | 435 322    | 0         | 435 322   | 12     | 529 851    | 0,82     |
| SAVOIE               | 73   | 178 613    | 0         | 178 613   | 5      | 373 258    | 0,48     |
| HAUTE-SAVOIE         | 74   | 1 447 188  | 257 740   | 1 189 448 | 18     | 631 679    | 2,29     |
| SEINE-MARITIME       | 76   | 1 401 348  | 201 261   | 1 200 087 | 20     | 1 239 138  | 1,13     |
| SEINE-ET-MARNE       | 77   | 958 424    | 267 450   | 690 974   | 16     | 1 193 767  | 0,80     |
| YVELINES             | 78   | 1 700 882  | 169 974   | 1 530 908 | 13     | 1 354 304  | 1,26     |
| DEUX-SEVRES          | 79   | 790 263    | 59 432    | 730 831   | 9      | 344 392    | 2,29     |
| SOMME                | 80   | 233 560    | 62 154    | 171 406   | 7      | 555 551    | 0,42     |
| TARN                 | 81   | 30 492     | 0         | 30 492    | 2      | 343 402    | 0,09     |
| TARN-ET-GARONNE      | 82   | 155 784    | 0         | 155 784   | 3      | 206 034    | 0,76     |
| VAR                  | 83   | 747 918    | 262 093   | 485 825   | 9      | 898 441    | 0,83     |
| VAUCLUSE             | 84   | 1 194 140  | 253 462   | 940 678   | 9      | 499 685    | 2,39     |
| VENDEE               | 85   | 1 774 619  | 102 810   | 1 671 809 | 27     | 539 664    | 3,29     |
| VIENNE               | 86   | 1 336 985  | 140 160   | 1 196 825 | 22     | 399 024    | 3,35     |
| HAUTE-VIENNE         | 87   | 405 257    | 156 372   | 248 885   | 8      | 353 893    | 1,15     |
| VOSGES               | 88   | 309 552    | 39 946    | 269 606   | 2      | 380 952    | 0,81     |
| YONNE                | 89   | 369 781    | 33 327    | 336 454   | 8      | 333 221    | 1,11     |
| ESSONNE              | 91   | 333 116    | 0         | 333 116   | 5      | 1 134 238  | 0,29     |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2011**  
**(classement alphabétique)**

| <b>DEPARTEMENT</b> | <b>Code</b> | <b>SUBVENTION</b> | <b>FONCTION.</b> | <b>INVESTIS.</b>  | <b>NOMBRE</b> | <b>POPULATION</b> | <b>SUBV/HAB</b> |
|--------------------|-------------|-------------------|------------------|-------------------|---------------|-------------------|-----------------|
| HAUTS-DE-SEINE     | 92          | 539 812           | 100 986          | 438 826           | 3             | 1 428 881         | 0,38            |
| SEINE-SAINT-DENIS  | 93          | 476 496           | 78 654           | 397 842           | 6             | 1 382 861         | 0,34            |
| VAL-DE-MARNE       | 94          | 326 806           | 7 055            | 319 751           | 3             | 1 227 250         | 0,27            |
| VAL-D'OISE         | 95          | 236 368           | 128 406          | 107 962           | 12            | 1 105 464         | 0,21            |
| REUNION            | 974         | 377 485           | 131 545          | 245 940           | 1             | 706 300           | 0,53            |
|                    |             | <b>57 167 527</b> | <b>9 274 196</b> | <b>47 893 331</b> | <b>1 079</b>  |                   |                 |

(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2011**  
**(classement par montant de subvention)**

| DEPARTEMENT          | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS. | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|----------------------|------|------------|-----------|-----------|--------|------------|----------|
| RHONE                | 69   | 2 329 783  | 580 381   | 1 749 402 | 33     | 1 578 869  | 1,48     |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 64   | 1 819 260  | 479 755   | 1 339 505 | 17     | 600 018    | 3,03     |
| VENDEE               | 85   | 1 774 619  | 102 810   | 1 671 809 | 27     | 539 664    | 3,29     |
| YVELINES             | 78   | 1 700 882  | 169 974   | 1 530 908 | 13     | 1 354 304  | 1,26     |
| EURE                 | 27   | 1 655 727  | 347 268   | 1 308 459 | 30     | 541 054    | 3,06     |
| HERAULT              | 34   | 1 652 997  | 219 814   | 1 433 183 | 14     | 896 441    | 1,84     |
| LOT-ET-GARONNE       | 47   | 1 556 641  | 131 479   | 1 425 162 | 23     | 305 380    | 5,10     |
| PAS-DE-CALAIS        | 62   | 1 495 723  | 311 868   | 1 183 855 | 56     | 1 441 568  | 1,04     |
| LOIRE                | 42   | 1 482 669  | 324 959   | 1 157 710 | 13     | 728 524    | 2,04     |
| HAUTE-SAONE          | 70   | 1 453 955  | 293 288   | 1 160 667 | 7      | 229 732    | 6,33     |
| HAUTE-SAVOIE         | 74   | 1 447 188  | 257 740   | 1 189 448 | 18     | 631 679    | 2,29     |
| SEINE-MARITIME       | 76   | 1 401 348  | 201 261   | 1 200 087 | 20     | 1 239 138  | 1,13     |
| VIENNE               | 86   | 1 336 985  | 140 160   | 1 196 825 | 22     | 399 024    | 3,35     |
| ISERE                | 38   | 1 258 012  | 360 661   | 897 351   | 29     | 1 094 006  | 1,15     |
| VAUCLUSE             | 84   | 1 194 140  | 253 462   | 940 678   | 9      | 499 685    | 2,39     |
| CHARENTE-MARITIME    | 17   | 1 082 571  | 23 678    | 1 058 893 | 27     | 557 024    | 1,94     |
| BOUCHES-DU-RHONE     | 13   | 1 047 138  | 380 363   | 666 775   | 8      | 1 835 719  | 0,57     |
| DROME                | 26   | 1 008 288  | 253 291   | 754 997   | 13     | 437 778    | 2,30     |
| SEINE-ET-MARNE       | 77   | 958 424    | 267 450   | 690 974   | 16     | 1 193 767  | 0,80     |
| HAUTE-LOIRE          | 43   | 952 696    | 113 983   | 838 713   | 16     | 209 113    | 4,56     |
| INDRE-ET-LOIRE       | 37   | 951 174    | 59 340    | 891 834   | 16     | 554 003    | 1,72     |
| NORD                 | 59   | 922 382    | 297 375   | 625 007   | 20     | 1 555 020  | 0,59     |
| MAINE-ET-LOIRE       | 49   | 919 457    | 77 549    | 841 908   | 10     | 732 942    | 1,25     |
| MARNE                | 51   | 877 049    | 258 995   | 618 054   | 6      | 565 229    | 1,55     |
| DEUX-SEVRES          | 79   | 790 263    | 59 432    | 730 831   | 9      | 344 392    | 2,29     |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2011**  
**(classement par montant de subvention)**

| DEPARTEMENT         | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS. | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|---------------------|------|------------|-----------|-----------|--------|------------|----------|
| VAR                 | 83   | 747 918    | 262 093   | 485 825   | 9      | 898 441    | 0,83     |
| AIN                 | 01   | 735 258    | 76 030    | 659 228   | 26     | 515 270    | 1,43     |
| HAUT-RHIN           | 68   | 733 922    | 97 934    | 635 988   | 13     | 708 025    | 1,04     |
| COTES-D'ARMOR       | 22   | 701 897    | 43 403    | 658 494   | 16     | 542 373    | 1,29     |
| CORREZE             | 19   | 693 823    | 132 075   | 561 748   | 5      | 232 576    | 2,98     |
| CHARENTE            | 16   | 677 069    | 28 196    | 648 873   | 18     | 339 628    | 1,99     |
| ARDECHE             | 07   | 653 977    | 49 921    | 604 056   | 14     | 286 023    | 2,29     |
| LOIRE-ATLANTIQUE    | 44   | 649 221    | 41 404    | 607 817   | 8      | 1 134 266  | 0,57     |
| BAS-RHIN            | 67   | 611 566    | 82 685    | 528 881   | 23     | 1 026 120  | 0,60     |
| LANDES              | 40   | 551 929    | 123 845   | 428 084   | 13     | 327 334    | 1,69     |
| NIEVRE              | 58   | 549 782    | 150 750   | 399 032   | 7      | 225 198    | 2,44     |
| HAUTS-DE-SEINE      | 92   | 539 812    | 100 986   | 438 826   | 3      | 1 428 881  | 0,38     |
| ALPES-MARITIMES     | 06   | 539 184    | 78 991    | 460 193   | 7      | 1 011 326  | 0,53     |
| AISNE               | 02   | 531 047    | 62 391    | 468 656   | 10     | 535 842    | 0,99     |
| ORNE                | 61   | 516 452    | 0         | 516 452   | 38     | 292 337    | 1,77     |
| CALVADOS            | 14   | 509 219    | 95 514    | 413 705   | 19     | 648 385    | 0,79     |
| LOIR-ET-CHER        | 41   | 492 806    | 32 401    | 460 405   | 9      | 314 968    | 1,56     |
| GIRONDE             | 33   | 485 332    | 131 282   | 354 050   | 12     | 1 287 334  | 0,38     |
| CHER                | 18   | 479 169    | 33 490    | 445 679   | 7      | 314 428    | 1,52     |
| SEINE-SAINT-DENIS   | 93   | 476 496    | 78 654    | 397 842   | 6      | 1 382 861  | 0,34     |
| MAYENNE             | 53   | 466 559    | 0         | 466 559   | 15     | 285 338    | 1,64     |
| FINISTERE           | 29   | 455 019    | 65 705    | 389 314   | 14     | 852 418    | 0,53     |
| GARD                | 30   | 435 706    | 88 737    | 346 969   | 4      | 623 125    | 0,70     |
| SARTHE              | 72   | 435 322    | 0         | 435 322   | 12     | 529 851    | 0,82     |
| PYRENEES-ORIENTALES | 66   | 410 052    | 17 943    | 392 109   | 8      | 392 803    | 1,04     |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2011**  
**(classement par montant de subvention)**

| DEPARTEMENT            | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS. | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|------------------------|------|------------|-----------|-----------|--------|------------|----------|
| HAUTE-VIENNE           | 87   | 405 257    | 156 372   | 248 885   | 8      | 353 893    | 1,15     |
| MANCHE                 | 50   | 400 652    | 8 898     | 391 754   | 21     | 481 471    | 0,83     |
| DORDOGNE               | 24   | 392 926    | 59 212    | 333 714   | 11     | 388 293    | 1,01     |
| MEURTHE-ET-MOSELLE     | 54   | 381 429    | 27 984    | 353 445   | 10     | 713 779    | 0,53     |
| REUNION                | 974  | 377 485    | 131 545   | 245 940   | 1      | 706 300    | 0,53     |
| MOSELLE                | 57   | 374 877    | 122 910   | 251 967   | 4      | 1 023 447  | 0,37     |
| YONNE                  | 89   | 369 781    | 33 327    | 336 454   | 8      | 333 221    | 1,11     |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENC | 04   | 350 622    | 46 000    | 304 622   | 15     | 139 561    | 2,51     |
| INDRE                  | 36   | 339 647    | 8 100     | 331 547   | 6      | 231 139    | 1,47     |
| LOZERE                 | 48   | 335 127    | 0         | 335 127   | 5      | 73 509     | 4,56     |
| ILLE-ET-VILAINE        | 35   | 334 033    | 46 519    | 287 514   | 17     | 867 533    | 0,39     |
| ESSONNE                | 91   | 333 116    | 0         | 333 116   | 5      | 1 134 238  | 0,29     |
| VAL-DE-MARNE           | 94   | 326 806    | 7 055     | 319 751   | 3      | 1 227 250  | 0,27     |
| EURE-ET-LOIR           | 28   | 320 571    | 79 841    | 240 730   | 4      | 407 665    | 0,79     |
| ALLIER                 | 03   | 316 282    | 0         | 316 282   | 2      | 344 721    | 0,92     |
| VOSGES                 | 88   | 309 552    | 39 946    | 269 606   | 2      | 380 952    | 0,81     |
| CANTAL                 | 15   | 297 746    | 0         | 297 746   | 11     | 150 778    | 1,97     |
| AUBE                   | 10   | 274 387    | 55 566    | 218 821   | 3      | 292 131    | 0,94     |
| OISE                   | 60   | 267 622    | 44 973    | 222 649   | 15     | 766 441    | 0,35     |
| LOT                    | 46   | 260 504    | 0         | 260 504   | 11     | 160 197    | 1,63     |
| ARIEGE                 | 09   | 257 780    | 35 181    | 222 599   | 4      | 137 205    | 1,88     |
| VAL-D'OISE             | 95   | 236 368    | 128 406   | 107 962   | 12     | 1 105 464  | 0,21     |
| LOIRET                 | 45   | 234 039    | 47 725    | 186 314   | 3      | 618 126    | 0,38     |
| SOMME                  | 80   | 233 560    | 62 154    | 171 406   | 7      | 555 551    | 0,42     |
| PUY-DE-DOME            | 63   | 226 017    | 0         | 226 017   | 9      | 604 266    | 0,37     |

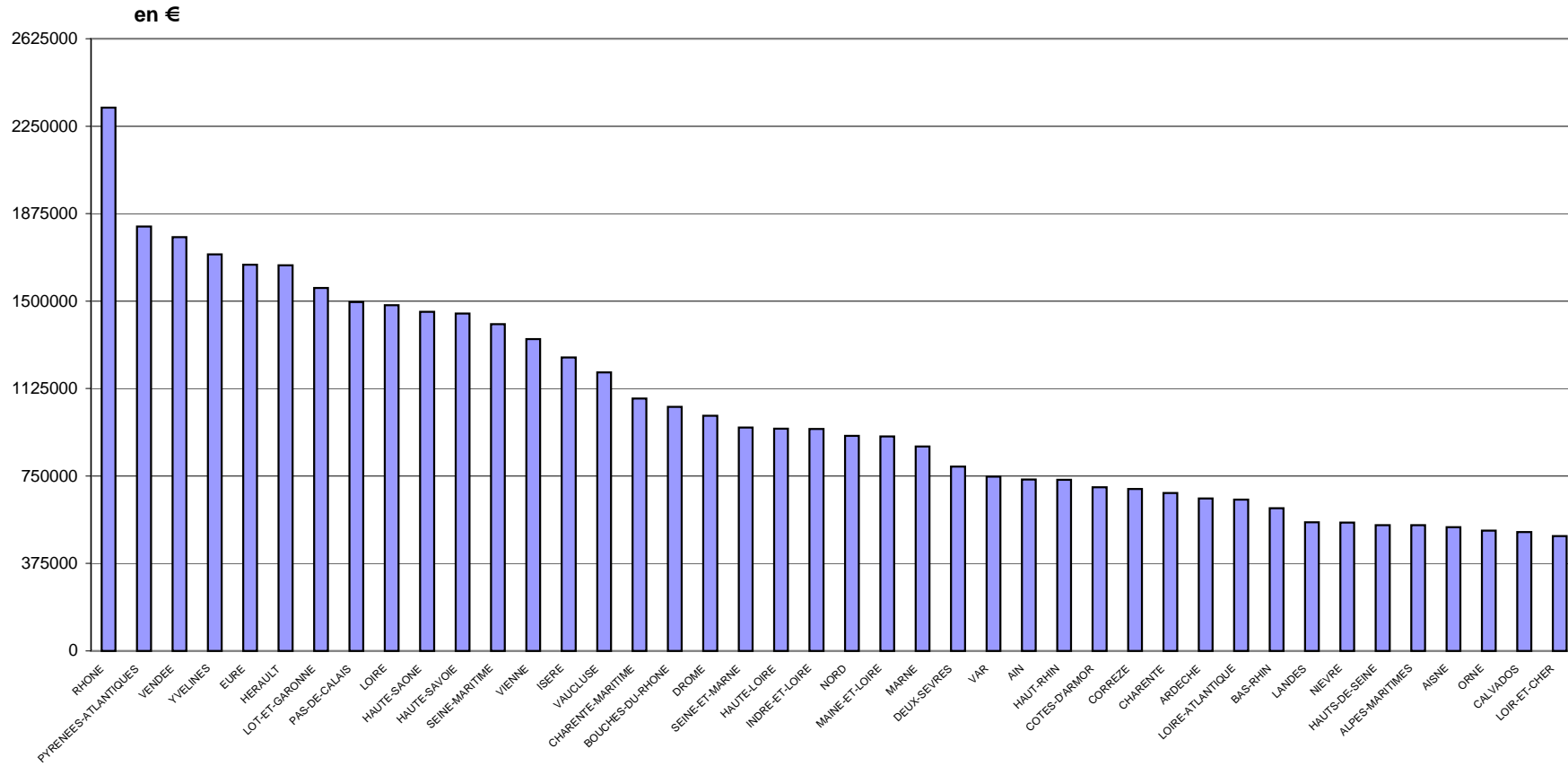
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2011**  
**(classement par montant de subvention)**

| DEPARTEMENT     | Code | SUBVENTION        | FONCTION.        | INVESTIS.         | NOMBRE       | POPULATION | SUBV/HAB |
|-----------------|------|-------------------|------------------|-------------------|--------------|------------|----------|
| SAONE-ET-LOIRE  | 71   | 212 763           | 29 280           | 183 483           | 13           | 544 893    | 0,39     |
| MORBIHAN        | 56   | 202 508           | 10 675           | 191 833           | 12           | 643 873    | 0,31     |
| CREUSE          | 23   | 189 211           | 40 750           | 148 461           | 4            | 124 470    | 1,52     |
| DOUBS           | 25   | 183 743           | 0                | 183 743           | 13           | 499 062    | 0,37     |
| SAVOIE          | 73   | 178 613           | 0                | 178 613           | 5            | 373 258    | 0,48     |
| TARN-ET-GARONNE | 82   | 155 784           | 0                | 155 784           | 3            | 206 034    | 0,76     |
| AUDE            | 11   | 124 353           | 7 000            | 117 353           | 6            | 309 770    | 0,40     |
| MEUSE           | 55   | 111 794           | 66 150           | 45 644            | 2            | 192 198    | 0,58     |
| JURA            | 39   | 109 972           | 0                | 109 972           | 11           | 250 857    | 0,44     |
| AVEYRON         | 12   | 106 662           | 0                | 106 662           | 1            | 263 808    | 0,40     |
| COTE-D'OR       | 21   | 99 078            | 9 000            | 90 078            | 5            | 506 755    | 0,20     |
| HAUTE-GARONNE   | 31   | 88 829            | 12 000           | 76 829            | 5            | 1 046 338  | 0,08     |
| ARDENNES        | 08   | 85 606            | 51 503           | 34 103            | 3            | 290 130    | 0,30     |
| HAUTES-ALPES    | 05   | 68 188            | 0                | 68 188            | 2            | 121 419    | 0,56     |
| HAUTE-MARNE     | 52   | 48 857            | 41 357           | 7 500             | 1            | 194 873    | 0,25     |
| HAUTES-PYRENEES | 65   | 35 516            | 6 600            | 28 916            | 3            | 222 368    | 0,16     |
| GERS            | 32   | 31 464            | 17 401           | 14 063            | 3            | 172 335    | 0,18     |
| TARN            | 81   | 30 492            | 0                | 30 492            | 2            | 343 402    | 0,09     |
|                 |      | <b>57 167 527</b> | <b>9 274 196</b> | <b>47 893 331</b> | <b>1 079</b> |            |          |

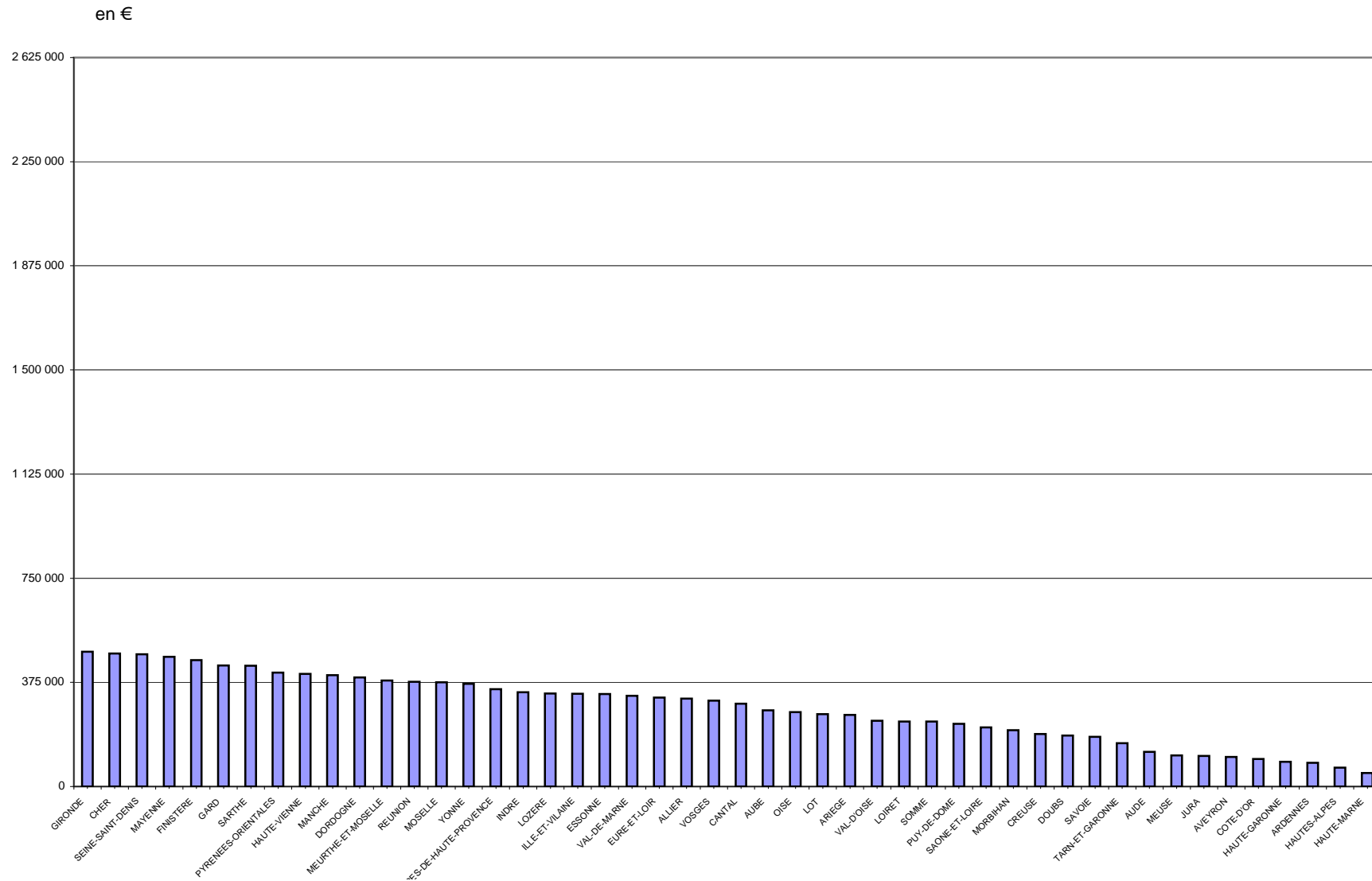
(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales



**Montant cumulé des subventions FISAC  
par département en 2011  
(en euros)**



## Montant cumulé des subventions FISAC par département en 2011 (en euros)



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2011**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

| DEPARTEMENT           | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS. | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|-----------------------|------|------------|-----------|-----------|--------|------------|----------|
| HAUTE-SAONE           | 70   | 1 453 955  | 293 288   | 1 160 667 | 7      | 229 732    | 6,33     |
| LOT-ET-GARONNE        | 47   | 1 556 641  | 131 479   | 1 425 162 | 23     | 305 380    | 5,10     |
| LOZERE                | 48   | 335 127    | 0         | 335 127   | 5      | 73 509     | 4,56     |
| HAUTE-LOIRE           | 43   | 952 696    | 113 983   | 838 713   | 16     | 209 113    | 4,56     |
| VIENNE                | 86   | 1 336 985  | 140 160   | 1 196 825 | 22     | 399 024    | 3,35     |
| VENDEE                | 85   | 1 774 619  | 102 810   | 1 671 809 | 27     | 539 664    | 3,29     |
| EURE                  | 27   | 1 655 727  | 347 268   | 1 308 459 | 30     | 541 054    | 3,06     |
| PYRENEES-ATLANTIQUES  | 64   | 1 819 260  | 479 755   | 1 339 505 | 17     | 600 018    | 3,03     |
| CORREZE               | 19   | 693 823    | 132 075   | 561 748   | 5      | 232 576    | 2,98     |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVEN | 04   | 350 622    | 46 000    | 304 622   | 15     | 139 561    | 2,51     |
| NIEVRE                | 58   | 549 782    | 150 750   | 399 032   | 7      | 225 198    | 2,44     |
| VAUCLUSE              | 84   | 1 194 140  | 253 462   | 940 678   | 9      | 499 685    | 2,39     |
| DROME                 | 26   | 1 008 288  | 253 291   | 754 997   | 13     | 437 778    | 2,30     |
| DEUX-SEVRES           | 79   | 790 263    | 59 432    | 730 831   | 9      | 344 392    | 2,29     |
| HAUTE-SAVOIE          | 74   | 1 447 188  | 257 740   | 1 189 448 | 18     | 631 679    | 2,29     |
| ARDECHE               | 07   | 653 977    | 49 921    | 604 056   | 14     | 286 023    | 2,29     |
| LOIRE                 | 42   | 1 482 669  | 324 959   | 1 157 710 | 13     | 728 524    | 2,04     |
| CHARENTE              | 16   | 677 069    | 28 196    | 648 873   | 18     | 339 628    | 1,99     |
| CANTAL                | 15   | 297 746    | 0         | 297 746   | 11     | 150 778    | 1,97     |
| CHARENTE-MARITIME     | 17   | 1 082 571  | 23 678    | 1 058 893 | 27     | 557 024    | 1,94     |
| ARIEGE                | 09   | 257 780    | 35 181    | 222 599   | 4      | 137 205    | 1,88     |
| HERAULT               | 34   | 1 652 997  | 219 814   | 1 433 183 | 14     | 896 441    | 1,84     |
| ORNE                  | 61   | 516 452    | 0         | 516 452   | 38     | 292 337    | 1,77     |
| INDRE-ET-LOIRE        | 37   | 951 174    | 59 340    | 891 834   | 16     | 554 003    | 1,72     |
| LANDES                | 40   | 551 929    | 123 845   | 428 084   | 13     | 327 334    | 1,69     |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT  
TOUS TYPES D'OPERATION\*  
en 2011**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

| DEPARTEMENT         | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS. | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|---------------------|------|------------|-----------|-----------|--------|------------|----------|
| MAYENNE             | 53   | 466 559    | 0         | 466 559   | 15     | 285 338    | 1,64     |
| LOT                 | 46   | 260 504    | 0         | 260 504   | 11     | 160 197    | 1,63     |
| LOIR-ET-CHER        | 41   | 492 806    | 32 401    | 460 405   | 9      | 314 968    | 1,56     |
| MARNE               | 51   | 877 049    | 258 995   | 618 054   | 6      | 565 229    | 1,55     |
| CHER                | 18   | 479 169    | 33 490    | 445 679   | 7      | 314 428    | 1,52     |
| CREUSE              | 23   | 189 211    | 40 750    | 148 461   | 4      | 124 470    | 1,52     |
| RHONE               | 69   | 2 329 783  | 580 381   | 1 749 402 | 33     | 1 578 869  | 1,48     |
| INDRE               | 36   | 339 647    | 8 100     | 331 547   | 6      | 231 139    | 1,47     |
| AIN                 | 01   | 735 258    | 76 030    | 659 228   | 26     | 515 270    | 1,43     |
| COTES-D'ARMOR       | 22   | 701 897    | 43 403    | 658 494   | 16     | 542 373    | 1,29     |
| YVELINES            | 78   | 1 700 882  | 169 974   | 1 530 908 | 13     | 1 354 304  | 1,26     |
| MAINE-ET-LOIRE      | 49   | 919 457    | 77 549    | 841 908   | 10     | 732 942    | 1,25     |
| ISERE               | 38   | 1 258 012  | 360 661   | 897 351   | 29     | 1 094 006  | 1,15     |
| HAUTE-VIENNE        | 87   | 405 257    | 156 372   | 248 885   | 8      | 353 893    | 1,15     |
| SEINE-MARITIME      | 76   | 1 401 348  | 201 261   | 1 200 087 | 20     | 1 239 138  | 1,13     |
| YONNE               | 89   | 369 781    | 33 327    | 336 454   | 8      | 333 221    | 1,11     |
| PYRENEES-ORIENTALES | 66   | 410 052    | 17 943    | 392 109   | 8      | 392 803    | 1,04     |
| PAS-DE-CALAIS       | 62   | 1 495 723  | 311 868   | 1 183 855 | 56     | 1 441 568  | 1,04     |
| HAUT-RHIN           | 68   | 733 922    | 97 934    | 635 988   | 13     | 708 025    | 1,04     |
| DORDOGNE            | 24   | 392 926    | 59 212    | 333 714   | 11     | 388 293    | 1,01     |
| AISNE               | 02   | 531 047    | 62 391    | 468 656   | 10     | 535 842    | 0,99     |
| AUBE                | 10   | 274 387    | 55 566    | 218 821   | 3      | 292 131    | 0,94     |
| ALLIER              | 03   | 316 282    | 0         | 316 282   | 2      | 344 721    | 0,92     |
| VAR                 | 83   | 747 918    | 262 093   | 485 825   | 9      | 898 441    | 0,83     |
| MANCHE              | 50   | 400 652    | 8 898     | 391 754   | 21     | 481 471    | 0,83     |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2011**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

| DEPARTEMENT        | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS. | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|--------------------|------|------------|-----------|-----------|--------|------------|----------|
| SARTHE             | 72   | 435 322    | 0         | 435 322   | 12     | 529 851    | 0,82     |
| VOSGES             | 88   | 309 552    | 39 946    | 269 606   | 2      | 380 952    | 0,81     |
| SEINE-ET-MARNE     | 77   | 958 424    | 267 450   | 690 974   | 16     | 1 193 767  | 0,80     |
| EURE-ET-LOIR       | 28   | 320 571    | 79 841    | 240 730   | 4      | 407 665    | 0,79     |
| CALVADOS           | 14   | 509 219    | 95 514    | 413 705   | 19     | 648 385    | 0,79     |
| TARN-ET-GARONNE    | 82   | 155 784    | 0         | 155 784   | 3      | 206 034    | 0,76     |
| GARD               | 30   | 435 706    | 88 737    | 346 969   | 4      | 623 125    | 0,70     |
| BAS-RHIN           | 67   | 611 566    | 82 685    | 528 881   | 23     | 1 026 120  | 0,60     |
| NORD               | 59   | 922 382    | 297 375   | 625 007   | 20     | 1 555 020  | 0,59     |
| MEUSE              | 55   | 111 794    | 66 150    | 45 644    | 2      | 192 198    | 0,58     |
| LOIRE-ATLANTIQUE   | 44   | 649 221    | 41 404    | 607 817   | 8      | 1 134 266  | 0,57     |
| BOUCHES-DU-RHONE   | 13   | 1 047 138  | 380 363   | 666 775   | 8      | 1 835 719  | 0,57     |
| HAUTES-ALPES       | 05   | 68 188     | 0         | 68 188    | 2      | 121 419    | 0,56     |
| REUNION            | 974  | 377 485    | 131 545   | 245 940   | 1      | 706 300    | 0,53     |
| MEURTHE-ET-MOSELLE | 54   | 381 429    | 27 984    | 353 445   | 10     | 713 779    | 0,53     |
| FINISTERE          | 29   | 455 019    | 65 705    | 389 314   | 14     | 852 418    | 0,53     |
| ALPES-MARITIMES    | 06   | 539 184    | 78 991    | 460 193   | 7      | 1 011 326  | 0,53     |
| SAVOIE             | 73   | 178 613    | 0         | 178 613   | 5      | 373 258    | 0,48     |
| JURA               | 39   | 109 972    | 0         | 109 972   | 11     | 250 857    | 0,44     |
| SOMME              | 80   | 233 560    | 62 154    | 171 406   | 7      | 555 551    | 0,42     |
| AVEYRON            | 12   | 106 662    | 0         | 106 662   | 1      | 263 808    | 0,40     |
| AUDE               | 11   | 124 353    | 7 000     | 117 353   | 6      | 309 770    | 0,40     |
| SAONE-ET-LOIRE     | 71   | 212 763    | 29 280    | 183 483   | 13     | 544 893    | 0,39     |
| ILLE-ET-VILAINE    | 35   | 334 033    | 46 519    | 287 514   | 17     | 867 533    | 0,39     |
| LOIRET             | 45   | 234 039    | 47 725    | 186 314   | 3      | 618 126    | 0,38     |

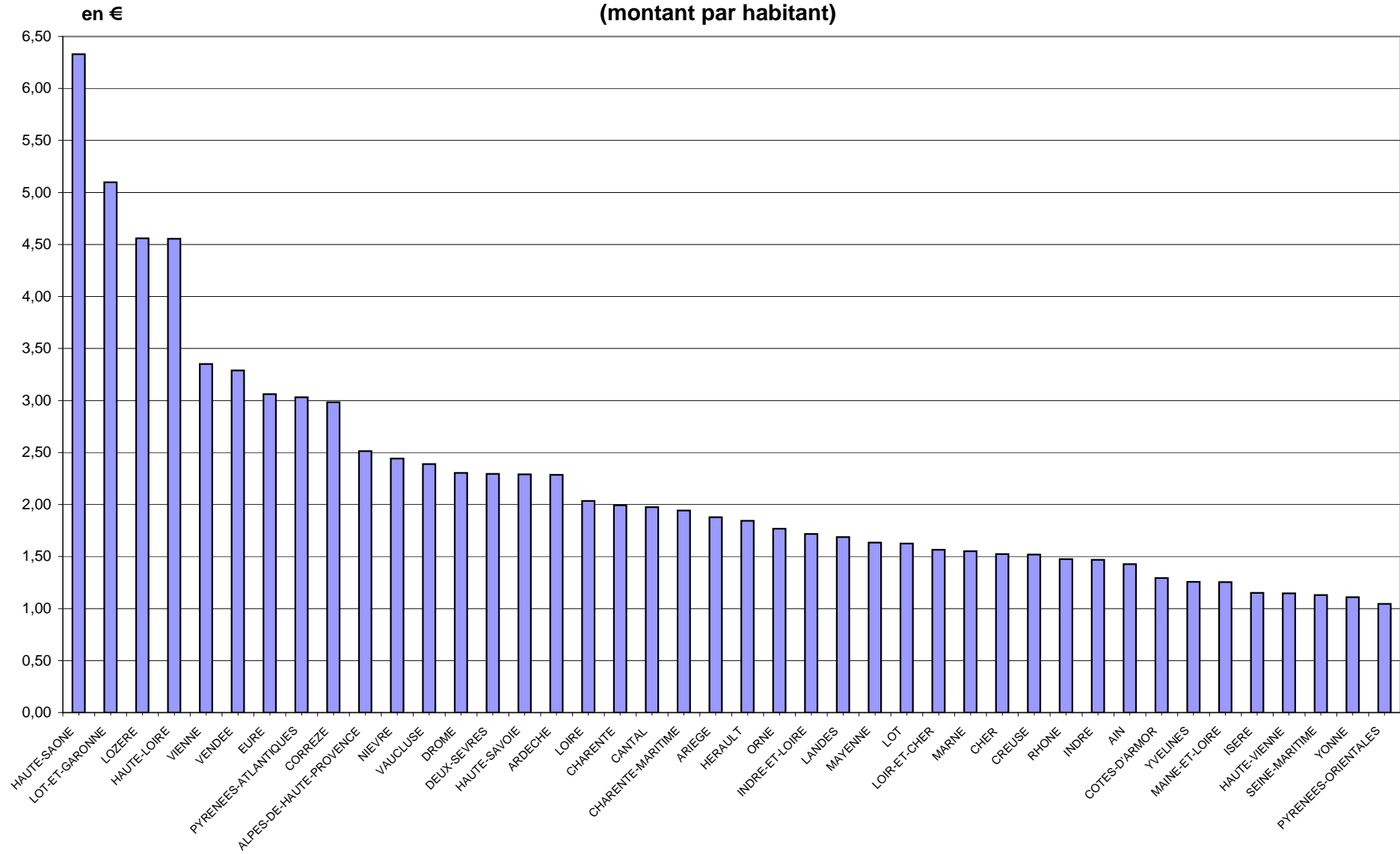
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2011**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

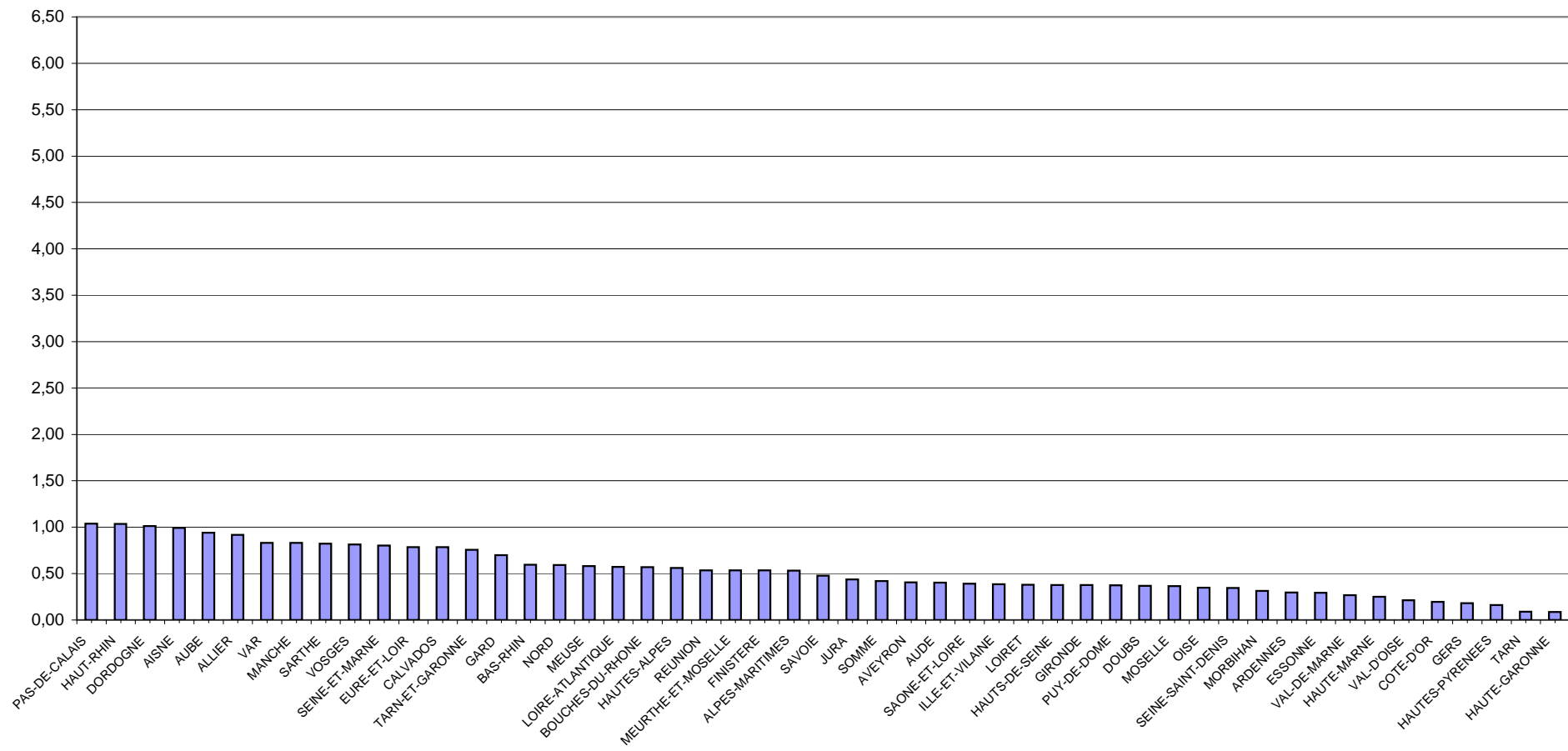
| DEPARTEMENT       | Code | SUBVENTION        | FONCTION.        | INVESTIS.         | NOMBRE       | POPULATION | SUBV/HAB |
|-------------------|------|-------------------|------------------|-------------------|--------------|------------|----------|
| HAUTS-DE-SEINE    | 92   | 539 812           | 100 986          | 438 826           | 3            | 1 428 881  | 0,38     |
| GIRONDE           | 33   | 485 332           | 131 282          | 354 050           | 12           | 1 287 334  | 0,38     |
| PUY-DE-DOME       | 63   | 226 017           | 0                | 226 017           | 9            | 604 266    | 0,37     |
| DOUBS             | 25   | 183 743           | 0                | 183 743           | 13           | 499 062    | 0,37     |
| MOSELLE           | 57   | 374 877           | 122 910          | 251 967           | 4            | 1 023 447  | 0,37     |
| OISE              | 60   | 267 622           | 44 973           | 222 649           | 15           | 766 441    | 0,35     |
| SEINE-SAINT-DENIS | 93   | 476 496           | 78 654           | 397 842           | 6            | 1 382 861  | 0,34     |
| MORBIHAN          | 56   | 202 508           | 10 675           | 191 833           | 12           | 643 873    | 0,31     |
| ARDENNES          | 08   | 85 606            | 51 503           | 34 103            | 3            | 290 130    | 0,30     |
| ESSONNE           | 91   | 333 116           | 0                | 333 116           | 5            | 1 134 238  | 0,29     |
| VAL-DE-MARNE      | 94   | 326 806           | 7 055            | 319 751           | 3            | 1 227 250  | 0,27     |
| HAUTE-MARNE       | 52   | 48 857            | 41 357           | 7 500             | 1            | 194 873    | 0,25     |
| VAL-D'OISE        | 95   | 236 368           | 128 406          | 107 962           | 12           | 1 105 464  | 0,21     |
| COTE-D'OR         | 21   | 99 078            | 9 000            | 90 078            | 5            | 506 755    | 0,20     |
| GERS              | 32   | 31 464            | 17 401           | 14 063            | 3            | 172 335    | 0,18     |
| HAUTES-PYRENEES   | 65   | 35 516            | 6 600            | 28 916            | 3            | 222 368    | 0,16     |
| TARN              | 81   | 30 492            | 0                | 30 492            | 2            | 343 402    | 0,09     |
| HAUTE-GARONNE     | 31   | 88 829            | 12 000           | 76 829            | 5            | 1 046 338  | 0,08     |
|                   |      | <b>57 167 527</b> | <b>9 274 196</b> | <b>47 893 331</b> | <b>1 079</b> |            |          |

*\*Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales*

**Subventions FISAC  
par département en 2011  
(montant par habitant)**



**Subventions FISAC  
par département en 2011  
(montant par habitant)**





**FISAC**  
**Synthèses**  
**1992-2011**

---

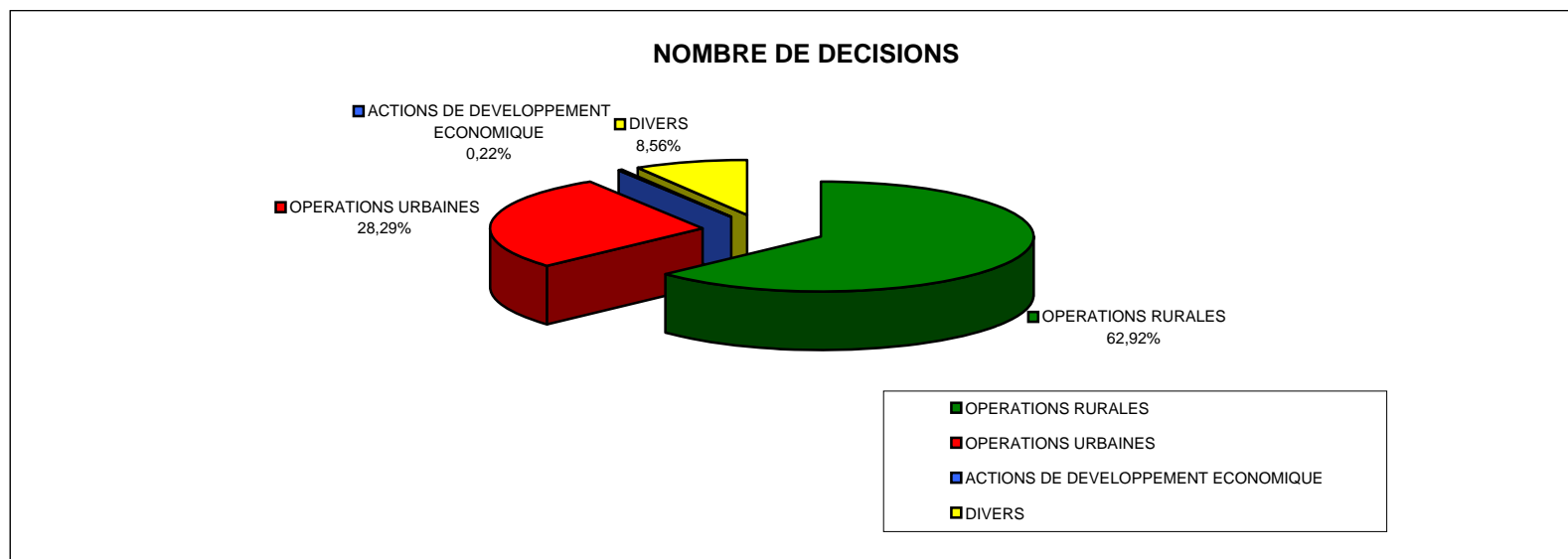
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION**  
**de 1992 à 2011**  
**(en euros)**

---

| TYPE OPERATION                      | DECISIONS     | FONCT              | INVEST             | TOTAL                |
|-------------------------------------|---------------|--------------------|--------------------|----------------------|
| OPERATIONS RURALES                  | 9 552         | 50 602 006         | 304 297 960        | 354 899 966          |
| OPERATIONS URBAINES                 | 4 295         | 148 423 578        | 325 629 290        | 474 052 868          |
| ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 34            | 240 962 244        | 0                  | 240 962 244          |
| DIVERS                              | 1 299         | 156 589 835        | 31 353 716         | 187 943 551          |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>15 180</b> | <b>596 577 663</b> | <b>661 280 966</b> | <b>1 257 858 629</b> |

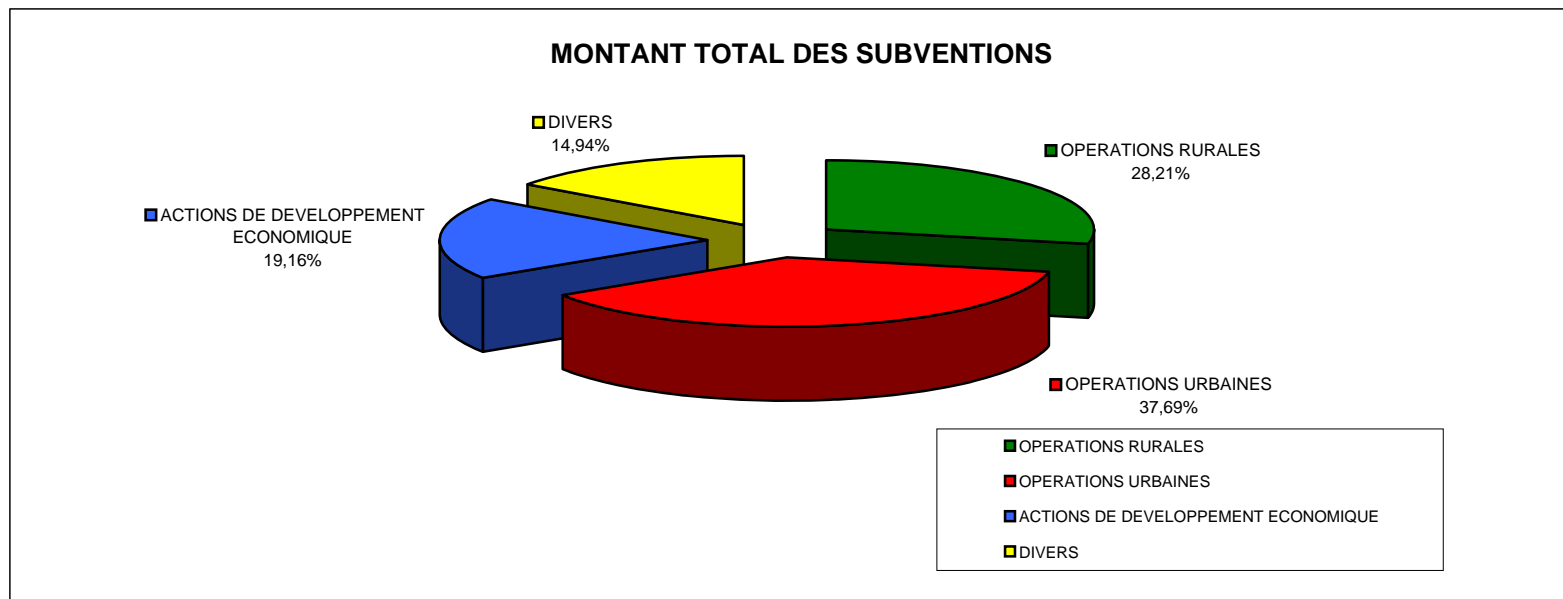
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION**  
**de 1992 à 2011**  
**(nombre de décisions)**

| TYPE OPERATION                      | NOMBRE DE DECISIONS |
|-------------------------------------|---------------------|
| OPERATIONS RURALES                  | 9 552               |
| OPERATIONS URBAINES                 | 4 295               |
| ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 34                  |
| DIVERS                              | 1 299               |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>15 180</b>       |



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION**  
**de 1992 à 2011**  
**(en euros)**

| TYPE OPERATION                      | MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS |
|-------------------------------------|-------------------------------|
| OPERATIONS RURALES                  | 354 899 966                   |
| OPERATIONS URBAINES                 | 474 052 868                   |
| ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 240 962 244                   |
| DIVERS                              | 187 943 551                   |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>1 257 858 629</b>          |



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS  
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE  
de 1992 à 2011**

| TYPE D'OPERATION  | SUBVENTION           | FONCTION.          | INVESTIS.          | NOMBRE        |
|---|----------------------|--------------------|--------------------|---------------|
| <b>Opérations exclusivement rurales jusqu'en 2002</b>     | 103 640 567          | 26 752 369         | 76 888 198         | 3 987         |
| <b>Opérations exclusivement rurales à partir de 2003</b>  |                      |                    |                    |               |
| OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES                          | 135 885 874          | 0                  | 135 885 874        | 4 213         |
| OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RUR     | 81 706 867           | 23 037 874         | 58 668 993         | 518           |
| OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES        | 19 611 744           | 192 832            | 19 418 902         | 428           |
| HALLES ET MARCHES   | 5 008 183            | 47 100             | 4 961 083          | 97            |
| <b>Opérations exclusivement urbaines jusqu'en 2002</b>    | 209 545 980          | 82 710 721         | 126 835 259        | 2 364         |
| <b>Opérations exclusivement urbaines à partir de 2003</b> |                      |                    |                    |               |
| OPERATIONS URBAINES                                       | 224 202 281          | 66 795 512         | 157 406 769        | 1 495         |
| dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE                     | 11 273 611           | <b>2 584 457</b>   | <b>8 689 154</b>   | <b>54</b>     |
| HALLES ET MARCHES   | 29 556 366           | 2 149 406          | 27 406 960         | 253           |
| <b>Opérations rurales ou urbaines jusqu'en 2002</b>       |                      |                    |                    |               |
| EQUIPEMENTS COLLECTIFS                                    | 7 713 604            | 1 197 200          | 6 516 404          | 149           |
| HALLES ET MARCHÉ(1)                                       | 17 081 313           | 1 142 570          | 15 938 743         | 343           |
| <b>Actions de développement économique</b>                | 240 962 244          | 240 962 244        | 0                  | 34            |
| <b>Divers jusqu'en 2002</b>                               | 54 341 887           | 26 958 102         | 27 383 785         | 465           |
| <b>Divers à partir de 2003</b>                            |                      |                    |                    |               |
| ACTIONS SPECIFIQUES COLLECTIVES NATIONALES                | 88 767 393           | 88 767 393         | 0                  | 42            |
| AIDE AUX COMMERCANTS ET ARTISANS SINISTRES                | 28 934 688           | 28 934 688         | 0                  | 56            |
| BIENS CULTURELS   | 4 197 876            | 290 670            | 3 907 206          | 181           |
| ETUDES  | 6 522 362            | 6 459 582          | 62 780             | 554           |
| ETUDE D'EVALUATION DES OPERATIONS FISAC                   | 179 400              | 179 400            | 0                  | 1             |
| <b>TOTAL</b>  | <b>1 257 858 663</b> | <b>596 577 663</b> | <b>661 280 956</b> | <b>15 180</b> |

(1) Opération classée sous une rubrique distincte (HM) de 1992 à 1999 puis enregistrée en opération rurale ou en opération urbaine à partir du 21,06,1999.

**Présentation**  
par  
région

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**  
**(classement alphabétique)**

| REGION                     | SUBVENTION         | FONCTION.          | INVESTIS.          | NOMBRE        | POPULATION | SUBV/HAB |
|----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------|------------|----------|
| ALSACE                     | 14 574 870         | 3 466 310          | 11 108 560         | 308           | 1 734 145  | 8,40     |
| AQUITAINE                  | 77 249 325         | 19 848 277         | 57 401 048         | 1 246         | 2 908 359  | 26,56    |
| AUVERGNE                   | 24 924 890         | 7 967 367          | 16 957 523         | 572           | 1 308 878  | 19,04    |
| BASSE-NORMANDIE            | 25 583 417         | 4 019 709          | 21 563 708         | 639           | 1 422 193  | 17,99    |
| BOURGOGNE                  | 19 834 940         | 3 731 092          | 16 103 848         | 568           | 1 610 067  | 12,32    |
| BRETAGNE                   | 67 923 986         | 18 178 234         | 49 745 752         | 1 119         | 2 906 197  | 23,37    |
| CENTRE                     | 53 184 578         | 12 792 265         | 40 392 313         | 789           | 2 440 329  | 21,79    |
| CHAMPAGNE-ARDENNE          | 30 017 201         | 9 654 833          | 20 362 368         | 346           | 1 342 363  | 22,36    |
| CORSE                      | 2 093 222          | 1 305 662          | 787 560            | 26            | 260 196    | 8,04     |
| FRANCHE-COMTE              | 26 848 352         | 6 727 048          | 20 121 304         | 674           | 1 117 059  | 24,03    |
| GUADELOUPE                 | 221 115            | 96 137             | 124 978            | 6             | 422 496    | 0,52     |
| GUYANE                     | 721 635            | 113 553            | 608 082            | 7             | 157 300    | 4,59     |
| HAUTE-NORMANDIE            | 26 099 335         | 5 041 005          | 21 058 330         | 443           | 1 780 192  | 14,66    |
| ILE-DE-FRANCE              | 72 713 445         | 14 589 205         | 58 124 240         | 911           | 10 952 011 | 6,64     |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON       | 40 376 481         | 6 330 151          | 34 046 330         | 515           | 2 295 648  | 17,59    |
| LIMOUSIN                   | 24 822 240         | 5 560 338          | 19 261 902         | 464           | 710 939    | 34,91    |
| LORRAINE                   | 29 907 084         | 8 456 230          | 21 450 854         | 354           | 2 310 376  | 12,94    |
| MARTINIQUE                 | 2 756 476          | 1 264 194          | 1 492 282          | 30            | 381 427    | 7,23     |
| MIDI-PYRENEES              | 31 870 394         | 9 025 547          | 22 844 847         | 733           | 2 551 687  | 12,49    |
| NORD-PAS-DE-CALAIS         | 31 739 990         | 10 976 068         | 20 763 922         | 658           | 3 996 588  | 7,94     |
| PAYS-DE-LA-LOIRE           | 36 568 326         | 6 155 130          | 30 413 196         | 772           | 3 222 061  | 11,35    |
| PICARDIE                   | 11 430 082         | 2 517 913          | 8 912 169          | 270           | 1 857 481  | 6,15     |
| POITOU-CHARENTES           | 45 865 109         | 6 427 583          | 39 437 526         | 1 078         | 1 640 068  | 27,97    |
| PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR | 43 230 331         | 16 400 535         | 26 829 796         | 547           | 4 506 151  | 9,59     |
| REUNION                    | 2 524 871          | 847 471            | 1 677 400          | 18            | 705 100    | 3,58     |
| RHONE-ALPES                | 122 972 004        | 37 113 357         | 85 858 647         | 1 884         | 5 645 407  | 21,78    |
| <b>TOTAL</b>               | <b>866 053 699</b> | <b>218 605 214</b> | <b>647 448 485</b> | <b>14 977</b> |            |          |

(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**  
**(classement par montant de subvention)**

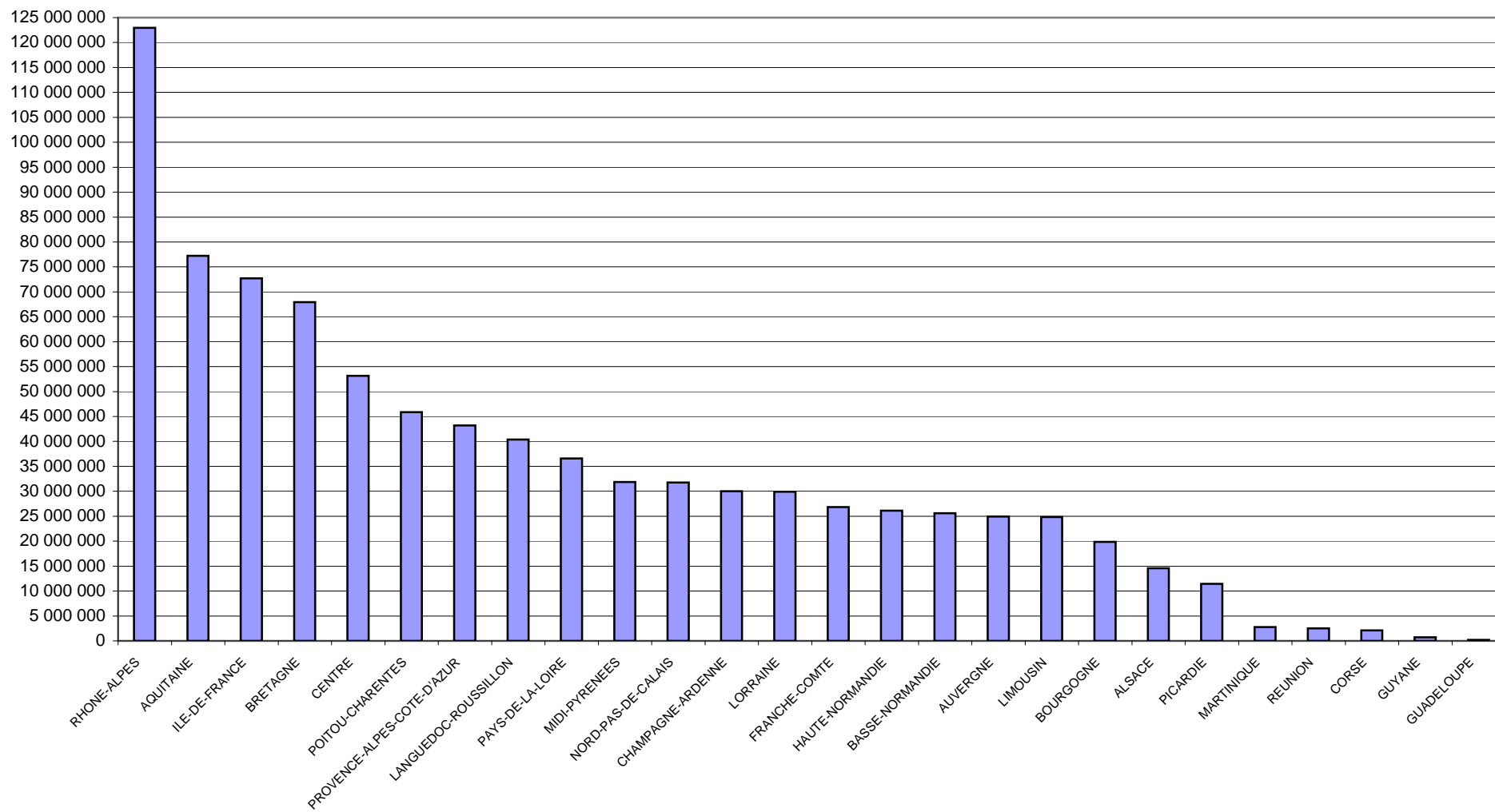
| REGION                         | SUBVENTION         | FONCTION.          | INVESTIS.          | NOMBRE        | POPULATION | SUBV/HAB |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------|------------|----------|
| RHONE-ALPES                    | 122 972 004        | 37 113 357         | 85 858 647         | 1 884         | 5 645 407  | 21,78    |
| AQUITAINE                      | 77 249 325         | 19 848 277         | 57 401 048         | 1 246         | 2 908 359  | 26,56    |
| ILE-DE-FRANCE                  | 72 713 445         | 14 589 205         | 58 124 240         | 911           | 10 952 011 | 6,64     |
| BRETAGNE                       | 67 923 986         | 18 178 234         | 49 745 752         | 1 119         | 2 906 197  | 23,37    |
| CENTRE                         | 53 184 578         | 12 792 265         | 40 392 313         | 789           | 2 440 329  | 21,79    |
| POITOU-CHARENTES               | 45 865 109         | 6 427 583          | 39 437 526         | 1 078         | 1 640 068  | 27,97    |
| PROVENCE-ALPES-COTE-<br>D'AZUR | 43 230 331         | 16 400 535         | 26 829 796         | 547           | 4 506 151  | 9,59     |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON           | 40 376 481         | 6 330 151          | 34 046 330         | 515           | 2 295 648  | 17,59    |
| PAYS-DE-LA-LOIRE               | 36 568 326         | 6 155 130          | 30 413 196         | 772           | 3 222 061  | 11,35    |
| MIDI-PYRENEES                  | 31 870 394         | 9 025 547          | 22 844 847         | 733           | 2 551 687  | 12,49    |
| NORD-PAS-DE-CALAIS             | 31 739 990         | 10 976 068         | 20 763 922         | 658           | 3 996 588  | 7,94     |
| CHAMPAGNE-ARDENNE              | 30 017 201         | 9 654 833          | 20 362 368         | 346           | 1 342 363  | 22,36    |
| LORRAINE                       | 29 907 084         | 8 456 230          | 21 450 854         | 354           | 2 310 376  | 12,94    |
| FRANCHE-COMTE                  | 26 848 352         | 6 727 048          | 20 121 304         | 674           | 1 117 059  | 24,03    |
| HAUTE-NORMANDIE                | 26 099 335         | 5 041 005          | 21 058 330         | 443           | 1 780 192  | 14,66    |
| BASSE-NORMANDIE                | 25 583 417         | 4 019 709          | 21 563 708         | 639           | 1 422 193  | 17,99    |
| AUVERGNE                       | 24 924 890         | 7 967 367          | 16 957 523         | 572           | 1 308 878  | 19,04    |
| LIMOUSIN                       | 24 822 240         | 5 560 338          | 19 261 902         | 464           | 710 939    | 34,91    |
| BOURGOGNE                      | 19 834 940         | 3 731 092          | 16 103 848         | 568           | 1 610 067  | 12,32    |
| ALSACE                         | 14 574 870         | 3 466 310          | 11 108 560         | 308           | 1 734 145  | 8,40     |
| PICARDIE                       | 11 430 082         | 2 517 913          | 8 912 169          | 270           | 1 857 481  | 6,15     |
| MARTINIQUE                     | 2 756 476          | 1 264 194          | 1 492 282          | 30            | 381 427    | 7,23     |
| REUNION                        | 2 524 871          | 847 471            | 1 677 400          | 18            | 705 100    | 3,58     |
| CORSE                          | 2 093 222          | 1 305 662          | 787 560            | 26            | 260 196    | 8,04     |
| GUYANE                         | 721 635            | 113 553            | 608 082            | 7             | 157 300    | 4,59     |
| GUADELOUPE                     | 221 115            | 96 137             | 124 978            | 6             | 422 496    | 0,52     |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>866 053 699</b> | <b>218 605 214</b> | <b>647 448 485</b> | <b>14 977</b> |            |          |

(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales



**Montant cumulé des subventions FISAC  
par région de 1992 à 2011  
(en euros)**

en €



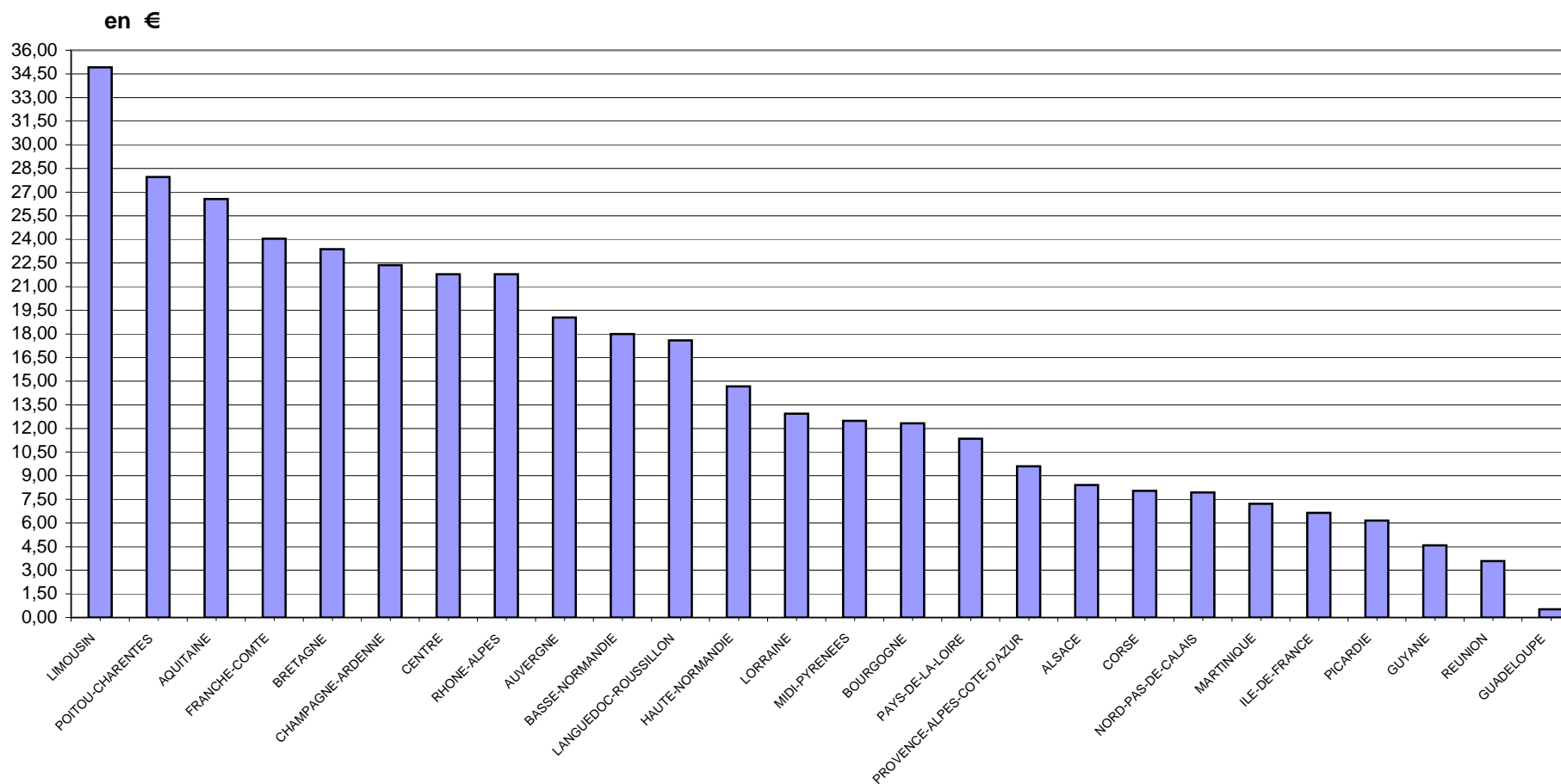
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

| REGION                         | SUBVENTION         | FONCTION.          | INVESTIS.          | NOMBRE        | POPULATION | SUBV/HAB |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------|------------|----------|
| LIMOUSIN                       | 24 822 240         | 5 560 338          | 19 261 902         | 464           | 710 939    | 34,91    |
| POITOU-CHARENTES               | 45 865 109         | 6 427 583          | 39 437 526         | 1 078         | 1 640 068  | 27,97    |
| AQUITAINE                      | 77 249 325         | 19 848 277         | 57 401 048         | 1 246         | 2 908 359  | 26,56    |
| FRANCHE-COMTE                  | 26 848 352         | 6 727 048          | 20 121 304         | 674           | 1 117 059  | 24,03    |
| BRETAGNE                       | 67 923 986         | 18 178 234         | 49 745 752         | 1 119         | 2 906 197  | 23,37    |
| CHAMPAGNE-ARDENNE              | 30 017 201         | 9 654 833          | 20 362 368         | 346           | 1 342 363  | 22,36    |
| CENTRE                         | 53 184 578         | 12 792 265         | 40 392 313         | 789           | 2 440 329  | 21,79    |
| RHONE-ALPES                    | 122 972 004        | 37 113 357         | 85 858 647         | 1 884         | 5 645 407  | 21,78    |
| AUVERGNE                       | 24 924 890         | 7 967 367          | 16 957 523         | 572           | 1 308 878  | 19,04    |
| BASSE-NORMANDIE                | 25 583 417         | 4 019 709          | 21 563 708         | 639           | 1 422 193  | 17,99    |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON           | 40 376 481         | 6 330 151          | 34 046 330         | 515           | 2 295 648  | 17,59    |
| HAUTE-NORMANDIE                | 26 099 335         | 5 041 005          | 21 058 330         | 443           | 1 780 192  | 14,66    |
| LORRAINE                       | 29 907 084         | 8 456 230          | 21 450 854         | 354           | 2 310 376  | 12,94    |
| MIDI-PYRENEES                  | 31 870 394         | 9 025 547          | 22 844 847         | 733           | 2 551 687  | 12,49    |
| BOURGOGNE                      | 19 834 940         | 3 731 092          | 16 103 848         | 568           | 1 610 067  | 12,32    |
| PAYS-DE-LA-LOIRE               | 36 568 326         | 6 155 130          | 30 413 196         | 772           | 3 222 061  | 11,35    |
| PROVENCE-ALPES-COTE-<br>D'AZUR | 43 230 331         | 16 400 535         | 26 829 796         | 547           | 4 506 151  | 9,59     |
| ALSACE                         | 14 574 870         | 3 466 310          | 11 108 560         | 308           | 1 734 145  | 8,40     |
| CORSE                          | 2 093 222          | 1 305 662          | 787 560            | 26            | 260 196    | 8,04     |
| NORD-PAS-DE-CALAIS             | 31 739 990         | 10 976 068         | 20 763 922         | 658           | 3 996 588  | 7,94     |
| MARTINIQUE                     | 2 756 476          | 1 264 194          | 1 492 282          | 30            | 381 427    | 7,23     |
| ILE-DE-FRANCE                  | 72 713 445         | 14 589 205         | 58 124 240         | 911           | 10 952 011 | 6,64     |
| PICARDIE                       | 11 430 082         | 2 517 913          | 8 912 169          | 270           | 1 857 481  | 6,15     |
| GUYANE                         | 721 635            | 113 553            | 608 082            | 7             | 157 300    | 4,59     |
| REUNION                        | 2 524 871          | 847 471            | 1 677 400          | 18            | 705 100    | 3,58     |
| GUADELOUPE                     | 221 115            | 96 137             | 124 978            | 6             | 422 496    | 0,52     |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>866 053 699</b> | <b>218 605 214</b> | <b>647 448 485</b> | <b>14 977</b> |            |          |

(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

## Subventions FISAC par région de 1992 à 2011 (montant par habitant)



**Présentation  
par  
département**

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**  
**(classement alphabétique)**

| DEPARTEMENT             | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS.  | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|-------------------------|------|------------|-----------|------------|--------|------------|----------|
| AIN                     | 01   | 14 065 729 | 2 414 223 | 11 651 506 | 344    | 515 270    | 27,30    |
| AISNE                   | 02   | 5 261 417  | 1 048 235 | 4 213 182  | 100    | 535 842    | 9,82     |
| ALLIER                  | 03   | 4 776 640  | 846 411   | 3 930 229  | 76     | 344 721    | 13,86    |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 04   | 1 984 631  | 629 790   | 1 354 841  | 68     | 139 561    | 14,22    |
| HAUTES-ALPES            | 05   | 2 742 495  | 1 075 910 | 1 666 585  | 57     | 121 419    | 22,59    |
| ALPES-MARITIMES         | 06   | 7 727 244  | 3 105 297 | 4 621 947  | 86     | 1 011 326  | 7,64     |
| ARDECHE                 | 07   | 16 425 287 | 3 470 233 | 12 955 054 | 314    | 286 023    | 57,43    |
| ARDENNES                | 08   | 7 228 202  | 2 354 361 | 4 873 841  | 93     | 290 130    | 24,91    |
| ARIEGE                  | 09   | 4 925 014  | 1 950 916 | 2 974 098  | 75     | 137 205    | 35,90    |
| AUBE                    | 10   | 4 584 558  | 1 615 610 | 2 968 948  | 59     | 292 131    | 15,69    |
| AUDE                    | 11   | 3 963 124  | 925 537   | 3 037 587  | 98     | 309 770    | 12,79    |
| AVEYRON                 | 12   | 6 012 888  | 1 187 549 | 4 825 339  | 140    | 263 808    | 22,79    |
| BOUCHES-DU-RHONE        | 13   | 11 680 817 | 5 132 725 | 6 548 092  | 120    | 1 835 719  | 6,36     |
| CALVADOS                | 14   | 10 260 219 | 1 892 446 | 8 367 773  | 188    | 648 385    | 15,82    |
| CANTAL                  | 15   | 3 290 727  | 618 444   | 2 672 283  | 157    | 150 778    | 21,82    |
| CHARENTE                | 16   | 9 696 316  | 1 551 071 | 8 145 245  | 241    | 339 628    | 28,55    |
| CHARENTE-MARITIME       | 17   | 17 544 482 | 2 183 090 | 15 361 392 | 380    | 557 024    | 31,50    |
| CHER                    | 18   | 5 284 403  | 996 293   | 4 288 110  | 86     | 314 428    | 16,81    |
| CORREZE                 | 19   | 9 240 255  | 2 001 937 | 7 238 318  | 171    | 232 576    | 39,73    |
| CORSE-DU-SUD            | 2A   | 423 302    | 423 302   | 0          | 6      | 118 593    | 3,57     |
| HAUTE-CORSE             | 2B   | 1 669 919  | 882 359   | 787 560    | 20     | 141 603    | 11,79    |
| COTE-D'OR               | 21   | 7 033 658  | 1 611 307 | 5 422 351  | 154    | 506 755    | 13,88    |
| COTES-D'ARMOR           | 22   | 10 654 659 | 2 674 771 | 7 979 888  | 214    | 542 373    | 19,64    |
| CREUSE                  | 23   | 7 367 789  | 1 585 127 | 5 782 662  | 130    | 124 470    | 59,19    |
| DORDOGNE                | 24   | 13 452 516 | 2 403 202 | 11 049 314 | 296    | 388 293    | 34,65    |
| DOUBS                   | 25   | 9 617 040  | 1 957 275 | 7 659 765  | 270    | 499 062    | 19,27    |
| DROME                   | 26   | 18 263 003 | 7 652 503 | 10 610 500 | 250    | 437 778    | 41,72    |
| EURE                    | 27   | 10 074 475 | 1 484 779 | 8 589 696  | 173    | 541 054    | 18,62    |
| EURE-ET-LOIR            | 28   | 7 246 232  | 2 136 393 | 5 109 839  | 106    | 407 665    | 17,77    |
| FINISTERE               | 29   | 20 132 779 | 5 918 352 | 14 214 427 | 289    | 852 418    | 23,62    |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**  
**(classement alphabétique)**

| DEPARTEMENT        | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS.  | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|--------------------|------|------------|-----------|------------|--------|------------|----------|
| GARD               | 30   | 8 199 431  | 2 487 864 | 5 711 567  | 112    | 623 125    | 13,16    |
| HAUTE-GARONNE      | 31   | 4 244 572  | 1 516 478 | 2 728 094  | 96     | 1 046 338  | 4,06     |
| GERS               | 32   | 3 387 013  | 1 757 783 | 1 629 230  | 65     | 172 335    | 19,65    |
| GIRONDE            | 33   | 21 251 095 | 6 140 837 | 15 110 258 | 278    | 1 287 334  | 16,51    |
| HERAULT            | 34   | 9 112 419  | 1 133 303 | 7 979 116  | 140    | 896 441    | 10,17    |
| ILLE-ET-VILAINE    | 35   | 20 272 122 | 4 869 206 | 15 402 916 | 330    | 867 533    | 23,37    |
| INDRE              | 36   | 7 011 406  | 1 450 756 | 5 560 650  | 124    | 231 139    | 30,33    |
| INDRE-ET-LOIRE     | 37   | 13 313 774 | 3 143 588 | 10 170 186 | 186    | 554 003    | 24,03    |
| ISERE              | 38   | 16 901 584 | 6 238 459 | 10 663 125 | 282    | 1 094 006  | 15,45    |
| JURA               | 39   | 8 034 516  | 1 667 906 | 6 366 610  | 185    | 250 857    | 32,03    |
| LANDES             | 40   | 13 709 723 | 4 445 607 | 9 264 116  | 235    | 327 334    | 41,88    |
| LOIR-ET-CHER       | 41   | 9 315 875  | 1 842 362 | 7 473 513  | 158    | 314 968    | 29,58    |
| LOIRE              | 42   | 15 638 667 | 5 105 887 | 10 532 780 | 177    | 728 524    | 21,47    |
| HAUTE-LOIRE        | 43   | 6 747 690  | 1 375 969 | 5 371 721  | 183    | 209 113    | 32,27    |
| LOIRE-ATLANTIQUE   | 44   | 8 640 698  | 1 768 734 | 6 871 964  | 133    | 1 134 266  | 7,62     |
| LOIRET             | 45   | 10 519 518 | 2 762 254 | 7 757 264  | 121    | 618 126    | 17,02    |
| LOT                | 46   | 3 750 876  | 310 998   | 3 439 878  | 93     | 160 197    | 23,41    |
| LOT-ET-GARONNE     | 47   | 10 748 334 | 2 374 456 | 8 373 878  | 186    | 305 380    | 35,20    |
| LOZERE             | 48   | 1 690 937  | 377 720   | 1 313 217  | 38     | 73 509     | 23,00    |
| MAINE-ET-LOIRE     | 49   | 8 414 800  | 1 553 828 | 6 860 972  | 185    | 732 942    | 11,48    |
| MANCHE             | 50   | 6 274 930  | 682 754   | 5 592 176  | 175    | 481 471    | 13,03    |
| MARNE              | 51   | 15 129 545 | 7 645 322 | 7 484 223  | 114    | 565 229    | 26,77    |
| HAUTE-MARNE        | 52   | 6 474 896  | 1 639 540 | 4 835 356  | 80     | 194 873    | 33,23    |
| MAYENNE            | 53   | 4 452 034  | 561 268   | 3 890 766  | 125    | 285 338    | 15,60    |
| MEURTHE-ET-MOSELLE | 54   | 9 889 653  | 3 524 488 | 6 365 165  | 119    | 713 779    | 13,86    |
| MEUSE              | 55   | 4 612 149  | 962 378   | 3 649 771  | 72     | 192 198    | 24,00    |
| MORBIHAN           | 56   | 15 941 189 | 3 794 641 | 12 146 548 | 283    | 643 873    | 24,76    |
| MOSELLE            | 57   | 9 904 296  | 2 886 167 | 7 018 129  | 99     | 1 023 447  | 9,68     |
| NIEVRE             | 58   | 3 917 971  | 840 604   | 3 077 367  | 109    | 225 198    | 17,40    |
| NORD               | 59   | 14 219 197 | 5 765 051 | 8 454 146  | 237    | 2 555 020  | 5,57     |
| OISE               | 60   | 4 254 951  | 996 276   | 3 258 675  | 114    | 766 441    | 5,55     |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**  
**(classement alphabétique)**

| DEPARTEMENT           | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS.  | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|-----------------------|------|------------|-----------|------------|--------|------------|----------|
| ORNE                  | 61   | 8 489 184  | 1 078 632 | 7 410 552  | 273    | 292 337    | 29,04    |
| PAS-DE-CALAIS         | 62   | 17 470 792 | 5 211 017 | 12 259 775 | 421    | 1 441 568  | 12,12    |
| PUY-DE-DOME           | 63   | 6 511 975  | 2 283 040 | 4 228 935  | 136    | 604 266    | 10,78    |
| PYRENEES-ATLANTIQUES  | 64   | 18 004 888 | 4 401 406 | 13 603 482 | 226    | 600 018    | 30,01    |
| HAUTES-PYRENEES       | 65   | 3 141 447  | 622 085   | 2 519 362  | 56     | 222 368    | 14,13    |
| PYRENEES-ORIENTALES   | 66   | 5 103 338  | 1 105 813 | 3 997 525  | 120    | 392 803    | 12,99    |
| BAS-RHIN              | 67   | 8 127 642  | 2 450 879 | 5 676 763  | 161    | 1 026 120  | 7,92     |
| HAUT-RHIN             | 68   | 6 416 978  | 985 181   | 5 431 797  | 145    | 708 025    | 9,06     |
| RHONE                 | 69   | 18 435 975 | 6 344 488 | 12 091 487 | 255    | 1 578 869  | 11,68    |
| HAUTE-SAONE           | 70   | 8 213 087  | 2 087 914 | 6 125 173  | 185    | 229 732    | 35,75    |
| SAONE-ET-LOIRE        | 71   | 4 932 353  | 786 861   | 4 145 492  | 161    | 544 893    | 9,05     |
| SARTHE                | 72   | 5 230 945  | 489 149   | 4 741 796  | 149    | 529 851    | 9,87     |
| SAVOIE                | 73   | 10 229 194 | 2 957 043 | 7 272 151  | 112    | 373 258    | 27,41    |
| HAUTE-SAVOIE          | 74   | 11 197 443 | 2 915 280 | 8 282 163  | 150    | 631 679    | 17,73    |
| PARIS                 | 75   | 1 105 415  | 450 693   | 654 722    | 21     | 2 125 246  | 0,52     |
| SEINE-MARITIME        | 76   | 16 024 860 | 3 556 226 | 12 468 634 | 270    | 1 239 138  | 12,93    |
| SEINE-ET-MARNE        | 77   | 12 612 240 | 2 383 715 | 10 228 525 | 211    | 1 193 767  | 10,57    |
| YVELINES              | 78   | 12 149 132 | 2 271 312 | 9 877 820  | 141    | 1 354 304  | 8,97     |
| DEUX-SEVRES           | 79   | 9 073 254  | 1 491 602 | 7 581 652  | 191    | 344 392    | 26,35    |
| SOMME                 | 80   | 1 913 715  | 473 402   | 1 440 313  | 56     | 555 551    | 3,44     |
| TARN                  | 81   | 4 188 152  | 1 056 243 | 3 131 909  | 130    | 343 402    | 12,20    |
| TARN-ET-GARONNE       | 82   | 2 145 732  | 548 795   | 1 596 937  | 69     | 206 034    | 10,41    |
| VAR                   | 83   | 11 035 138 | 3 938 081 | 7 097 057  | 128    | 898 441    | 12,28    |
| VAUCLUSE              | 84   | 7 969 167  | 2 427 796 | 5 541 371  | 87     | 499 685    | 15,95    |
| VENDEE                | 85   | 9 644 831  | 1 597 133 | 8 047 698  | 175    | 539 664    | 17,87    |
| VIENNE                | 86   | 9 314 597  | 1 118 009 | 8 196 588  | 264    | 399 024    | 23,34    |
| HAUTE-VIENNE          | 87   | 7 883 472  | 1 632 550 | 6 250 922  | 161    | 353 893    | 22,28    |
| VOSGES                | 88   | 5 347 248  | 929 377   | 4 417 871  | 62     | 380 952    | 14,04    |
| YONNE                 | 89   | 5 016 920  | 824 391   | 4 192 529  | 143    | 333 221    | 15,06    |
| TERRITOIRE-DE-BELFORT | 90   | 1 733 556  | 763 938   | 969 618    | 31     | 137 408    | 12,62    |
| ESSONNE               | 91   | 9 118 708  | 1 249 743 | 7 868 965  | 123    | 1 134 238  | 8,04     |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**  
**(classement alphabétique)**

| DEPARTEMENT       | Code | SUBVENTION         | FONCTION.          | INVESTIS.          | NOMBRE        | POPULATION | SUBV/HAB |
|-------------------|------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------|------------|----------|
| HAUTS-DE-SEINE    | 92   | 11 115 729         | 3 396 378          | 7 719 351          | 88            | 1 428 881  | 7,78     |
| SEINE-SAINT-DENIS | 93   | 8 058 032          | 1 241 841          | 6 816 191          | 97            | 1 382 861  | 5,83     |
| VAL-DE-MARNE      | 94   | 8 088 155          | 1 366 865          | 6 721 290          | 71            | 1 227 250  | 6,59     |
| VAL-D'OISE        | 95   | 10 310 275         | 2 072 779          | 8 237 496          | 155           | 1 105 464  | 9,33     |
| GUADELOUPE        | 971  | 221 115            | 96 137             | 124 978            | 6             | 422 496    | 0,52     |
| MARTINIQUE        | 972  | 2 799 632          | 1 264 194          | 1 535 438          | 31            | 381 427    | 7,34     |
| GUYANE            | 973  | 721 635            | 113 553            | 608 082            | 7             | 157 213    | 4,59     |
| REUNION           | 974  | 2 600 371          | 888 521            | 1 711 850          | 19            | 706 300    | 3,68     |
| <b>TOTAL</b>      |      | <b>850 302 003</b> | <b>216 223 994</b> | <b>634 078 009</b> | <b>14 882</b> |            |          |

(\* ) *Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales*

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**  
**(classement par montant de subvention)**

| DEPARTEMENT          | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS.  | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|----------------------|------|------------|-----------|------------|--------|------------|----------|
| GIRONDE              | 33   | 21 251 095 | 6 140 837 | 15 110 258 | 278    | 1 287 334  | 16,51    |
| ILLE-ET-VILAINE      | 35   | 20 272 122 | 4 869 206 | 15 402 916 | 330    | 867 533    | 23,37    |
| FINISTERE            | 29   | 20 132 779 | 5 918 352 | 14 214 427 | 289    | 852 418    | 23,62    |
| RHONE                | 69   | 18 435 975 | 6 344 488 | 12 091 487 | 255    | 1 578 869  | 11,68    |
| DROME                | 26   | 18 263 003 | 7 652 503 | 10 610 500 | 250    | 437 778    | 41,72    |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 64   | 18 004 888 | 4 401 406 | 13 603 482 | 226    | 600 018    | 30,01    |
| CHARENTE-MARITIME    | 17   | 17 544 482 | 2 183 090 | 15 361 392 | 380    | 557 024    | 31,50    |
| PAS-DE-CALAIS        | 62   | 17 470 792 | 5 211 017 | 12 259 775 | 421    | 1 441 568  | 12,12    |
| ISERE                | 38   | 16 901 584 | 6 238 459 | 10 663 125 | 282    | 1 094 006  | 15,45    |
| ARDECHE              | 07   | 16 425 287 | 3 470 233 | 12 955 054 | 314    | 286 023    | 57,43    |
| SEINE-MARITIME       | 76   | 16 024 860 | 3 556 226 | 12 468 634 | 270    | 1 239 138  | 12,93    |
| MORBIHAN             | 56   | 15 941 189 | 3 794 641 | 12 146 548 | 283    | 643 873    | 24,76    |
| LOIRE                | 42   | 15 638 667 | 5 105 887 | 10 532 780 | 177    | 728 524    | 21,47    |
| MARNE                | 51   | 15 129 545 | 7 645 322 | 7 484 223  | 114    | 565 229    | 26,77    |
| NORD                 | 59   | 14 219 197 | 5 765 051 | 8 454 146  | 237    | 2 555 020  | 5,57     |
| AIN                  | 01   | 14 065 729 | 2 414 223 | 11 651 506 | 344    | 515 270    | 27,30    |
| LANDES               | 40   | 13 709 723 | 4 445 607 | 9 264 116  | 235    | 327 334    | 41,88    |
| DORDOGNE             | 24   | 13 452 516 | 2 403 202 | 11 049 314 | 296    | 388 293    | 34,65    |
| INDRE-ET-LOIRE       | 37   | 13 313 774 | 3 143 588 | 10 170 186 | 186    | 554 003    | 24,03    |
| SEINE-ET-MARNE       | 77   | 12 612 240 | 2 383 715 | 10 228 525 | 211    | 1 193 767  | 10,57    |
| YVELINES             | 78   | 12 149 132 | 2 271 312 | 9 877 820  | 141    | 1 354 304  | 8,97     |
| BOUCHES-DU-RHONE     | 13   | 11 680 817 | 5 132 725 | 6 548 092  | 120    | 1 835 719  | 6,36     |
| HAUTE-SAVOIE         | 74   | 11 197 443 | 2 915 280 | 8 282 163  | 150    | 631 679    | 17,73    |
| HAUTS-DE-SEINE       | 92   | 11 115 729 | 3 396 378 | 7 719 351  | 88     | 1 428 881  | 7,78     |
| VAR                  | 83   | 11 035 138 | 3 938 081 | 7 097 057  | 128    | 898 441    | 12,28    |
| LOT-ET-GARONNE       | 47   | 10 748 334 | 2 374 456 | 8 373 878  | 186    | 305 380    | 35,20    |
| COTES-D'ARMOR        | 22   | 10 654 659 | 2 674 771 | 7 979 888  | 214    | 542 373    | 19,64    |
| LOIRET               | 45   | 10 519 518 | 2 762 254 | 7 757 264  | 121    | 618 126    | 17,02    |
| VAL-D'OISE           | 95   | 10 310 275 | 2 072 779 | 8 237 496  | 155    | 1 105 464  | 9,33     |
| CALVADOS             | 14   | 10 260 219 | 1 892 446 | 8 367 773  | 188    | 648 385    | 15,82    |
| SAVOIE               | 73   | 10 229 194 | 2 957 043 | 7 272 151  | 112    | 373 258    | 27,41    |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**  
**(classement par montant de subvention)**

| DEPARTEMENT        | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS. | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|--------------------|------|------------|-----------|-----------|--------|------------|----------|
| EURE               | 27   | 10 074 475 | 1 484 779 | 8 589 696 | 173    | 541 054    | 18,62    |
| MOSELLE            | 57   | 9 904 296  | 2 886 167 | 7 018 129 | 99     | 1 023 447  | 9,68     |
| MEURTHE-ET-MOSELLE | 54   | 9 889 653  | 3 524 488 | 6 365 165 | 119    | 713 779    | 13,86    |
| CHARENTE           | 16   | 9 696 316  | 1 551 071 | 8 145 245 | 241    | 339 628    | 28,55    |
| VENDEE             | 85   | 9 644 831  | 1 597 133 | 8 047 698 | 175    | 539 664    | 17,87    |
| DOUBS              | 25   | 9 617 040  | 1 957 275 | 7 659 765 | 270    | 499 062    | 19,27    |
| LOIR-ET-CHER       | 41   | 9 315 875  | 1 842 362 | 7 473 513 | 158    | 314 968    | 29,58    |
| VIENNE             | 86   | 9 314 597  | 1 118 009 | 8 196 588 | 264    | 399 024    | 23,34    |
| CORREZE            | 19   | 9 240 255  | 2 001 937 | 7 238 318 | 171    | 232 576    | 39,73    |
| ESSONNE            | 91   | 9 118 708  | 1 249 743 | 7 868 965 | 123    | 1 134 238  | 8,04     |
| HERAULT            | 34   | 9 112 419  | 1 133 303 | 7 979 116 | 140    | 896 441    | 10,17    |
| DEUX-SEVRES        | 79   | 9 073 254  | 1 491 602 | 7 581 652 | 191    | 344 392    | 26,35    |
| LOIRE-ATLANTIQUE   | 44   | 8 640 698  | 1 768 734 | 6 871 964 | 133    | 1 134 266  | 7,62     |
| ORNE               | 61   | 8 489 184  | 1 078 632 | 7 410 552 | 273    | 292 337    | 29,04    |
| MAINE-ET-LOIRE     | 49   | 8 414 800  | 1 553 828 | 6 860 972 | 185    | 732 942    | 11,48    |
| HAUTE-SAONE        | 70   | 8 213 087  | 2 087 914 | 6 125 173 | 185    | 229 732    | 35,75    |
| GARD               | 30   | 8 199 431  | 2 487 864 | 5 711 567 | 112    | 623 125    | 13,16    |
| BAS-RHIN           | 67   | 8 127 642  | 2 450 879 | 5 676 763 | 161    | 1 026 120  | 7,92     |
| VAL-DE-MARNE       | 94   | 8 088 155  | 1 366 865 | 6 721 290 | 71     | 1 227 250  | 6,59     |
| SEINE-SAINT-DENIS  | 93   | 8 058 032  | 1 241 841 | 6 816 191 | 97     | 1 382 861  | 5,83     |
| JURA               | 39   | 8 034 516  | 1 667 906 | 6 366 610 | 185    | 250 857    | 32,03    |
| VAUCLUSE           | 84   | 7 969 167  | 2 427 796 | 5 541 371 | 87     | 499 685    | 15,95    |
| HAUTE-VIENNE       | 87   | 7 883 472  | 1 632 550 | 6 250 922 | 161    | 353 893    | 22,28    |
| ALPES-MARITIMES    | 06   | 7 727 244  | 3 105 297 | 4 621 947 | 86     | 1 011 326  | 7,64     |
| CREUSE             | 23   | 7 367 789  | 1 585 127 | 5 782 662 | 130    | 124 470    | 59,19    |
| EURE-ET-LOIR       | 28   | 7 246 232  | 2 136 393 | 5 109 839 | 106    | 407 665    | 17,77    |
| ARDENNES           | 08   | 7 228 202  | 2 354 361 | 4 873 841 | 93     | 290 130    | 24,91    |
| COTE-D'OR          | 21   | 7 033 658  | 1 611 307 | 5 422 351 | 154    | 506 755    | 13,88    |
| INDRE              | 36   | 7 011 406  | 1 450 756 | 5 560 650 | 124    | 231 139    | 30,33    |
| HAUTE-LOIRE        | 43   | 6 747 690  | 1 375 969 | 5 371 721 | 183    | 209 113    | 32,27    |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**  
**(classement par montant de subvention)**

| DEPARTEMENT         | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS. | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|---------------------|------|------------|-----------|-----------|--------|------------|----------|
| PUY-DE-DOME         | 63   | 6 511 975  | 2 283 040 | 4 228 935 | 136    | 604 266    | 10,78    |
| HAUTE-MARNE         | 52   | 6 474 896  | 1 639 540 | 4 835 356 | 80     | 194 873    | 33,23    |
| HAUT-RHIN           | 68   | 6 416 978  | 985 181   | 5 431 797 | 145    | 708 025    | 9,06     |
| MANCHE              | 50   | 6 274 930  | 682 754   | 5 592 176 | 175    | 481 471    | 13,03    |
| AVEYRON             | 12   | 6 012 888  | 1 187 549 | 4 825 339 | 140    | 263 808    | 22,79    |
| VOSGES              | 88   | 5 347 248  | 929 377   | 4 417 871 | 62     | 380 952    | 14,04    |
| CHER                | 18   | 5 284 403  | 996 293   | 4 288 110 | 86     | 314 428    | 16,81    |
| AISNE               | 02   | 5 261 417  | 1 048 235 | 4 213 182 | 100    | 535 842    | 9,82     |
| SARTHE              | 72   | 5 230 945  | 489 149   | 4 741 796 | 149    | 529 851    | 9,87     |
| PYRENEES-ORIENTALES | 66   | 5 103 338  | 1 105 813 | 3 997 525 | 120    | 392 803    | 12,99    |
| YONNE               | 89   | 5 016 920  | 824 391   | 4 192 529 | 143    | 333 221    | 15,06    |
| SAONE-ET-LOIRE      | 71   | 4 932 353  | 786 861   | 4 145 492 | 161    | 544 893    | 9,05     |
| ARIEGE              | 09   | 4 925 014  | 1 950 916 | 2 974 098 | 75     | 137 205    | 35,90    |
| ALLIER              | 03   | 4 776 640  | 846 411   | 3 930 229 | 76     | 344 721    | 13,86    |
| MEUSE               | 55   | 4 612 149  | 962 378   | 3 649 771 | 72     | 192 198    | 24,00    |
| AUBE                | 10   | 4 584 558  | 1 615 610 | 2 968 948 | 59     | 292 131    | 15,69    |
| MAYENNE             | 53   | 4 452 034  | 561 268   | 3 890 766 | 125    | 285 338    | 15,60    |
| OISE                | 60   | 4 254 951  | 996 276   | 3 258 675 | 114    | 766 441    | 5,55     |
| HAUTE-GARONNE       | 31   | 4 244 572  | 1 516 478 | 2 728 094 | 96     | 1 046 338  | 4,06     |
| TARN                | 81   | 4 188 152  | 1 056 243 | 3 131 909 | 130    | 343 402    | 12,20    |
| AUDE                | 11   | 3 963 124  | 925 537   | 3 037 587 | 98     | 309 770    | 12,79    |
| NIEVRE              | 58   | 3 917 971  | 840 604   | 3 077 367 | 109    | 225 198    | 17,40    |
| LOT                 | 46   | 3 750 876  | 310 998   | 3 439 878 | 93     | 160 197    | 23,41    |
| GERS                | 32   | 3 387 013  | 1 757 783 | 1 629 230 | 65     | 172 335    | 19,65    |
| CANTAL              | 15   | 3 290 727  | 618 444   | 2 672 283 | 157    | 150 778    | 21,82    |
| HAUTES-PYRENEES     | 65   | 3 141 447  | 622 085   | 2 519 362 | 56     | 222 368    | 14,13    |
| MARTINIQUE          | 972  | 2 799 632  | 1 264 194 | 1 535 438 | 31     | 381 427    | 7,34     |
| HAUTES-ALPES        | 05   | 2 742 495  | 1 075 910 | 1 666 585 | 57     | 121 419    | 22,59    |
| REUNION             | 974  | 2 600 371  | 888 521   | 1 711 850 | 19     | 706 300    | 3,68     |
| TARN-ET-GARONNE     | 82   | 2 145 732  | 548 795   | 1 596 937 | 69     | 206 034    | 10,41    |

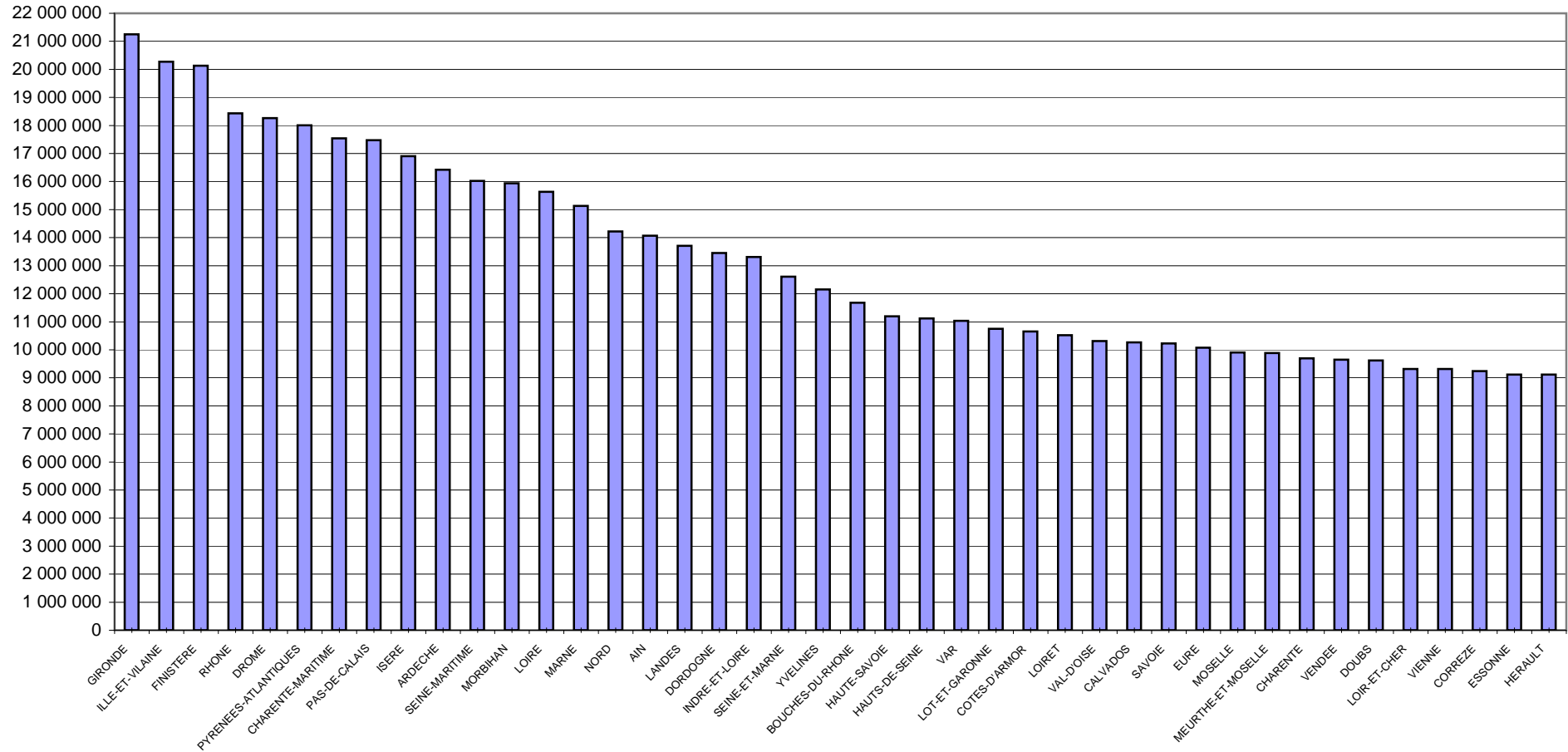
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**  
**(classement par montant de subvention)**

| DEPARTEMENT             | Code | SUBVENTION         | FONCTION.          | INVESTIS.          | NOMBRE        | POPULATION | SUBV/HAB |
|-------------------------|------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------|------------|----------|
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 04   | 1 984 631          | 629 790            | 1 354 841          | 68            | 139 561    | 14,22    |
| SOMME                   | 80   | 1 913 715          | 473 402            | 1 440 313          | 56            | 555 551    | 3,44     |
| TERRITOIRE-DE-BELFORT   | 90   | 1 733 556          | 763 938            | 969 618            | 31            | 137 408    | 12,62    |
| LOZERE                  | 48   | 1 690 937          | 377 720            | 1 313 217          | 38            | 73 509     | 23,00    |
| HAUTE-CORSE             | 2B   | 1 669 919          | 882 359            | 787 560            | 20            | 141 603    | 11,79    |
| PARIS                   | 75   | 1 105 415          | 450 693            | 654 722            | 21            | 2 125 246  | 0,52     |
| GUYANE                  | 973  | 721 635            | 113 553            | 608 082            | 7             | 157 213    | 4,59     |
| CORSE-DU-SUD            | 2A   | 423 302            | 423 302            | 0                  | 6             | 118 593    | 3,57     |
| GUADELOUPE              | 971  | 221 115            | 96 137             | 124 978            | 6             | 422 496    | 0,52     |
| <b>TOTAL</b>            |      | <b>850 302 003</b> | <b>216 223 994</b> | <b>634 078 009</b> | <b>14 882</b> |            |          |

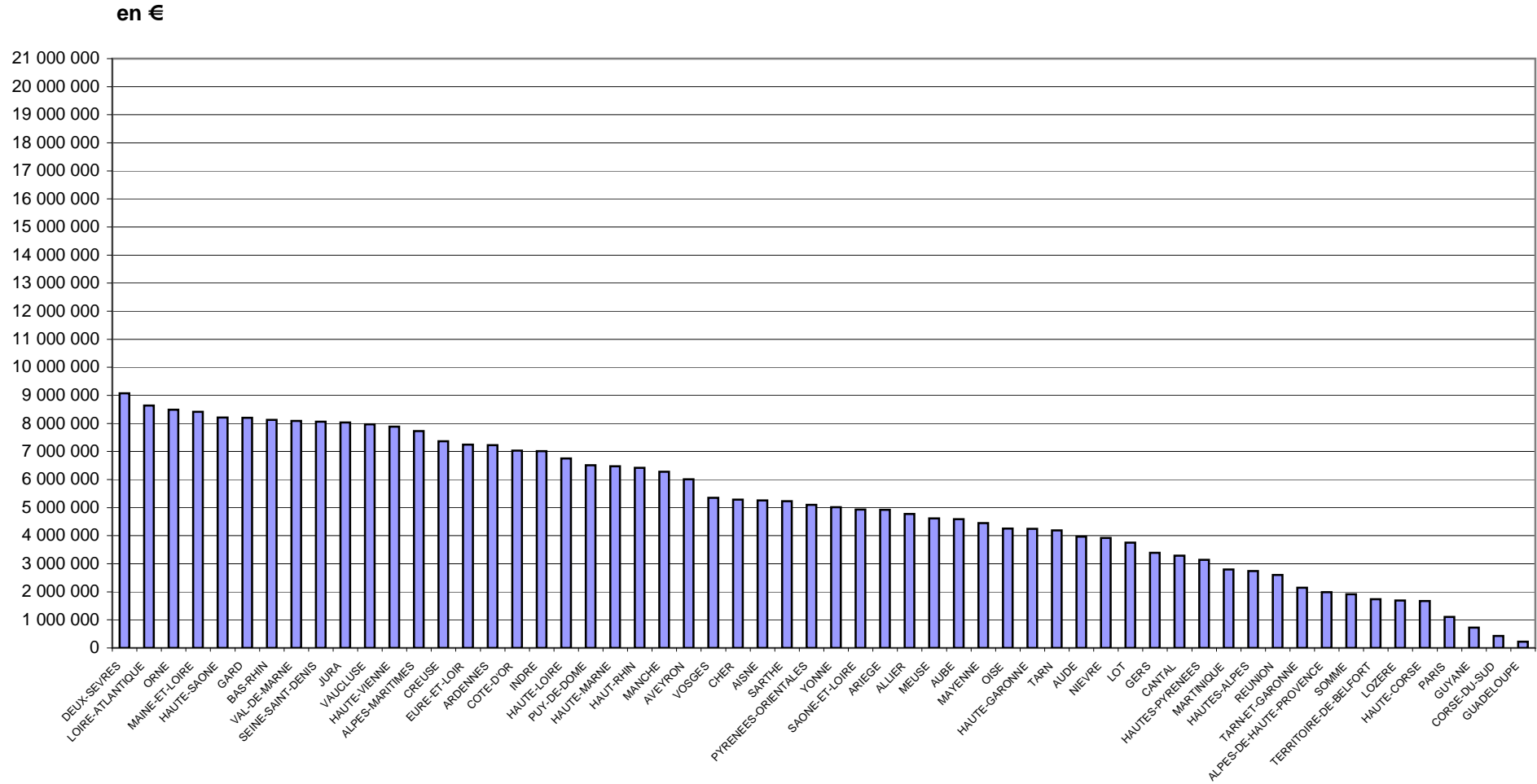
(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

**Montant cumulé des subventions FISAC  
par département de 1992 à 2011  
(en euros)**

en €



**Montant cumulé des subventions FISAC  
par département de 1992 à 2011  
(en euros)**



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

| DEPARTEMENT          | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS.  | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|----------------------|------|------------|-----------|------------|--------|------------|----------|
| CREUSE               | 23   | 7 367 789  | 1 585 127 | 5 782 662  | 130    | 124 470    | 59,19    |
| ARDECHE              | 07   | 16 425 287 | 3 470 233 | 12 955 054 | 314    | 286 023    | 57,43    |
| LANDES               | 40   | 13 709 723 | 4 445 607 | 9 264 116  | 235    | 327 334    | 41,88    |
| DROME                | 26   | 18 263 003 | 7 652 503 | 10 610 500 | 250    | 437 778    | 41,72    |
| CORREZE              | 19   | 9 240 255  | 2 001 937 | 7 238 318  | 171    | 232 576    | 39,73    |
| ARIEGE               | 09   | 4 925 014  | 1 950 916 | 2 974 098  | 75     | 137 205    | 35,90    |
| HAUTE-SAONE          | 70   | 8 213 087  | 2 087 914 | 6 125 173  | 185    | 229 732    | 35,75    |
| LOT-ET-GARONNE       | 47   | 10 748 334 | 2 374 456 | 8 373 878  | 186    | 305 380    | 35,20    |
| DORDOGNE             | 24   | 13 452 516 | 2 403 202 | 11 049 314 | 296    | 388 293    | 34,65    |
| HAUTE-MARNE          | 52   | 6 474 896  | 1 639 540 | 4 835 356  | 80     | 194 873    | 33,23    |
| HAUTE-LOIRE          | 43   | 6 747 690  | 1 375 969 | 5 371 721  | 183    | 209 113    | 32,27    |
| JURA                 | 39   | 8 034 516  | 1 667 906 | 6 366 610  | 185    | 250 857    | 32,03    |
| CHARENTE-MARITIME    | 17   | 17 544 482 | 2 183 090 | 15 361 392 | 380    | 557 024    | 31,50    |
| INDRE                | 36   | 7 011 406  | 1 450 756 | 5 560 650  | 124    | 231 139    | 30,33    |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 64   | 18 004 888 | 4 401 406 | 13 603 482 | 226    | 600 018    | 30,01    |
| LOIR-ET-CHER         | 41   | 9 315 875  | 1 842 362 | 7 473 513  | 158    | 314 968    | 29,58    |
| ORNE                 | 61   | 8 489 184  | 1 078 632 | 7 410 552  | 273    | 292 337    | 29,04    |
| CHARENTE             | 16   | 9 696 316  | 1 551 071 | 8 145 245  | 241    | 339 628    | 28,55    |
| SAVOIE               | 73   | 10 229 194 | 2 957 043 | 7 272 151  | 112    | 373 258    | 27,41    |
| AIN                  | 01   | 14 065 729 | 2 414 223 | 11 651 506 | 344    | 515 270    | 27,30    |
| MARNE                | 51   | 15 129 545 | 7 645 322 | 7 484 223  | 114    | 565 229    | 26,77    |
| DEUX-SEVRES          | 79   | 9 073 254  | 1 491 602 | 7 581 652  | 191    | 344 392    | 26,35    |
| ARDENNES             | 08   | 7 228 202  | 2 354 361 | 4 873 841  | 93     | 290 130    | 24,91    |
| MORBIHAN             | 56   | 15 941 189 | 3 794 641 | 12 146 548 | 283    | 643 873    | 24,76    |
| INDRE-ET-LOIRE       | 37   | 13 313 774 | 3 143 588 | 10 170 186 | 186    | 554 003    | 24,03    |
| MEUSE                | 55   | 4 612 149  | 962 378   | 3 649 771  | 72     | 192 198    | 24,00    |
| FINISTERE            | 29   | 20 132 779 | 5 918 352 | 14 214 427 | 289    | 852 418    | 23,62    |
| LOT                  | 46   | 3 750 876  | 310 998   | 3 439 878  | 93     | 160 197    | 23,41    |
| ILLE-ET-VILAINE      | 35   | 20 272 122 | 4 869 206 | 15 402 916 | 330    | 867 533    | 23,37    |
| VIENNE               | 86   | 9 314 597  | 1 118 009 | 8 196 588  | 264    | 399 024    | 23,34    |
| LOZERE               | 48   | 1 690 937  | 377 720   | 1 313 217  | 38     | 73 509     | 23,00    |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

| DEPARTEMENT             | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS.  | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|-------------------------|------|------------|-----------|------------|--------|------------|----------|
| AVEYRON                 | 12   | 6 012 888  | 1 187 549 | 4 825 339  | 140    | 263 808    | 22,79    |
| HAUTES-ALPES            | 05   | 2 742 495  | 1 075 910 | 1 666 585  | 57     | 121 419    | 22,59    |
| HAUTE-VIENNE            | 87   | 7 883 472  | 1 632 550 | 6 250 922  | 161    | 353 893    | 22,28    |
| CANTAL                  | 15   | 3 290 727  | 618 444   | 2 672 283  | 157    | 150 778    | 21,82    |
| LOIRE                   | 42   | 15 638 667 | 5 105 887 | 10 532 780 | 177    | 728 524    | 21,47    |
| GERS                    | 32   | 3 387 013  | 1 757 783 | 1 629 230  | 65     | 172 335    | 19,65    |
| COTES-D'ARMOR           | 22   | 10 654 659 | 2 674 771 | 7 979 888  | 214    | 542 373    | 19,64    |
| DOUBS                   | 25   | 9 617 040  | 1 957 275 | 7 659 765  | 270    | 499 062    | 19,27    |
| EURE                    | 27   | 10 074 475 | 1 484 779 | 8 589 696  | 173    | 541 054    | 18,62    |
| VENDEE                  | 85   | 9 644 831  | 1 597 133 | 8 047 698  | 175    | 539 664    | 17,87    |
| EURE-ET-LOIR            | 28   | 7 246 232  | 2 136 393 | 5 109 839  | 106    | 407 665    | 17,77    |
| HAUTE-SAVOIE            | 74   | 11 197 443 | 2 915 280 | 8 282 163  | 150    | 631 679    | 17,73    |
| NIEVRE                  | 58   | 3 917 971  | 840 604   | 3 077 367  | 109    | 225 198    | 17,40    |
| LOIRET                  | 45   | 10 519 518 | 2 762 254 | 7 757 264  | 121    | 618 126    | 17,02    |
| CHER                    | 18   | 5 284 403  | 996 293   | 4 288 110  | 86     | 314 428    | 16,81    |
| GIRONDE                 | 33   | 21 251 095 | 6 140 837 | 15 110 258 | 278    | 1 287 334  | 16,51    |
| VAUCLUSE                | 84   | 7 969 167  | 2 427 796 | 5 541 371  | 87     | 499 685    | 15,95    |
| CALVADOS                | 14   | 10 260 219 | 1 892 446 | 8 367 773  | 188    | 648 385    | 15,82    |
| AUBE                    | 10   | 4 584 558  | 1 615 610 | 2 968 948  | 59     | 292 131    | 15,69    |
| MAYENNE                 | 53   | 4 452 034  | 561 268   | 3 890 766  | 125    | 285 338    | 15,60    |
| ISERE                   | 38   | 16 901 584 | 6 238 459 | 10 663 125 | 282    | 1 094 006  | 15,45    |
| YONNE                   | 89   | 5 016 920  | 824 391   | 4 192 529  | 143    | 333 221    | 15,06    |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 04   | 1 984 631  | 629 790   | 1 354 841  | 68     | 139 561    | 14,22    |
| HAUTES-PYRENEES         | 65   | 3 141 447  | 622 085   | 2 519 362  | 56     | 222 368    | 14,13    |
| VOSGES                  | 88   | 5 347 248  | 929 377   | 4 417 871  | 62     | 380 952    | 14,04    |
| COTE-D'OR               | 21   | 7 033 658  | 1 611 307 | 5 422 351  | 154    | 506 755    | 13,88    |
| ALLIER                  | 03   | 4 776 640  | 846 411   | 3 930 229  | 76     | 344 721    | 13,86    |
| MEURTHE-ET-MOSELLE      | 54   | 9 889 653  | 3 524 488 | 6 365 165  | 119    | 713 779    | 13,86    |
| GARD                    | 30   | 8 199 431  | 2 487 864 | 5 711 567  | 112    | 623 125    | 13,16    |
| MANCHE                  | 50   | 6 274 930  | 682 754   | 5 592 176  | 175    | 481 471    | 13,03    |
| PYRENEES-ORIENTALES     | 66   | 5 103 338  | 1 105 813 | 3 997 525  | 120    | 392 803    | 12,99    |



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2011**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

| DEPARTEMENT           | Code | SUBVENTION | FONCTION. | INVESTIS.  | NOMBRE | POPULATION | SUBV/HAB |
|-----------------------|------|------------|-----------|------------|--------|------------|----------|
| SEINE-MARITIME        | 76   | 16 024 860 | 3 556 226 | 12 468 634 | 270    | 1 239 138  | 12,93    |
| AUDE                  | 11   | 3 963 124  | 925 537   | 3 037 587  | 98     | 309 770    | 12,79    |
| TERRITOIRE-DE-BELFORT | 90   | 1 733 556  | 763 938   | 969 618    | 31     | 137 408    | 12,62    |
| VAR                   | 83   | 11 035 138 | 3 938 081 | 7 097 057  | 128    | 898 441    | 12,28    |
| TARN                  | 81   | 4 188 152  | 1 056 243 | 3 131 909  | 130    | 343 402    | 12,20    |
| PAS-DE-CALAIS         | 62   | 17 470 792 | 5 211 017 | 12 259 775 | 421    | 1 441 568  | 12,12    |
| HAUTE-CORSE           | 2B   | 1 669 919  | 882 359   | 787 560    | 20     | 141 603    | 11,79    |
| RHONE                 | 69   | 18 435 975 | 6 344 488 | 12 091 487 | 255    | 1 578 869  | 11,68    |
| MAINE-ET-LOIRE        | 49   | 8 414 800  | 1 553 828 | 6 860 972  | 185    | 732 942    | 11,48    |
| PUY-DE-DOME           | 63   | 6 511 975  | 2 283 040 | 4 228 935  | 136    | 604 266    | 10,78    |
| SEINE-ET-MARNE        | 77   | 12 612 240 | 2 383 715 | 10 228 525 | 211    | 1 193 767  | 10,57    |
| TARN-ET-GARONNE       | 82   | 2 145 732  | 548 795   | 1 596 937  | 69     | 206 034    | 10,41    |
| HERAULT               | 34   | 9 112 419  | 1 133 303 | 7 979 116  | 140    | 896 441    | 10,17    |
| SARTHE                | 72   | 5 230 945  | 489 149   | 4 741 796  | 149    | 529 851    | 9,87     |
| AISNE                 | 02   | 5 261 417  | 1 048 235 | 4 213 182  | 100    | 535 842    | 9,82     |
| MOSELLE               | 57   | 9 904 296  | 2 886 167 | 7 018 129  | 99     | 1 023 447  | 9,68     |
| VAL-D'OISE            | 95   | 10 310 275 | 2 072 779 | 8 237 496  | 155    | 1 105 464  | 9,33     |
| HAUT-RHIN             | 68   | 6 416 978  | 985 181   | 5 431 797  | 145    | 708 025    | 9,06     |
| SAONE-ET-LOIRE        | 71   | 4 932 353  | 786 861   | 4 145 492  | 161    | 544 893    | 9,05     |
| YVELINES              | 78   | 12 149 132 | 2 271 312 | 9 877 820  | 141    | 1 354 304  | 8,97     |
| ESSONNE               | 91   | 9 118 708  | 1 249 743 | 7 868 965  | 123    | 1 134 238  | 8,04     |
| BAS-RHIN              | 67   | 8 127 642  | 2 450 879 | 5 676 763  | 161    | 1 026 120  | 7,92     |
| HAUTS-DE-SEINE        | 92   | 11 115 729 | 3 396 378 | 7 719 351  | 88     | 1 428 881  | 7,78     |
| ALPES-MARITIMES       | 06   | 7 727 244  | 3 105 297 | 4 621 947  | 86     | 1 011 326  | 7,64     |
| LOIRE-ATLANTIQUE      | 44   | 8 640 698  | 1 768 734 | 6 871 964  | 133    | 1 134 266  | 7,62     |
| MARTINIQUE            | 972  | 2 799 632  | 1 264 194 | 1 535 438  | 31     | 381 427    | 7,34     |
| VAL-DE-MARNE          | 94   | 8 088 155  | 1 366 865 | 6 721 290  | 71     | 1 227 250  | 6,59     |
| BOUCHES-DU-RHONE      | 13   | 11 680 817 | 5 132 725 | 6 548 092  | 120    | 1 835 719  | 6,36     |
| SEINE-SAINT-DENIS     | 93   | 8 058 032  | 1 241 841 | 6 816 191  | 97     | 1 382 861  | 5,83     |
| NORD                  | 59   | 14 219 197 | 5 765 051 | 8 454 146  | 237    | 2 555 020  | 5,57     |
| OISE                  | 60   | 4 254 951  | 996 276   | 3 258 675  | 114    | 766 441    | 5,55     |

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT  
TOUS TYPES D'OPERATION\*  
de 1992 à 2011**

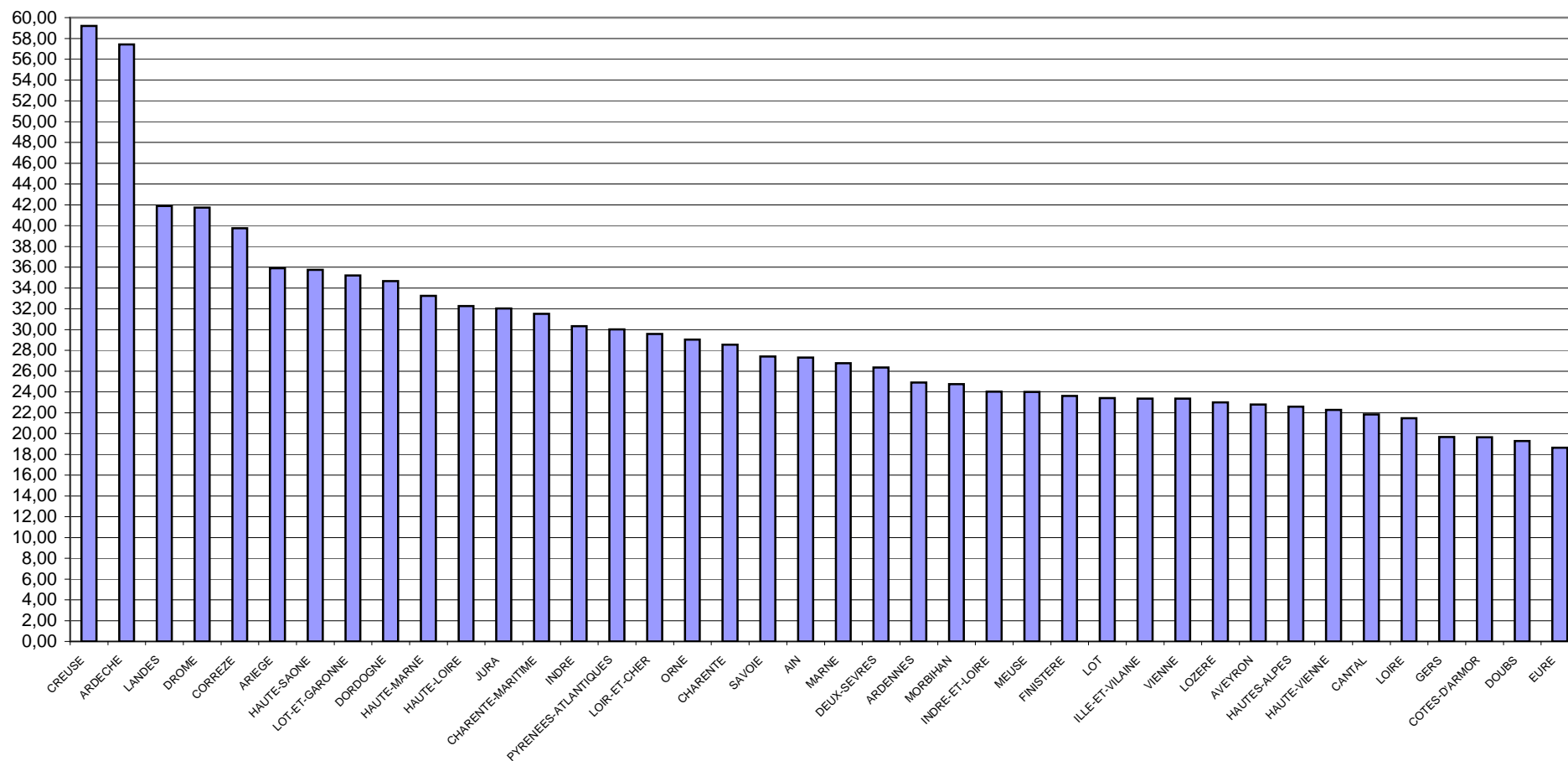
(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

| DEPARTEMENT   | Code | SUBVENTION         | FONCTION.          | INVESTIS.          | NOMBRE        | POPULATION | SUBV/HAB |
|---------------|------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------|------------|----------|
| GUYANE        | 973  | 721 635            | 113 553            | 608 082            | 7             | 157 213    | 4,59     |
| HAUTE-GARONNE | 31   | 4 244 572          | 1 516 478          | 2 728 094          | 96            | 1 046 338  | 4,06     |
| REUNION       | 974  | 2 600 371          | 888 521            | 1 711 850          | 19            | 706 300    | 3,68     |
| CORSE-DU-SUD  | 2A   | 423 302            | 423 302            | 0                  | 6             | 118 593    | 3,57     |
| SOMME         | 80   | 1 913 715          | 473 402            | 1 440 313          | 56            | 555 551    | 3,44     |
| GUADELOUPE    | 971  | 221 115            | 96 137             | 124 978            | 6             | 422 496    | 0,52     |
| PARIS         | 75   | 1 105 415          | 450 693            | 654 722            | 21            | 2 125 246  | 0,52     |
| <b>TOTAL</b>  |      | <b>850 302 003</b> | <b>216 223 994</b> | <b>634 078 009</b> | <b>14 882</b> |            |          |

(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

**Subventions FISAC  
par département de 1992 à 2011  
(montant par habitant)**

en €



**Subvention FISAC  
par département de 1992 à 2011  
(montant par habitant)**

en €

